

31 mai (Fondapol)

<https://www.fondapol.org/etude/la-montee-en-puissance-de-lislamisme-woke-dans-le-monde-occidental/?fbclid=IwAR39VDtHQ8-3PIS2J6LZjgh7WmI8ZdnBocevEhRo8ujw0t5B06EBESMmkvk>

# La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental



Introduction

I.

Islamisme et politique ultraprogressiste

II.

Les réseaux islamistes investissent le wokisme

III.

Réactions et développements possibles

## **La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental**

Dans la déjà longue histoire de la mouvance islamiste en Occident, les dernières décennies ont vu une mutation sensible de la stratégie et du discours de l'islam radical et de ses militants, mutations liées à la présence désormais nombreuse et durable de populations musulmanes dans le monde occidental. Face à l'irréalisme de leur projet originare d'islamisation intégrale dans le contexte de ces sociétés, les islamistes ont évolué dans une double direction : d'un côté, la recherche d'une emprise maximale sur les communautés musulmanes et, de l'autre, la recherche de la bienveillance des institutions et des grands acteurs de la société d'accueil à l'égard de leurs propres visions et revendications. Parallèlement, cette mouvance a endossé des thèmes

ultraprogressistes et conclu des alliances avec la gauche extrême – phénomène dit de « l’islamo-gauchisme » –, tandis que ses militants étaient de plus en plus issus d’une nouvelle génération, souvent née en Occident, et formée dans les sciences sociales et non plus dans les universités technologiques comme leurs aînés. Les développements les plus récents ont ainsi vu se créer, tant sur le plan de la rhétorique que de l’organisation, des passerelles de plus en plus nombreuses entre islam radical et ce qu’il est désormais usuel d’appeler la « culture woke », le tout dans un contexte de diffusion profondément modifié par les chaînes satellitaires et les réseaux sociaux.

C’est aux structures, aux soutiens et aux thèmes de cet « islamisme woke » ou « islamo-wokisme », mais aussi aux réactions négatives, particulièrement en France et au sein même des musulmans d’Occident, qu’est consacrée cette note de Lorenzo Vidino, directeur du programme de recherche sur l’extrémisme à l’université George-Washington. L’auteur montre ainsi comment les jeunes acteurs islamistes utilisent désormais rarement les références traditionnelles et parlent plutôt à présent le langage de la discrimination, de l’antiracisme, de l’oppression intériorisée, de l’intersectionnalité et de la théorie postcoloniale. Cette nouvelle approche leur donne un accès, qui était inespéré pour leurs prédécesseurs, au monde politique, au monde médiatique et à la société civile.

La question reste de savoir si cette mutation traduit une évolution profonde et sincère, voire une acculturation de cette jeunesse, via le progressisme, à la société occidentale, ou si, à l’inverse, le wokisme ne devient pas un vecteur de l’influence islamiste, notamment à travers sa virulence anti-occidentale et sa dénonciation de l’« islamophobie ».

**Lorenzo Vidino,**

Directeur du programme sur l’extrémisme à l’université George-Washington

---

ÉTUDE

## Introduction

Notes

1.

Pour en savoir plus sur ce sujet, voir les entretiens réalisés avec une douzaine d'anciens membres des Frères musulmans dans divers pays occidentaux in Lorenzo Vidino, *The Closed Circle. Joining and Leaving the Muslim Brotherhood in the West*, Columbia University Press, 2020.

+

L'islamisme dans le monde occidental a une histoire de près de soixante-dix ans, qui remonte à l'arrivée en Europe et en Amérique du Nord, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, des premiers membres des Frères musulmans, qu'il s'agisse d'étudiants poursuivant des études supérieures dans des universités occidentales ou de hauts responsables fuyant les persécutions dans leur pays. Depuis lors, des militants liés à diverses branches des Frères musulmans dans le monde arabe et à d'autres mouvements du sous-continent indien (Jamaat-e-Islami) et de Turquie (Millî Görüş) appartenant à la grande famille de l'islam politique ont établi une présence stable en Occident. Ces mouvements ont depuis évolué sur le plan idéologique et organisationnel. Malgré leur taille encore relativement modeste, ils sont devenus des forces d'influence disproportionnées dans les communautés musulmanes hétérogènes du monde occidental.

Certains aspects de cette présence n'ont pas beaucoup changé avec le temps. Par exemple, les rouages internes de nombreux réseaux islamistes occidentaux, tels qu'un processus de sélection scrupuleux, le secret interne et la structure hiérarchique, sont pratiquement identiques à ceux des premiers jours, reproduisant en substance ceux des structures mères des sociétés à majorité musulmane<sup>1</sup>. Pourtant, au fil des ans, les membres occidentaux du mouvement islamiste, qui se caractérise par sa souplesse et son pragmatisme, ont compris que plusieurs aspects de leur matrice politique devaient être adaptés.

Notes

2.

« The duty of the Islamic Movement [is] not to leave these [Western] expatriates to be swept by the whirlpool of the materialistic trend that prevails in the West » (Yusuf Al-Qaradawi, *Priorities of the Islamic Movement in the Coming Phase*, Awakening Publications, 2000, p. 88).

+

Tout d'abord, ils ont compris que les objectifs que le mouvement poursuivait pour les sociétés à majorité musulmane – l'islamisation de l'ensemble de la société et l'instauration d'un gouvernement islamique appliquant la charia – ne pouvaient être atteints de manière réaliste en Occident, où les musulmans ne constituent qu'une petite minorité. Les islamistes occidentaux ont ensuite considéré que deux objectifs étaient plus appropriés : d'une part, diffuser leur vision politico-religieuse du monde au sein des communautés musulmanes occidentales ; d'autre part, influencer les politiques publiques et les débats occidentaux sur les enjeux qui leur importent.

En outre, avec le temps, les islamistes occidentaux ont compris que non seulement leurs objectifs mais aussi leurs tactiques devaient être adaptés. Certains des récits, des schémas et du langage qui constituent le répertoire

traditionnel de l'islamisme sont restés inchangés. Cela s'est révélé particulièrement vrai parmi les anciens membres du mouvement, très soudés entre eux, et aussi lorsque le mouvement a cherché à toucher un public plus large, mais encore relativement restreint, de sympathisants conservateurs dans les communautés musulmanes occidentales. Mais, dans le même temps, les islamistes occidentaux ont considérablement modifié la façon dont ils se présentaient à deux de leurs principaux publics : les communautés musulmanes occidentales (dont la plupart des membres ont peu de connaissances ou d'intérêt pour l'islamisme) et les institutions occidentales (au sens large, les acteurs gouvernementaux, les médias et la société civile).

Il est d'une importance cruciale pour les islamistes occidentaux de toucher ces deux groupes cibles. Ils ont compris depuis le début des années 1980 que leur présence en Occident n'était pas temporaire et qu'ils pouvaient l'utiliser non seulement comme un refuge pour fuir les régimes du Moyen-Orient mais aussi pour y atteindre un nouvel ensemble d'objectifs. Les communautés musulmanes de l'Occident, récemment établies et en pleine expansion, ont été considérées comme un public parfaitement réceptif à la vision religieuse et sociopolitique des islamistes, et Yusuf Al-Qaradawi, le chef spirituel présumé du mouvement islamiste mondial, a affirmé que « le devoir du mouvement islamique [était] de ne pas laisser ces expatriés [occidentaux] être emportés par le tourbillon matérialiste qui prévaut en Occident<sup>2</sup> ». Leur objectif étant d'influencer les institutions occidentales, au cours des trente dernières années les islamistes ont constamment cherché à se présenter comme des représentants légitimes des communautés musulmanes locales, comme des interlocuteurs fiables et modérés pour les gouvernements, les médias et la société dans son ensemble.

## Notes

3.  
En 1988, Salman Rushdie, écrivain britannique d'origine indienne, publie un roman intitulé *Les Versets sataniques*, jugé blasphématoire par de nombreux musulmans. Des manifestations et des autodafés ont lieu dans le monde musulman et en Europe. Le 14 février 1989, l'ayatollah Khomeini condamne son auteur pour apostasie et émet une fatwa appelant à l'assassiner. Salman Rushdie vit depuis sous protection policière. La fatwa lancée contre Rushdie concerne également tous ceux qui participent à la diffusion de l'ouvrage. Le 28 février 1989, deux librairies de l'université de Californie vendant le livre et les bureaux du *Riverdale Press*, journal qui avait défendu le droit de le lire, furent la cible d'attentats à la bombe incendiaire. En 1991, le traducteur japonais du livre a été poignardé à mort, quelques jours après que le traducteur italien a survécu à une attaque similaire. En 1993, l'éditeur norvégien a réussi à survivre à plusieurs coups de feu. La même année, 37 personnes ont été assassinées dans un hôtel d'Istanbul incendié en raison de la présence de l'éditeur turc du livre. [NdT]

+

4.  
Par exemple, Karen Taylor, directrice de l'organisation European Network Against Racism (ENAR), basée à Bruxelles (une organisation qui, il faut le noter, entretient des liens étroits avec diverses entités islamistes et qui a été dirigée pendant des années par Michael Privot, qui ne cache pas son appartenance aux Frères musulmans en Belgique), a déclaré : « En tant que voix du mouvement antiraciste en Europe, ENAR s'oppose à tout récit décrivant certaines organisations de la société civile et certains activistes comme des "islamistes" invisibles prêts à utiliser un agenda "woke" pour mettre en œuvre leurs objectifs politiques "cachés" et intolérants. Ces préjugés créent intentionnellement la peur et la division en Europe pour exclure

une partie de la société. Notre mission est de remettre en question les mythes et de combattre les stéréotypes sur les communautés musulmanes jusqu'à ce que nous atteignons l'équité raciale ["racial equity", NDT]. Notre priorité est de veiller à ce que ces récits ne contribuent pas à la racialisation et à la criminalisation d'un groupe minoritaire et ne restreignent pas les droits fondamentaux » – citée in ENAR, « European day against islamophobia 2021: ENAR condemns "woke islamism" theory as a political weapon to further legitimise the demonisation of Muslims and those perceived as Muslims in Europe », communiqué de presse, 1er octobre 2021 ([www.enar-eu.org/](http://www.enar-eu.org/)).

+

Afin de gagner à leur cause ces interlocuteurs, les islamistes occidentaux ont rapidement compris la nécessité d'adapter leurs messages et leurs méthodes. Ce processus d'adaptation linguistique a commencé il y a plusieurs décennies, mais il s'est approfondi et accéléré au cours des dix-quinze dernières années, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de jeunes militants. Contrairement à la première génération d'islamistes arrivée du Moyen-Orient, cette nouvelle génération est plus au fait des sensibilités culturelles occidentales parce qu'elle est née en Occident et qu'elle a été formée principalement en sciences sociales, en sciences humaines et en communication (alors que la plupart des militants de la première génération ont eu tendance à se former dans des disciplines telles que l'ingénierie et la médecine). Nombre de ceux appartenant à cette nouvelle génération d'activistes islamistes ne conservent que des liens formels ténus avec les structures islamistes établies. Ils ont peut-être grandi sous l'influence de l'islam – parfois littéralement, car certains d'entre eux sont les enfants de pionniers de l'islam en Occident – en étant actifs dans des groupes de jeunes islamistes ou en donnant fréquemment des conférences dans des mosquées et lors d'événements liés au réseau, mais ils ont souvent bâti leurs propres moyens d'amplification de leur discours par la création de nouvelles organisations et par une présence en ligne multiplateforme. Leur degré de connexion avec les organisations islamistes traditionnelles est variable et il peut être assez limité, du moins formellement.

En outre, la plupart de ces jeunes acteurs islamistes n'utilisent que rarement des références islamistes et, s'ils le font, c'est généralement en termes quelque peu euphémisés. Ils parlent plutôt le langage de la discrimination, de l'antiracisme, de l'oppression intériorisée, de l'intersectionnalité et de la théorie postcoloniale. Plusieurs des causes qu'ils embrassent, comme l'environnement ou la réduction des frais universitaires, n'ont rien à voir avec l'islamisme. D'autres peuvent être considérées comme recoupant les griefs traditionnels de l'islamisme mais sont formulées en termes typiquement progressistes et sans islamisme apparent. Par exemple, l'adhésion récente des islamistes occidentaux aux appels à la « décolonisation » des programmes scolaires correspond à la nature anticoloniale inhérente à l'idéologie, mais elle est formulée en adoptant le langage couramment utilisé dans les cercles de gauche dits progressistes.

Ces approches ont permis à la nouvelle génération d'islamistes occidentaux un accès, qui était inespéré pour leurs prédécesseurs, à des cercles du monde politique, médiatique et de la société civile. En se débarrassant largement des *topoi* du langage islamiste et en adoptant des cadres de pensée et des causes progressistes, les

jeunes islamistes occidentaux ont forgé de solides alliances dans la société dominante et ont fini par être largement acceptés par l'élite occidentale. Nombre d'entre eux ont donc intégré des partis politiques, ont rédigé des articles d'opinion et participé à des débats dans les médias grand public, se sont présentés aux élections, ont forgé des alliances avec un large éventail d'organisations progressistes et de leaders d'opinion. Ils ont reçu des subventions de la part de fondations et d'agences gouvernementales respectées.

Le temps est loin où les islamistes occidentaux brûlaient publiquement des livres, comme lors de l'affaire Rushdie<sup>3</sup> en 1988. De nombreux islamistes d'aujourd'hui utilisent des méthodes, embrassent des causes et concluent des alliances qui laissent perplexes non seulement les observateurs de longue date du mouvement mais aussi la première génération de pionniers. Certains, notamment en Europe, ont commencé à qualifier cette tendance d'« islamisme woke ». Ce terme est contesté et peut être considéré comme quelque peu péjoratif<sup>4</sup>, mais il est devenu relativement courant parmi les observateurs et les anciens de la scène islamiste en Occident, décrivant avec justesse une tendance qui s'est considérablement accélérée au cours des dernières années.

La présente note cherche à analyser certaines des dynamiques clés derrière l'islamisme woke en Occident, de ses origines à ses nombreuses manifestations. L'entreprise est relativement récente et elle est complexe car l'évolution n'est pas la même d'un pays à l'autre, ce qui rend impossible une évaluation complète de ses aspects comme de ses implications. Malgré ces difficultés, cette note vise à faire la lumière sur un phénomène qui modifie considérablement le visage de l'islamisme en Occident et qui doit donc être compris aussi bien par les universitaires que par les décideurs politiques.

## I. Partie

# Islamisme et politique ultraprogressiste

Notes

<sup>5.</sup>  
Pour en savoir plus sur les relations entre la gauche occidentale et l'islamisme, voir par exemple John Jenkins, *Islamism and the Left*, Policy Exchange, 2021, et Pascal Bruckner, *La Tyrannie de la pénitence*, Grasset, 2006.

+

<sup>6.</sup>  
Voir, par exemple, Nick Cohen, *What's Left? How the Left Lost its Way*, Harper Perennial, 2007

+

<sup>7.</sup>

Il est révélateur, par exemple, qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, des vestiges des Brigades rouges italiennes aient plaidé en faveur d'une coopération avec des groupes tels que le Hamas, le Hezbollah, al-Qaida et les talibans (faisant d'ailleurs preuve d'une très faible compréhension des différences idéologiques pourtant substantielles entre ces organisations). Voir Lorenzo Vidino, « The Italian radical Left's ambivalent fascination with Islamism », *Dynamics of Asymmetric Conflict*, vol. 5, n° 3, 2012, p. 172-182.

+

8.

Voir Richard Phillips, « Standing together: the Muslim Association of Britain and the anti-war movement », *Race & Class*, vol. 50, n° 2, octobre 2008, p. 101-113, ainsi que Salma Yaqoob, « British Islamic Political Radicalism », in Tahir Abbas (dir.), *Islamic Political Radicalism. A European Perspective*, Edinburgh University Press, 2007, p. 279-294.

+

La relation entre la gauche et l'islamisme – deux termes qui, bien sûr, englobent un éventail très diversifié d'opinions et de courants politiques – est complexe. Même en limitant notre analyse à l'Occident, il est impossible de saisir, ne serait-ce que de loin, ses nombreuses facettes. Ce serait de toute façon une tâche qui dépasse le cadre de ce travail<sup>5</sup>. Pourtant, il est juste de dire que l'une des tendances les plus marquantes qui a caractérisé la relation entre certains de ces éléments les plus progressistes, et parfois les plus radicaux, de la gauche et de l'islamisme est la sympathie et le désir de coopérer.

À gauche, de nombreuses voix, y compris dans les milieux les plus progressistes, adoptent une approche nettement différente, en soulignant les nombreux enjeux sur lesquels les deux mouvements diffèrent fortement et en s'opposant à toute vision favorable de l'islamisme<sup>6</sup>. Mais une fascination pour l'islamisme s'est emparée d'une grande partie de la gauche occidentale depuis les années 1950. Le puissant anticolonialisme de l'islamisme, son rejet de ce qu'il perçoit comme des constructions sociales et économiques imposées par l'Occident, son antiaméricanisme et son antisionisme ainsi que sa capacité à mobiliser les masses ont suscité l'admiration de larges pans de la gauche occidentale.

Cette sympathie, jointe à la perception d'ennemis communs, a conduit à admettre une alliance avec les islamistes. Ce point de vue a été partagé, ouvertement ou non, par de nombreux membres de la gauche occidentale, allant de personnalités éminentes à certains groupes d'extrême gauche marginaux et violents<sup>7</sup>. Nombre de ces théories n'ont trouvé que peu ou pas de concrétisation. Cependant, au cours des vingt dernières années, plusieurs cas de l'alliance (parfois qualifiée de rouge-verte) ont eu lieu dans les milieux plus traditionnels de la gauche dans divers pays occidentaux. Nombreux sont ceux qui considèrent que l'alliance qui a émergé au Royaume-Uni au début des années 2000 autour de la coalition Stop the War (STWC) est un exemple typique de cette dynamique<sup>8</sup>.

Notes

9.

Entretien avec Kamal Helbawi, Londres, décembre 2008, et Richard Phillips, art. cit

+

10.

*Ibid.*

11.

Voir Richard Phillips, art. cit.

12.

Entretien avec un militant anti-guerre, Londres, décembre 2008. Pour le débat dans les milieux d'extrême gauche, voir par exemple Jane Kelly et Karen O'Toole, « Alliances and Coalitions in Britain: "Stop the War" and "Respect" », internationalviewpoint.org, 16 avril 2005.

+

À l'origine, il s'agissait d'un partenariat entre diverses organisations dirigées par le Socialist Workers Party et le Communist Party of Britain. À l'approche de la guerre en Iraq, en 2003, STWC a fait appel à la Muslim Association of Britain (MAB), fondée et dirigée par d'éminents militants des Frères musulmans établis au Royaume-Uni, tels que Kamal Helbawy, Azzam Tamimi et Anas al-Tikriti. Impressionnés par la participation à une manifestation anti-israélienne que la MAB avait organisée dans le centre de Londres en avril 2002, les dirigeants de STWC demandèrent à la MAB de rejoindre la coalition. Il convient de noter que la manifestation anti-israélienne de la MAB avait été largement critiquée pour la présence d'emblèmes du Hamas et du Hezbollah, et pour avoir brûlé des drapeaux israéliens et américains<sup>9</sup>.

L'offre suscita un vif débat interne, les dirigeants de la MAB pesant les avantages d'étendre leur message à un niveau beaucoup plus large et les coûts potentiels qu'une alliance avec les marxistes, les athées et les homosexuels aurait pu leur causer, notamment parmi les segments les plus conservateurs de la communauté musulmane<sup>10</sup>. En fin de compte, la MAB accepta d'entrer dans une forme de partenariat d'égal à égal, en coopérant étroitement mais en restant constitué comme un bloc autonome avec son propre agenda. L'association imposa également comme conditions nécessaires à sa participation la présence d'aliments halal, un hébergement adapté à sa pratique religieuse ainsi que des réunions et des manifestations où hommes et femmes seraient séparés<sup>11</sup>. Malgré les protestations de certains de leurs membres, les dirigeants du STWC auraient accepté toutes ces conditions<sup>12</sup>.

La coopération entre la MAB et STWC a été un succès, puisque des centaines de milliers de manifestants ont participé à leurs différents événements. Elle a également conduit à la formation d'un parti politique, Respect/The Unity Coalition, qui a néanmoins remporté des succès mineurs dans les urnes. Parmi ses candidats figuraient des leaders d'extrême gauche comme le député Old Labour George Galloway et le leader trotskiste du Socialist Workers Party Lindsey German, des membres de la MAB comme Anas al-Tikriti, et d'autres activistes musulmans comme Salma Yaqoob et Yvonne Ridley, une journaliste britannique convertie à l'islam après avoir été retenue en captivité par les talibans.

Notes

13.

I used to tell our brothers in foreign countries, “Try to have your small society within the larger society [...]. Try to have your own ‘Muslim ghetto’” » (Yusuf Al-Qaradawi, *op. cit.*, p. 88)

+

14.

Les *safe spaces* sont des espaces de réunion dans lesquels des groupes qui se considèrent opprimés ou discriminés peuvent se réunir sans être en présence de membres de groupes dits dominants jugés susceptibles de les indisposer par ce qu’ils sont ou par ce qu’ils représentent. Ces espaces peuvent être physiques ou virtuels. [NdT]

+

15.

Le 30 septembre 2005, le quotidien danois *Jyllands-Posten* publie un article sur l’autocensure et la liberté de la presse illustré de caricatures de Mahomet. Aussitôt, un groupe extrémiste pakistanais met à prix la tête des dessinateurs. Des imams danois appellent les musulmans du monde entier à manifester. Le dessinateur principal, Kurt Westergaard, a fait l’objet de plusieurs tentatives d’assassinat. Le 2 juin 2008, un attentat contre l’ambassade du Danemark au Pakistan provoque la mort de 6 personnes. Il est revendiqué par al-Qaïda. Les dessins du quotidien seront repris dans quelques journaux en Europe pour défendre les libertés de la presse et d’expression. C’est *Charlie Hebdo* qui témoignera de la plus grande solidarité, reproduisant les caricatures mises en cause, accompagnées de ses propres dessins. L’hebdomadaire français sera victime d’un tragique attentat le 7 janvier 2015, faisant 12 morts et 11 blessés. [NdT]

+

Des formes de coopération assez similaires ont eu lieu dans d’autres pays occidentaux au cours des vingt années écoulées. Or, dans la dernière décennie, certaines fractions parmi les plus progressistes de la gauche occidentale ont adopté des thèmes, des modèles et une rhétorique sensiblement différents de ceux qu’elle utilisait traditionnellement. Les politiques identitaires, l’intersectionnalité, les préoccupations concernant les injustices et les préjugés systémiques sont devenus les thèmes prédominants parmi les militants de gauche, en particulier parmi la jeune génération. Le terme « woke », bien que contesté par certains pour être devenu quelque peu péjoratif de la tendance, est fréquemment utilisé pour décrire cette approche du militantisme politique.

Le wokisme, dans ses diverses manifestations, constitue sans doute un vecteur politique parfait pour les islamistes. La tendance à blâmer la whiteness (« blanchité ») et la supposée tendance dominatrice de l’homme blanc et sa prétendue responsabilité dans la plupart des malheurs du monde sont, par exemple, parfaitement adaptées à une idéologie comme l’islamisme, née dans la première moitié du xxe siècle en opposition au colonialisme et qui, depuis, a imputé à l’Occident une grande partie des problèmes du monde musulman. De même, des formes radicales de politique identitaire correspondent parfaitement à la revendication de longue date des islamistes occidentaux selon laquelle les communautés musulmanes occidentales devraient avoir le droit à leurs propres structures sociales, éducatives et juridiques distinctes. Si, dans ses écrits des années 1990, Yussuf al-Qaradawi exhortait les islamistes occidentaux à « essayer d’avoir [leur] propre société au sein de la société dans son ensemble » et à « essayer d’avoir [leur] “ghetto musulman”<sup>13</sup> », les politiques identitaires

conflictuelles d'aujourd'hui offrent aux islamistes des arguments pour faire valoir que les musulmans ont besoin de safe spaces<sup>14</sup> [« espaces sûrs »] pour être protégés du « racisme structurel » et préserver leur identité.

De plus, le wokisme fournit aux islamistes occidentaux une arme rhétorique puissante et polyvalente : l'islamophobie. Il est certain que la haine et la discrimination à l'égard des musulmans sont malheureusement des problèmes assez répandus, qui se manifestent dans tout l'Occident à la fois de manière subtile et, parfois, par des actions violentes spectaculaires. Mais les islamistes ont tendance à amplifier et à instrumentaliser le problème pour servir leurs objectifs propres, différents, mais qui ont des points communs. Avec les communautés musulmanes, les islamistes occidentaux cherchent à utiliser la carte de l'islamophobie pour promouvoir une identité islamique forte et se tailler une place de leader. Les islamistes occidentaux ont compris depuis longtemps qu'aucun autre facteur n'a plus d'impact sur la formation d'une identité collective que l'existence ou la perception d'une force extérieure menaçant la communauté. Ils ont également fait preuve d'une grande habileté afin de s'imposer comme les principaux défenseurs de causes qui indignaient la majorité des musulmans, même ceux qui ne partageaient pas les penchants islamistes. De l'affaire Rushdie aux caricatures danoises<sup>15</sup>, du conflit israélo-palestinien aux controverses sur le voile dans divers pays européens, les islamistes occidentaux ont utilisé leurs importantes ressources et leurs capacités de mobilisation pour mener des protestations contre des événements qu'ils décrivaient comme faisant partie d'un schéma d'agression occidentale contre les musulmans et l'islam.

## Notes

<sup>16.</sup>  
Le terme a ainsi été utilisé comme titre d'un livre de 2004 décrivant la communauté musulmane américaine par Ahmed Yousef, qui a été pendant des années directeur du groupe de réflexion United Association for Studies and Research (UASR) basé à Fairfax, en Virginie, aux États-Unis, et qui est devenu par la suite le principal conseiller politique du Premier ministre du Hamas, Ismail Haniyeh. Voir Ahmed Yousef, *American Muslims. A Community Under Siege*, UASR Publishing Group, 2004.

+

<sup>17.</sup>  
« To act as the first line of defence for Islam and Muslims all over the world » (MAB).

+

Encourageant l'idée que les musulmans sont assiégés, discriminés et victimes, les islamistes occidentaux se sont présentés comme les seules voix désireuses et capables de défendre la communauté. En les présentant sous un angle qui les servait, ils ont exploité les crises politiques mondiales, les formes indéniables de discrimination qui ont touché les musulmans occidentaux et les tensions culturelles qui sont apparues régulièrement dans la plupart des pays occidentaux au cours des vingt dernières années. Une « communauté assiégée », pour reprendre une expression souvent employée dans les cercles des Frères musulmans après le 11-Septembre, est amenée à resserrer les rangs, à renforcer son identité communautaire et à s'appuyer sur des

leaders agressifs et compétents qui peuvent la défendre<sup>16</sup>. Ayant nourri cette culture de victimisation, les islamistes occidentaux, en tant qu'entrepreneurs identitaires accomplis, n'ont cessé d'exploiter les griefs des musulmans occidentaux et de se présenter comme la seule force capable « d'agir comme la première ligne de défense de l'islam et des musulmans du monde entier<sup>17</sup> »

À l'extérieur, l'islamophobie sert deux objectifs principaux pour l'agenda des islamistes occidentaux. Le premier est de créer un large éventail d'alliances avec d'autres communautés confrontées à des discriminations et avec des organisations qui les combattent. Les islamistes occidentaux ont de plus en plus inscrit l'islamophobie dans le cadre des injustices structurelles qui, selon eux, gangrèment les sociétés occidentales et, sur cette base, ont formé des alliances avec des organisations très disparates luttant contre la discrimination. Cela inclut des entités appartenant à des groupes envers lesquels le mouvement islamiste a historiquement fait preuve d'hostilité, comme les organisations juives ou LGBTQ. Ces alliances permettent aux islamistes d'avoir un meilleur accès à la société dominante et de contrer les accusations d'intolérance dont ils ont eux-mêmes fait l'objet historiquement.

Et les islamistes occidentaux utilisent également l'islamophobie pour stigmatiser toute critique non seulement de l'islam et des musulmans mais aussi toute critique qui les vise eux-mêmes. Tout examen de l'idéologie islamiste et du comportement de ses acteurs peut aisément être qualifié de raciste ou être présenté comme une tentative des groupes sociaux privilégiés de faire taire les personnes de couleur marginalisées. Cette accusation est également portée à l'encontre de ceux qui, d'origine musulmane, critiquent l'islamisme, et il n'est pas rare qu'on les accuse aussi d'être islamophobes.

## II. Partie

# Les réseaux islamistes investissent le wokisme

Notes

18.

« A social justice lens on a world struggling for change. AJ+ is a unique, global digital news and storytelling brand dedicated to human rights and equality, holding power to account, and amplifying the voices of marginalized communities seeking to make their stories seen and heard. [...] AJ+, formally launched in 2014, is the trailblazing brainchild of the young-and-restless creative minds of Al Jazeera's Incubation and Innovation Unit, who earlier than most saw the emerging opportunity to reach a millennial audience with a video news product delivered via social media platforms. [...] AJ+ is part of the Al Jazeera Media Network, an editorially independent entity funded by the government of Qatar as an investment in promoting 'the public good' — in the way that the British taxpayer funds the BBC.» (« A social justice lens on a world struggling for change » [ajplus.net](http://ajplus.net), s.d., [www.ajplus.net/about](http://www.ajplus.net/about)).

+

Tandis que le wokisme se répandait dans les sociétés occidentales au cours de la dernière décennie de notre siècle, les islamistes occidentaux l'ont également embrassé. Ils ont de plus en plus souvent replacé dans ce nouveau cadre plusieurs de leurs problèmes historiques, tels que la Palestine ou la discrimination antimusulmane. Ce nouveau cadre progressiste parfois accompagne mais le plus souvent remplace les cadres islamistes, au moins dans les apparences. Ils ont également adopté de nouveaux thèmes traditionnellement étrangers, voire contraires, au discours islamiste, tels que le programme anticapitaliste de lutte contre le changement climatique ou même l'égalité des sexes.

Cette nouvelle approche pose la question de sa sincérité. Un observateur sceptique pourrait affirmer qu'il s'agit d'une pure façade, que les islamistes utilisent le langage de la gauche progressiste simplement pour être perçus comme modérés, pour se débarrasser de la mauvaise image qui ternit les milieux islamistes dont ils sont issus et pour être acceptés dans les cercles dominants. La crainte des esprits critiques est que les islamistes n'aient pas abandonné leurs vues et aient simplement adopté habilement le wokisme comme outil politique pour mieux promouvoir leurs objectifs qui, en réalité, ont peu à voir avec les causes progressistes.

Comme on l'a vu, ces nouveaux activistes sont nés en Occident. Ils ont fait leurs débuts dans les milieux islamistes occidentaux. Ils ont surtout étudié dans des universités de sciences humaines et sociales, et non dans des universités techniques, contrairement aux pionniers du mouvement. Souvent, ils ont pris part aux activités d'associations non islamistes. Tout cela, considéré dans son ensemble, signifie que les nouveaux islamistes ont été profondément exposés au wokisme. Ils peuvent avoir véritablement adopté au moins quelques éléments de sa vision du monde et de son cadre d'interprétation. Sur le fond, il n'est pas impossible que les jeunes islamistes occidentaux aient véritablement intégré divers aspects du wokisme, en les juxtaposant et en les articulant aux éléments composant la vision du monde islamiste qu'ils ont également assimilés dans leur parcours d'activiste.

Conversion sincère ou discours de façade, il est impossible de déterminer laquelle des deux positions est la bonne. D'évidence, chaque cas doit être examiné individuellement. Plusieurs exemples montrent qu'une position intermédiaire est probablement plus appropriée, celle qui considère que les islamistes occidentaux à la fois embrassent des causes et des cadres progressistes par conviction authentique mais les utilisent aussi plus cyniquement pour faire avancer leur propre cause.

Ce qui semble clair dans cette tendance relativement nouvelle et en plein essor, c'est que, si des militants individuels peuvent adopter le wokisme à titre personnel et de manière indépendante, des organisations et des réseaux ayant des liens clairs et anciens avec l'islam jouent par ailleurs un rôle important pour favoriser ce processus. En substance, dans ce qui semble être un effort assez concerté, des groupes ou des structures islamistes établis ont mis en relation des activistes, avec ou sans antécédents islamistes, qui adoptent des

positions imprégnées de wokisme de nature à faire avancer les objectifs du mouvement islamiste. Ils leur ont offert une plateforme et les ont soutenus financièrement. En substance, si l'adoption du wokisme a pu être spontanée, il existe de nombreuses preuves que les structures islamistes cherchent à l'encourager.

Les exemples de cette dynamique abondent. L'un des plus éloquents est celui d'Al Jazeera+ (plus connue sous le nom d'AJ+), qui se décrit de manière éloquente comme « un regard de justice sociale dans un monde qui lutte pour le changement » : « AJ+ est une marque unique et mondiale d'informations et de récits numériques dédiée aux droits de l'homme et à l'égalité, obligeant le pouvoir à rendre des comptes et amplifiant les voix des communautés marginalisées qui cherchent à faire connaître et entendre leurs histoires. [...] »

Lancée en 2014, AJ+ est l'idée pionnière novatrice d'esprits jeunes, créatifs et infatigables de l'Unité d'incubation et d'innovation d'Al Jazeera, qui ont vu avant tout le monde émerger l'opportunité de toucher la génération Y avec un produit d'information vidéo diffusé via les plateformes de médias sociaux. [...] AJ+ fait partie du réseau médiatique Al Jazeera, une entité indépendante sur le plan éditorial, financée par le gouvernement du Qatar dans le cadre d'un investissement visant à promouvoir le "bien public" – de la même manière que le contribuable britannique finance la BBC<sup>18</sup>. »

Notes

19.

« [The Government Plot To Erase Native Languages](#) », reportage vidéo, ajplus.net, 23 août 2021.

+

20.

Samantha Grasso, « [The Real Story of the Alamo](#) », ajplus.net, 25 août 2021.

+

21.

William Shoki, « [Capitalism Is A Disease](#) », ajplus.net, 20 mai 2021.

+

22.

Tony Karon, « [Raoul Peck's Journey Into The Heart of Whiteness](#) », ajplus.net, 26 avril 2021.

+

23.

« Once again, those subject to America's imperialist adventures are banging on the door, seeking to escape the conflagration as troops pull out. And once again, they are met with widespread indifference » (Sarah Leonard, « [Fleeing to the Heart of the Empire](#) », ajplus.net, 24 septembre 2021.

+

24.

Alexia Underwood, « [Resistance and the 'War On Terror' in East Africa](#) », ajplus.net, 2 juillet 2021.

+

25.

Alexia Underwood, « [Palestinians Are Striking to Fight Apartheid](#) », ajplus.net, 18 mai 2021.

+

## 26.

Samantha Grasso, « [On COVID, India and privilege](#) », ajplus.net, 12 mai 2021.

+

Al Jazeera Arabic, l'entité mère du groupe, est bien connue pour être composée de nombreux membres et de sympathisants des Frères musulmans et pour diffuser régulièrement des points de vue islamistes, ce qui a valu à la chaîne d'être interdite dans plusieurs pays arabes et de subir de sévères critiques en Occident. AJ+, qui est très présente sur les médias sociaux en quatre langues (anglais, espagnol, arabe et français), vise un public très différent de celui de la chaîne mère et adopte une approche radicalement opposée. AJ+, en effet, présente régulièrement des reportages axés sur des enjeux centraux pour le mouvement progressiste et formulés de manière typiquement woke.

La plupart des sujets d'AJ+ n'ont rien à voir ou presque avec les questions liées à l'islam, mais accusent systématiquement les sociétés occidentales d'un modèle omniprésent d'injustice et de discrimination à l'encontre de divers groupes de victimes, allant des minorités ethniques et religieuses à la communauté LBGTQ. Ces sujets, qui constituent l'épine dorsale de la ligne éditoriale d'AJ+, sont complétés par d'autres articles qui traitent de thèmes plus proches des intérêts traditionnels des islamistes, tels que les divers conflits au Moyen-Orient ou les sentiments antimusulmans en Occident. L'insertion de ces derniers dans un récit plus large et l'utilisation d'un langage similaire pour les aborder vise clairement à rendre les points de vue islamistes acceptables pour le public d'AJ+, dont une grande partie est de la génération Y et de jeunes individus sans antécédents musulmans.

Par exemple, AJ+ English diabolise régulièrement le gouvernement américain pour diverses fautes passées et actuelles avec des articles ou des reportages filmés tels que « [The Government Plot To Erase Native Languages](#)<sup>19</sup> », « [The Real Story of the Alamo](#)<sup>20</sup> », « [Capitalism Is A Disease](#)<sup>21</sup> » ou « [Raoul Peck's Journey Into the Heart of Whiteness](#)<sup>22</sup> ». On peut encore citer « [Fleeing to the Heart of the Empire](#) », un article qui compare les expériences des réfugiés vietnamiens et afghans en Amérique (« le cœur de l'empire ») : « Une fois de plus, lit-on dans l'article, ceux qui subissent les aventures impérialistes de l'Amérique se révoltent, cherchant à échapper à la conflagration au fur et à mesure du retrait des troupes. Et une fois de plus, ils se heurtent à l'indifférence générale<sup>23</sup>. » Parmi les autres articles, on peut également citer « [Resistance and the War on Terror in East Africa](#)<sup>24</sup> », « [Palestinians are Striking to Fight Apartheid](#)<sup>25</sup> » ou encore « [On COVID, India and privilege](#)<sup>26</sup> ».

Notes

## 27.

Voir Hadrien Mathoux, « [“AJ+ français” : quand la propagande du Qatar se cache derrière un progressisme féministe et LGBT](#) », marianne.net, 25 avril 2018.

+

28.

*Ibid.*

29.

AJ+ français, [message Twitter](#), 19 janvier 2018.

Une dynamique similaire est visible pour la version francophone d’AJ+27. AJ+ français a lancé ou activement promu une série de campagnes, dont beaucoup sont imprégnées de la culture pop proche des membres de la génération Y et de leurs cadets, pour dénoncer des incidents considérés comme racistes dans la plus pure expression de la pensée woke. Il s’agit notamment de promouvoir le hashtag #BlackHogwarts pour souligner que les personnes de couleur sont gravement sous-représentées dans la série Harry Potter28, de dénoncer le twerk de Miley Cyrus et la coiffure de Kylie Jenner comme des appropriations culturelles29 ou de critiquer la Fédération française de football pour avoir mis en avant un joueur blanc, Antoine Griezmann, comme principal témoin de sa campagne antiraciste.

Notes

30.

AJ+ français, [message Twitter](#), 20 février 2018.

31.

« [An independent, nonprofit, research and public policy institution based in Istanbul, Turkey, and affiliated with Istanbul Zaim University](#) » (CIGA, « Mission »).

+

32.

Voir « [AKP doneminde arazi tahsis edilen baska vakif universiteleri de var](#) », [evrensel.net](#), 9 décembre 2019.

+

Accompagnant ces messages, qui ne servent aucun objectif islamiste si ce n’est celui de dépeindre les pays occidentaux comme irrémédiablement racistes et d’affaiblir potentiellement l’attachement à leur pays que les jeunes peuvent éprouver, la chaîne française AJ+ diffuse des messages plus conformes aux points de vue islamistes traditionnels. La chaîne a par exemple activement promu la campagne de soutien à Tariq Ramadan, lié aux Frères musulmans, après qu’il a été accusé par les autorités françaises de violences sexuelles sur plusieurs femmes30. Au cours des deux dernières années, lorsque le gouvernement d’Emmanuel Macron a commencé à adopter des positions plus fermes face à l’islamisme, l’AJ+ française a intensifié sa rhétorique anti-France. Ainsi, à titre d’exemple, un article, compare la France à l’Afghanistan, à l’Arabie saoudite et à l’Iran, affirmant que les lois anti-hijab du pays européen sont identiques à celles des pays qui dictent aux femmes ce qu’elles doivent porter.

Si AJ+ est une plateforme multimédia brillante ciblant la génération TikTok avec des messages courts et simples mais produits par des professionnels, d’autres entités ayant un passé islamiste incontestable cherchent à diffuser une version plus académique du wokisme islamiste. Un parfait exemple de cette dynamique est le

Center for Islam and Global Affairs (CIGA), une « institution indépendante, à but non lucratif, de recherche et de politique publique basée à Istanbul, en Turquie, et affiliée à l'université Zaim d'Istanbul<sup>31</sup> ». Après un début modeste lors de sa création en 2010, l'université Zaim a été étroitement affiliée au Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie. Elle a bénéficié d'un financement gouvernemental important et a donc connu une croissance remarquable, atteignant le nombre de 10 000 étudiants inscrits en quelques années seulement<sup>32</sup>.

## Notes

### 33.

Voir [CIGA](#), « Coordinator ».

### 34.

Voir Department of Justice (États-Unis), « [Sami Al-Arian Sentenced To 57 Months In Prison For Assisting Terrorist Group](#) », justice.gov 1er mai 2006.

+

### 35.

Des personnes ou des entités sont qualifiées SDT par le secrétaire au Trésor américain si elles ont commis ou risquent de commettre des actes terroristes menaçant la sécurité nationale, l'économie, la politique étrangère des États-Unis. Les personnes qui contribuent financièrement ou sur le plan technologique, à l'accomplissement d'actions ou à l'activité d'entités terroristes peuvent être désignées SDT. Les avoirs d'une personne ou d'une entité ainsi désignée sont gelés et toute transaction financière avec elle est interdite. [NdT]

+

### 36.

Sami Al-Arian a été arrêté en 2003 et inculpé de 17 chefs d'accusation liés au terrorisme. Il est le chef présumé du Jihad islamique palestinien (JIP) aux États-Unis et le secrétaire de l'organisation internationale du JIP, identifiée comme une organisation terroriste internationale. Sept autres personnes sont aussi arrêtées, pour avoir, entre autres, « mené des activités de racket, comploté pour commettre des meurtres à l'étranger et offert un soutien matériel à des organisations terroristes », selon John Ashcroft, le ministre américain de la Justice de l'époque. L'affaire s'est soldée par un accord de plaidoyer, dans lequel Sami Al-Arian a plaidé coupable pour complot en vue de fournir des services au JIP. Il a été condamné à 57 mois de prison et à 3 ans de liberté surveillée. Cependant, en 2007, il a refusé de témoigner dans le cadre d'une autre affaire portant sur les liens éventuels entre des groupes à but non lucratif de Virginie du Nord et des organisations terroristes. Il a été détenu jusqu'en 2015, date à laquelle il a été expulsé vers la Turquie. [NdT]

+

### 37.

« In his guilty plea, al-Arian admitted that, during the period of the late 1980's and early to mid-1990's, he and several of his co-conspirators were associated with the Palestinian Islamic Jihad. He further admitted that he performed various services for the PIJ in 1995 and thereafter, knowing that the PIJ had been designated as a Specially Designated Terrorist and that the PIJ engaged in horrific and deadly acts of violence » (*ibid.*)

+

### 38.

Voir Ozge Bulur, « [Scholar with a purpose: Al-Arian brings Muslim world into spotlight at Istanbul conference](#) », dailysabah.com, 7 octobre 2017.

+

### 39.

Voir CIGA, « [Islamophobia](#) ».

Le CIGA a été créé à Zaim par l'éminent universitaire et militant palestinien Sami al-Arian<sup>33</sup>, personnalité très connue dans les milieux islamistes et qui a été au cœur d'une affaire de terrorisme fortement médiatisée aux États-Unis<sup>34</sup>. Il a été arrêté en février 2003 en Floride sur la base d'un acte d'accusation comportant dix-sept chefs d'accusation. Il a finalement plaidé coupable pour l'un des chefs d'accusation. Il a été condamné à cinquante-sept mois de prison pour avoir conspiré en vue de violer une loi fédérale qui interdit de faire ou de recevoir des contributions en fonds, en biens ou services à destination ou au profit du Jihad islamique palestinien (JIP), classé SDT (Specially Designated Terrorist)<sup>35</sup>. Selon le ministère américain de la Justice, « dans son plaidoyer de culpabilité, al-Arian<sup>36</sup> a admis que, pendant la période allant de la fin des années 1980 au début et au milieu des années 1990, il a été associé au Jihad islamique palestinien, avec plusieurs de ses coconspirateurs. Il a également admis avoir fourni divers services au JIP en 1995 et par la suite, tout en sachant que le JIP avait été classé SDT et qu'il se livrait à des actes de violence horribles et meurtriers<sup>37</sup> ».

Après sa libération, al-Arian a obtenu l'asile politique en Turquie, où il a ouvert le CIGA<sup>38</sup>. Sous la direction d'al-Arian, le CIGA s'est imposé comme une plaque tournante majeure des études sur l'islamophobie. Depuis 2018, le CIGA organise chaque année une grande conférence sur l'islamophobie, qui réunit des dizaines de personnes parmi les universitaires et les militants les plus éminents engagés dans la recherche et la dénonciation de l'islamophobie<sup>39</sup>. Une analyse des invités, des sponsors et des sujets des conférences du CIGA montre clairement un mélange entre l'islamisme traditionnel et l'ultraprogressisme, c'est-à-dire la combinaison parfaite du wokisme islamiste.

Notes

40.

Voir « [Third International Conference on Islamophobia. Examining the Global War on Terror: Challenges, Policies, and Consequences](#) », programme de la conférence organisée par l'université Zaim et le CIGA, Istanbul, 26-30 mars 2021.

+

41.

Voir CIGA, « [Prof. Dr. Farid Hafez, PhD](#) ».

42.

« [A multi-year research project on Islamophobia](#) » (« The Bridge Initiative »).

+

43.

« The Center for Muslim-Christian Understanding [...] was established in 1993 with the mission of building stronger bridges of cooperation between Muslims and Christians, and enhancing the West's understanding of the Islamic world. In December 2005, Georgetown received a \$20 million dollar gift from His Royal Highness Prince Alwaleed Bin Talal of Saudi Arabia to support and expand the center » (John Esposito, « [Georgetown Center Deepens Understanding between Muslims and Christians](#) », 22 mai 2014.

+

La conférence 2021 du CIGA qui, en raison de la pandémie de Covid-19, s'est tenue en ligne, a clairement mis en évidence ces caractéristiques<sup>40</sup>. L'événement était coparrainé, entre autres, par l'université Ahmed-bin-Khalifa du Qatar et par Cage, une organisation britannique très controversée créée au début des années 2000 pour défendre la libération des détenus de Guantanamo Bay et qui a depuis embrassé diverses causes islamistes. Parmi les intervenants figuraient des personnes ayant des liens évidents avec l'islamisme, comme Yasin Aktai, conseiller principal du président de l'AKP en Turquie ; Chafika Attalai, membre éminent du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), organisation dissoute par le gouvernement français à la suite de l'assassinat de l'enseignant français Samuel Paty ; et Moazzam Begg, de Cage, lui-même ancien détenu de Guantanamo. De nombreux autres intervenants n'avaient pas d'antécédents islamistes, il s'agissait pour la plupart d'universitaires, d'activistes et d'avocats de la défense dans des affaires d'attentats terroristes en Occident, de façon plus générale de personnes engagées à divers titres dans des questions que le CIGA considère comme liées à l'islamophobie.

Celui qui incarne en quelque sorte le wokisme islamiste universitaire transnational du CIGA est un jeune universitaire autrichien, Farid Hafez, boursier du CIGA et présent aux trois éditions de la conférence sur l'islamophobie du CIGA<sup>41</sup>. Il est également membre de la Bridge Initiative, un projet de recherche pluriannuel sur l'islamophobie<sup>42</sup> » hébergé par Alwaleed Bin Talal Center for Muslim-Christian Understanding (ACMCU) de la Georgetown University. Selon le site Web de l'université : « Le Center for Muslim-Christian Understanding [...] a été créé en 1993 avec pour mission de renforcer les liens de coopération entre musulmans et chrétiens et d'améliorer la compréhension du monde islamique par l'Occident. En décembre 2005, Georgetown a reçu un don de 20 millions de dollars de Son Altesse Royale le Prince Alwaleed Bin Talal d'Arabie saoudite pour soutenir et développer le centre<sup>43</sup>. »

Notes

44.

Voir « [Jonathan Brown](#) ».

45.

« He [Sami Al-Arian] is an extraordinarily bright, articulate scholar and intellectual-activist, a man of conscience with a strong commitment to peace and social justice » (John Esposito, [lettre au juge de district américain Leonie Brinkema](#), 2 juillet 2008.

+

46.

Farid Hafez (dir.), *Das 'andere' Österreich. Leben in Österreich abseits männlich-weiß-heteronormativ-deutsch-katholischer Dominanz*, New Academic Press, 2021

+

47.

En 2017, le président des États-Unis Donald Trump menace de placer les Frères musulmans sur la liste des groupes terroristes. De nombreux mouvements de fonds ont alors lieu pour échapper au possible gel des avoirs des groupes rattachés à la confrérie. Une partie des fonds gagne l'Autriche. Après deux ans d'enquête sur les commerces, clubs, associations, personnalités, liés aux Frères musulmans, l'opération Luxor est

déclenchée le 9 novembre 2019 par les institutions autrichiennes, plusieurs dizaines de personnes sont arrêtées et de nombreuses perquisitions et fouilles ont lieu. Prévue depuis longtemps, cette opération n'a donc pas eu lieu en représailles de l'attentat djihadiste du 2 novembre 2020 à Vienne, revendiqué par Daech et ayant fait 4 morts. [NdT]

+

48.

Farid Hafez, « [Xinjiang and Kristallnacht in Austria: Freedom of Religion under Threat](#) », [bridge.georgetown.edu](#), 19 novembre 2020).

+

49.

Voir « [Anti-Semitism watchdog urges Georgetown to act over article insulting Kristallnacht](#) », [jns.org](#), 2 décembre 2020.

+

Le centre est dirigé par deux éminents spécialistes des études islamiques aux sympathies islamistes bien connues, John Esposito et Jonathan C. Brown<sup>44</sup>. Il est intéressant de noter que ces deux universitaires ont des liens étroits avec Sami al-Arian, le fondateur du CIGA. Esposito a publiquement décrit al-Arian comme un « bon ami ». Lors du procès d'al-Arian aux États-Unis pour terrorisme, John Esposito a fourni aux juges une lettre faisant l'éloge de ce dernier, le décrivant comme « un universitaire et un intellectuel militant extraordinairement brillant et éloquent, un homme de conscience avec un fort engagement pour la paix et la justice sociale<sup>45</sup> ». Quant à Brown, il est marié à Leila al-Arian, la fille de Sami al-Arian et, accessoirement, productrice pour Al-Jazeera. La position de Hafez dans les deux centres n'est donc pas surprenante.

Hafez est une étoile montante des études sur l'islamophobie. Il donne des conférences dans des institutions des deux côtés de l'Atlantique et coopère avec de nombreux autres chercheurs du cercle. Son approche du sujet adopte des cadres progressistes pour discuter de la question de l'islamophobie. Ainsi, la dernière publication qu'il a dirigée s'intitule de manière révélatrice *Das 'andere' Österreich. Leben in Österreich abseits männlich-weiß-heteronormativ-deutsch-katholischer Dominanz*<sup>46</sup> (« L'«autre» Autriche. La vie en Autriche au-delà de la domination catholique allemande hétéronormative masculine blanche »). Mais Hafez est aussi un personnage très controversé en raison de ses liens avec les islamistes. En novembre 2020, par exemple, Hafez a été arrêté dans le cadre de l'Opération Luxor<sup>47</sup>, la plus grande opération antiterroriste jamais menée en Autriche. Selon les autorités autrichiennes, les personnes visées par l'enquête faisaient partie d'un réseau autrichien de soutien des Frères musulmans et du Hamas. Hafez n'a cessé de clamer son innocence et d'affirmer que l'affaire était sans fondement et qu'elle était politiquement motivée. Certaines de ses défenses ont suscité la controverse, comme lorsque dans l'un de ses articles il a comparé les actions du gouvernement autrichien dans le cadre de l'opération Luxor à la persécution des juifs par le régime nazi et au traitement brutal des Ouïgours par le gouvernement chinois<sup>48</sup>. L'article a déclenché de vives critiques de la part d'organisations juives, tant en Autriche qu'aux États-Unis<sup>49</sup>. Hafez est néanmoins devenu une figure célèbre dans les milieux islamistes et progressistes, suscitant pétitions et collectes de fonds en ligne pour le soutenir.

## Notes

50.

Voir « [Ibrahim Kalin](#) ».

51.

Voir, par exemple, Enes Bayrakli et Farid Hafez (dir.), [European Islamophobia Report 2015](#), SETA, 2016.

+

52.

Voir « [Joint answer given by Mr Várhelyi on behalf of the European Commission](#) », Questions parlementaires, Parlement européen, 10 janvier 2020.

+

53.

« With Turkey's membership, the EU can change its image. EU institutions can reach the Muslim world; otherwise the EU will be seen as an imperialist Christian club » (cité in Ali Murat Alhas, « [Turkey joining EU 'antidote' to Islamophobia : Diplomat](#) », aa.com, 17 octobre 2019.

+

Sur le plan universitaire, Hafez a attiré l'attention internationale pour son rôle de corédacteur du rapport annuel sur l'islamophobie en Europe (European Islamophobia Report-EIR). Lancé en 2015, l'EIR consigne les incidents présumés et les évolutions de la discrimination antimusulmane dans divers pays européens. Il est révélateur que la couverture de la dernière édition de ce rapport (2021), ouvrage de plus de 900 pages portant sur 31 pays, présente le président Emmanuel Macron en couverture, ce qui indique clairement que les cibles de l'EIR ne sont pas seulement les individus et les acteurs qui se livrent à une haine antimusulmane manifeste mais aussi les personnalités publiques qui remettent en question l'influence de l'islamisme.

Les rédacteurs de l'EIR ont des liens étroits avec la Turquie, un pays dont le régime, placé sous la domination du Parti de la justice et du développement (AKP), n'a cessé ces dernières années d'accuser l'Europe d'islamophobie généralisée. Le coéditeur du rapport est Enes Bayrakli, qui fut directeur des études européennes et coordinateur du bureau de Bruxelles de la Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı (SETA, « Fondation pour la politique économique et la recherche sociale »). Officiellement indépendante, la SETA est considérée par de nombreux observateurs comme le bras propagandiste de l'AKP. Son fondateur est İbrahim Kalın, porte-parole du président Erdoğan et récemment coauteur d'un livre avec John Esposito, le directeur de la Bridge Initiative de la Georgetown University<sup>50</sup>. Kalın est également membre de l'ACMCU de Georgetown, l'institution mère de la Bridge Initiative.

Pendant plusieurs années, l'EIR a été publié par la SETA<sup>51</sup> et financé par l'Union européenne dans le cadre du Dialogue de la société civile Union européenne-Turquie<sup>52</sup>. Cela a créé la controverse et plusieurs gouvernements européens ainsi que des députés européens se sont publiquement opposés à l'utilisation de fonds européens pour le financement d'un tel rapport sur l'islamophobie publié par un groupe de réflexion lié à l'AKP. L'édition 2020 de l'EIR n'a plus été publiée par la SETA mais par l'Institut Leopold-Weiss, basé à

Vienne. L'institut n'a pas de site Web et n'est pas connu pour organiser une quelconque activité, mais une recherche dans les bases de données autrichiennes montre que son directeur est Farid Hafez.

Le rôle de la Turquie dans les éditions précédentes de l'EIR était évident, et il est particulièrement intéressant de noter comment des politiciens turcs de haut rang ont participé aux événements de lancement de l'EIR et en ont même été les principaux acteurs. Les conclusions de l'EIR ont également souvent été utilisées par des politiciens turcs pour soutenir leurs positions. Par exemple, lors du lancement de l'édition 2018 de l'EIR, Faruk Kaymakci, vice-ministre des affaires étrangères et directeur des affaires européennes de la Turquie, a déclaré que la montée des mouvements d'extrême droite et l'islamophobie croissante étaient les principaux défis pour l'Union européenne, faisant valoir que l'adhésion de la Turquie à l'UE pourrait être l'« antidote » à ces problèmes : « Avec l'adhésion de la Turquie, l'UE peut changer son image, a-t-il déclaré. Les institutions de l'UE peuvent atteindre le monde musulman ; sinon l'UE sera perçue comme un club chrétien impérialiste<sup>53</sup>. »

### III. Partie

## Réactions et développements possibles

Notes

<sup>54</sup>.  
Voir « Présidentielle : Macron se dit contre le déboulonnage de statues et “la woke culture” », [bfmtv.com](https://www.bfmtv.com), 23 mars 2022.

+

<sup>55</sup>.  
Voir Ishaan Tharoor, « France and the spectral menace of ‘Islam-leftism’ », [washingtonpost.com](https://www.washingtonpost.com), 22 février 2021.

+

<sup>56</sup>.  
Mayeul Aldebert et Paul Sugy, « À Bruxelles, la sainte alliance entre wokisme et islamisme », *Le Figaro*, 19 janvier 2022.

+

<sup>57</sup>.  
« EU-funded comprehensive programme aimed at tackling gendered Islamophobia. This is intersectional discrimination that Muslim women and girls suffer based mainly on grounds of ethnicity, religion and gender » (Femyso, « Femyso Statement on the International Day for the Elimination of Violence Against Women », [femyso.org](https://www.femyso.org), 25 novembre 2021).

+

Comme nous l'avons dit plus haut, que l'adoption des questions et des cadres de pensée woke par les islamistes occidentaux soit sincère ou feinte, elle a permis à nombre de ses militants d'être acceptés dans les milieux

ultraprogressistes, ce que les pionniers du mouvement islamiste en Occident n'avaient pas pu faire. Des structures de lutte contre le racisme aux médias grand public, des agences gouvernementales finançant la lutte contre la discrimination et la diversité aux cercles intellectuels progressistes et aux Églises, les islamistes occidentaux ont conclu des alliances précieuses qui leur donnent une plus grande visibilité et un meilleur accès à l'opinion publique. En outre, leur proximité même avec ces environnements les protège partiellement des accusations d'islamisme formulées par les critiques.

En même temps, au cours des dernières années, le phénomène de l'islamisme woke a fait l'objet d'une attention et de critiques accrues. C'est particulièrement vrai en France et, plus largement, dans le monde francophone, où les préoccupations concernant l'islamisme et son impact sur la société ont sans doute été plus fortes que dans toute autre partie de l'Occident. En outre, en France, les préoccupations concernant la propagation du wokisme en général, qui est largement considéré comme une importation culturelle américaine qui sème la division, ont été généralisées et le président Macron a publiquement déclaré qu'il était « contre la culture woke<sup>54</sup> ».

Dans cet environnement, il n'est pas surprenant que des discussions sur le terme contesté d'islamo-gauchisme aient lieu au plus haut niveau du gouvernement et de la culture française. On se souvient de la ministre française de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal déclarant que « l'islamo-gauchisme ronge notre société dans son ensemble<sup>55</sup> ».

Un article du Figaro à ce sujet décrit comment la Forum of European Muslim Youth And Student Organisation (Femyso, « Forum européen des organisations musulmanes de jeunes et d'étudiants »), une organisation d'étudiants et de jeunes basée à Bruxelles, fondée par les principaux dirigeants des Frères musulmans en Occident et dirigée historiquement par des descendants d'éminents dirigeants de la confrérie et des responsables de groupes d'étudiants liés aux Frères musulmans dans toute l'Europe, a reçu d'importants financements de l'Union européenne pour mener des campagnes anti-islamophobie et pro-hijab<sup>56</sup>. La Femyso a formulé nombre de ses slogans dans le style typique de l'islamisme woke. Par exemple, elle décrit l'un de ses projets, le « Project Meet », comme un « programme global financé par l'Union européenne visant à lutter contre l'islamophobie liée au genre », qu'il décrit comme la « discrimination intersectionnelle dont souffrent les femmes et les filles musulmanes, fondée principalement sur l'ethnicité, la religion et le genre<sup>57</sup> ».

Notes

<sup>58.</sup>

Naëm Bestandji in « L'écologie intéresse les Frères musulmans », propos recueillis par Clément Pétreault, [lepoint.fr](http://lepoint.fr), 31 janvier 2022.

+

<sup>59.</sup>

Voir Henk Dheedene, « Dyab Abou Jahjah: 'Ik ben tegen woke, net omdat ik een antiracist ben' », [tijd.be](https://www.tijd.be), 16 octobre 2021.

+

60.

« It is better that a large proportion of Islamists now embrace ultra-progressive politics than that they embrace jihadist fascism. Nevertheless, the attack on modernity and most of its values, including secularism, is being carried out in a more sophisticated and efficient manner and within a broad alliance with serious mobilisation potential. This strategy is not aimed at creating an Islamic state, but may lead to a fragmentation of society along identity lines, so that everyone can « be themselves ». This new woke Islamism dreams, along with the rest of the extreme progressive movement (often called « woke »), of an archipelago of « safe spaces » that interact with justice and equity. It is in this colourful and beautiful utopian painting of society that the toxic nature of European Islamism today resides. Together with the other woke currents, the woke neo-Islamists deconstruct 'universalism' in favour of the 'intersectionality' of exceptions. Thus, one day, all exceptions may eventually become the rule. When exceptionalism, not universalism, becomes the cornerstone of citizenship, who will dare to challenge the call for separate courts and even separate laws? » (Dyab Abou Jahjah, « On Islamism and Woke-Islamism », [aboujahjah.org](https://www.aboujahjah.org), 10 juillet 2021.

+

Mais des critiques acerbes de l'islamisme woke sont également venues de personnalités non gouvernementales, dont beaucoup sont d'origine musulmane. Naëm Bestandji, un auteur franco-tunisien, a fait valoir que l'islamisme est une idéologie d'extrême droite par excellence, mais que le mouvement a compris que la collaboration avec la gauche progressiste est une tactique plus prometteuse : « Infiltrer les milieux antiracistes est donc primordial, explique-t-il. Pour ça, il faut transformer une religion en "race". Toute critique de leur idéologie, présentée comme l'islam tout court, serait donc une attaque contre des individus. C'est la création d'un blasphème spécifique à l'islam par le détournement de la lutte contre le racisme. C'est tout l'art du terme "islamophobie". Lutte religieuse et lutte contre le racisme sont alors imbriquées. La seconde sert de prétexte à l'avancée de la première. C'est un coup de maître<sup>58</sup>. »

Une autre façon d'interpréter cette superposition race-religion et donc racisme-islamophobie est de l'interpréter non pas comme un stratagème calculé mais comme un véritable phénomène qui serait l'occidentalisation de l'islamisme. On peut affirmer que nous assistons à un processus générationnel qui conduit les nouveaux acteurs islamistes basés en Occident à se défaire de certains aspects de l'islamisme traditionnel et à adopter sincèrement des éléments d'autres idéologies. Cela pourrait potentiellement conduire à une dilution et à une atomisation de l'islamisme, dans la mesure où divers militants pourraient embrasser différents courants idéologiques et s'engager dans des voies également différentes.

Bien entendu, il s'agit de théories et de scénarios purement hypothétiques, difficiles à vérifier, supposant que la tendance se poursuive et qu'elle soit adoptée par le courant dominant des mouvements islamistes occidentaux. Mais qu'il soit tactiquement ou réellement adopté, le wokisme islamiste est devenu une préoccupation pour beaucoup. L'appréhension des implications de cette dynamique a été formulée de manière

pertinente par l'activiste Dyab Abou Jahjah, basé en Belgique. Le parcours d'Abou Jahjah rend son point de vue particulièrement intéressant. Né au Liban en 1971, il a combattu avec les milices chiïtes avant de s'installer en Belgique en 1991. C'est là qu'il a fondé la Ligue arabe européenne, un groupe d'activistes qui est devenu particulièrement controversé dans les années qui ont immédiatement suivi les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Abou Jahjah ayant exprimé un soutien implicite à l'attaque et diverses opinions anti-occidentales, ce qui lui a valu le surnom d'« ennemi public numéro 1 » de la Belgique. Il a depuis quitté le militantisme et travaille comme enseignant, mais il est resté un observateur attentif des scènes islamiste et musulmane de Belgique<sup>59</sup>.

Comme l'écrit Abou Jahjah sur son blog : « Il est préférable qu'une grande partie des islamistes embrasse aujourd'hui une politique ultraprogressiste plutôt que le fascisme djihadiste. Néanmoins, l'attaque contre la modernité et la plupart de ses valeurs, y compris la laïcité, est menée de manière plus raffinée et plus efficace et au sein d'une large alliance dotée d'un sérieux potentiel de mobilisation. Cette stratégie ne vise pas à créer un État islamique, mais elle peut conduire à une fragmentation de la société selon des lignes identitaires afin que chacun puisse "être soi-même". Ce nouvel islamisme woke, avec le reste du mouvement progressiste extrême (souvent appelé "woke"), rêve d'un archipel de "safe spaces" qui interagissent dans la justice et l'équité. C'est dans cette peinture utopique et colorée de la société que réside aujourd'hui la nature toxique de l'islamisme européen.

Avec les autres tendances woke, les néo-islamistes woke déconstruisent l'"universalisme" en faveur de l'"intersectionnalité" des exceptions. Ainsi, un jour, toutes les exceptions pourraient finir par devenir la règle. Lorsque l'exceptionnalisme, et non l'universalisme, deviendra la pierre angulaire de la citoyenneté, qui osera alors contester les appels à des tribunaux séparés et même à des lois séparées ?<sup>60</sup> »

Il est difficile d'évaluer la prédiction d'Abou Jahjah sur l'évolution de l'islamisme woke. Ce qui est clair, comme cet article a tenté de le décrire sommairement, c'est qu'il existe une tendance croissante au sein des cercles islamistes occidentaux à adopter des thèmes et un langage ultraprogressistes/woke et à forger des alliances avec des entités issues de ce milieu. Les questions relatives à ce développement inédit sont nombreuses, qu'il s'agisse de savoir si l'on est face à une métamorphose sincère ou feinte, authentique ou tactique, de l'islamisme ; si cet islamisme woke est en mesure ou non de provoquer des scissions dans les rangs islamistes, dans la mesure où certaines des sections les plus conservatrices pourraient se sentir mal à l'aise à l'idée d'embrasser certaines causes ultraprogressistes ; ou si ce ne sont pas certains cercles progressistes qui embrasseront l'islamisme woke. Ces dynamiques peuvent se manifester de différentes manières selon les circonstances et les pays. Mais il est clair que la mouvance de l'islamisme woke mérite d'être suivie de près.



31 mai (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/schneller-schlau/abtreibungen-sind-seit-20-jahren-ruecklaeufig-18060099.html?GEPC=s5>

SCHNELLER SCHLAU

## Abtreibungen sind seit 20 Jahren rückläufig

Von GREGOR BRUNNER, Grafiken: OLIVER SCHLÖMER · 30. Mai 2022

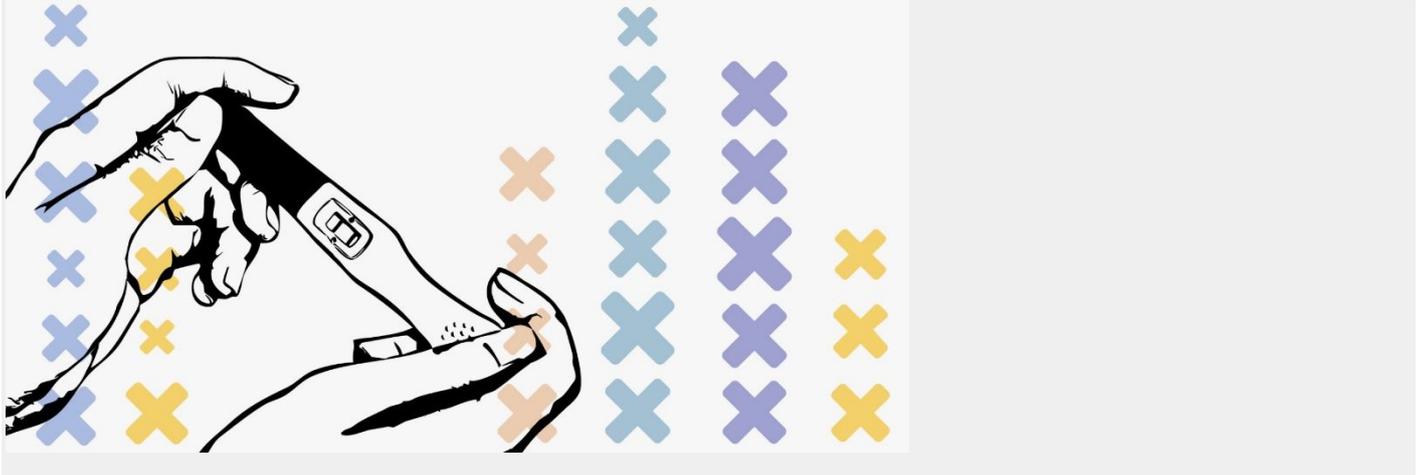


Illustration: Johannes Thielen

***Das Recht auf Schwangerschaftsabbruch bewegt die Gemüter. Während es in Amerika bald gekippt werden könnte, streicht Deutschland das Werbeverbot für Abtreibungen. Ein nüchterner Blick auf die Zahlen eines Streitthemas.***

Norma McCorvey aus dem amerikanischen Bundesstaat Louisiana wurde im Jahre 1968 mit 21 Jahren zum dritten Mal schwanger. Schon ihre ersten beiden Kinder zog sie nicht selbst groß, ein drittes wollte sie nicht austragen. Deshalb ging sie auf die Suche nach einem Arzt, der eine Abtreibung durchführen würde. Ihre Suche führte sie allerdings nicht in eine gynäkologische Praxis, sondern vor den Obersten Gerichtshof der Vereinigten Staaten. Als Klägerin „Jane Roe“ ging sie in die amerikanische Rechtsgeschichte ein, nachdem die Richter 1973 in ihrem Fall „Roe v. Wade“ urteilten, ein Schwangerschaftsabbruch sei grundsätzlich Privatsache der Frau. Weder die Bundesregierung noch ein Bundesstaat dürften bis zur Lebensfähigkeit des Fötus die Möglichkeit dazu einschränken.

Fast 50 Jahre später steht diese Grundsatzentscheidung auf der Kippe. Der Supreme Court berät derzeit über einen Fall, in dem er sich an seine bisherige Rechtsprechung halten oder „Roe v. Wade“ kippen könnte. Seit bekannt wurde, dass an dem zurzeit überwiegend konservativ besetzten Gericht eine Mehrheit für die Reversion zustande kommen könnte, tobt in der amerikanischen Öffentlichkeit eine teils wüste Debatte, in der sich liberale und konservative Stimmen oftmals mit Maximalforderungen gegenüberstehen – kaum ein Thema polarisiert die USA so wie der Schwangerschaftsabbruch.

Die Weltgesundheitsorganisation berichtet, dass auf der Welt 73 Millionen Abtreibungen im Jahr stattfinden. 6 von 10 ungewollten Schwangerschaften endeten laut WHO mit einer Abtreibung, insgesamt würden etwa

30 Prozent aller Schwangerschaften abgebrochen. Die Frage, wann ein Menschenleben beginnt und damit das Selbstbestimmungsrecht einer Frau aufhört, sorgt nicht nur in den Vereinigten Staaten für heftige Diskussionen – in Deutschland zeigte das die Debatte um das Werbeverbot für Abtreibungen.

Grundsätzlich sind Schwangerschaftsabbrüche hierzulande verboten. Von dem Verbot gibt es drei Ausnahmen: Ist die Schwangerschaft Ergebnis einer Vergewaltigung oder gefährdet sie Gesundheit oder Leben der Mutter, ist eine Abtreibung erlaubt. Das gilt ebenso, wenn der Abbruch innerhalb von zwölf Wochen nach der Empfängnis geschieht und die Schwangere sich vorher von einer staatlich anerkannten Stelle hat beraten lassen.

Angesichts der erhitzten Debatte und des möglichen Paradigmenwechsels in den USA lohnt sich ein Blick darauf, wie sich die Welt seit „Roe v. Wade“ verändert hat. Da wäre zunächst, dass erstmalige Mütter zunehmend älter werden. Mit durchschnittlich rund 30 Jahren bekamen Frauen in Deutschland im Jahr 2020 ihr erstes Kind.

1970 gebaren Frauen ihr erstes Kind im Schnitt sieben Jahre früher. Zudem werden weniger Kinder geboren als in den siebziger Jahren. Erst seit 2011, als mit 662 685 Neugeborenen ein Tiefstand erreicht wurde, steigen die Zahlen wieder leicht an. 2021 kamen 795 517 Kinder in Deutschland zur Welt.

Beide Trends werden gemeinhin damit in Verbindung gebracht, dass unsere Gesellschaft liberaler wurde. Folglich könnte man vermuten, dass die Zahl der Abtreibungen gestiegen ist. Tatsächlich ist aber das Gegenteil der Fall: Ihre Zahl ging in den vergangenen zwanzig Jahren fast stetig zurück. Wurden 2001 noch mehr als 130.000 Schwangerschaften abgebrochen, waren es im vergangenen Jahren weniger als 95.000.

Mit dem Rückgang veränderte sich auch das Alter der Frauen. Früher fanden die meisten Schwangerschaftsabbrüche im Teenager- oder jungen Erwachsenenalter statt. Vergangenes Jahr war es dagegen erstmals der Fall, dass die meisten Abtreibungen in der Altersgruppe zwischen 30 und 35 durchgeführt wurden. Ein besseres Bewusstsein für Verhütungsmittel in jüngeren Jahren könnte der Grund dafür sein.

Regional gibt es in Deutschland große Unterschiede. Im Verhältnis zur Bevölkerung finden die meisten Abtreibungen in Berlin statt, die wenigsten in Rheinland-Pfalz. Dort liegen dagegen die Landkreise mit den höchsten Geburtenraten („Wo Menschen Kinder bekommen – und wo nicht“, F.A.Z. vom 10. Januar). In den Stadtstaaten Berlin, Hamburg und Bremen werden generell mehr Abtreibungen durchgeführt als in den Flächenbundesländern.

Zudem verläuft eine Grenze zwischen Ost- und Westdeutschland. In den neuen Bundesländern inklusive Berlins werden mit 85 Abtreibungen je 10.000 Frauen im gebärfähigen Alter deutlich mehr vorgenommen als in den alten Ländern mit 59. Ein Grund dafür könnte sein, dass Schwangerschaftsabbruch in der ehemaligen DDR 1972 formal legalisiert wurde. Zwar war ebenso wie in der Bundesrepublik ein

Beratungsgespräch notwendig. Dass die Abtreibung aber keine Straftat mehr war, mag zu einer größeren Offenheit geführt haben.

Die weitaus meisten Abtreibungen werden nicht aufgrund einer Gefährdung oder Vergewaltigung der Mutter vorgenommen, sondern auf Grundlage der Beratungsregelung. Nun in rund 4 Prozent der Fälle liegen gesundheitliche Gründe vor, in 0,05 Prozent eine vorangegangene Straftat.

Der Paragraph 219 des Strafgesetzbuchs regelt die Schwangerschaftskonfliktberatung. Damit verbunden ist in Paragraph 219a das Verbot, für Schwangerschaftsabbrüche zu „werben“. Die Frage, was unter Werbung fällt, führte vor gut vier Jahren zur erwähnten Debatte um das Verbot. Dieses erschwerte Frauen in einer Notlage, Ärzte zu finden, die Abtreibungen durchführen, meinten Kritiker. Erst vor zwei Monaten aber beschloss die nunmehr neue Bundesregierung, den Paragraphen zu streichen. Trotz des noch geltenden Werbeverbots finden aber jetzt schon die meisten Abtreibungen in gynäkologischen Praxen statt – nicht in Krankenhäusern.

Klaren Einfluss auf die Bereitschaft, eine Schwangerschaft abzubrechen, haben indes schon vorhandene Kinder. Die Bereitschaft nimmt fast kontinuierlich ab, je mehr Kinder eine Frau bereits geboren hat.

Einzig Frauen die schon zwei Kinder haben, brechen häufiger ab als Frauen mit einem Kind. Das dritte Kind scheint viele Frauen demnach noch einmal vor eine größere Herausforderung zu stellen – so, wie es auch bei Norma McCorvey der Fall war.

31 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/violences-au-stade-de-france-certains-ne-partagent-plus-les-valeurs-et-les-regles-d-une-societe-dans-laquelle-ils-vivent-20220531>

mardi 31 mai 2022 - 15:19 UTC +02:00 1111 mots

## «Violences au Stade de France : certains ne partagent plus les valeurs et les règles d'une société dans laquelle ils vivent»

**FIGAROVOX/TRIBUNE- Les scènes de chaos qui ont marqué la finale de la Ligue des champions sont le fait de voyous venus de toute la région, et non de supporters anglais, argumente Guylain Chevrier.**

*Guylain Chevrier est docteur en histoire, formateur, enseignant et consultant. Il a été membre de la mission laïcité du Haut Conseil à l'Intégration.*

Panique, tirs de gaz lacrymogène, pickpockets, des individus qui escaladent impunément les grilles du Stade de France: la finale de la Ligue des champions a été un drôle de spectacle. On retiendra les 170 personnes blessées, une centaine d'interpellations pour des actes de délinquance, particulièrement de mineurs. Et tout particulièrement **ce qu'en a dit le maire de Saint-Denis, Mathieu Hanotin: « Il n'y avait pas assez d'effectifs de forces de police pour les problèmes de délinquance (...). Le stade de France était devenu un peu, le haut lieu du rassemblement des voyous de toute l'Île de France... »** (TF1, le 30 mai). Un événement censé être une fête a tourné au fiasco.

On parle beaucoup des supporters anglais qui auraient eu en main des faux billets. Ainsi le problème serait venu d'eux. **Force est de constater, que ceux qui se sont adonnés aux violences n'avaient rien d'anglais, mais étaient à l'image de ce qu'en dit le maire de Saint-Denis.**

**C'est l'État de droit qui semble ne plus tenir, parce que certains individus aux comportements hors-norme, ne respectent plus des limites qui faisaient, il y a encore peu, le socle de l'éducation, tenant au respect des autres et des biens collectifs. Un problème récurrent, qui s'est enraciné.**

Mais d'où peut donc venir cet état de fait ? Ce qui nous saute à la figure, c'est, de façon de plus en plus flagrante, **une socialisation qui n'est plus là.**

**Cela serait-il attribuable à une condition sociale défavorisée ?** En France, il y a bien des dispositifs sociaux destinés à ceux qui sont dans le besoin, de nombreuses prestations familiales qui bénéficient aux familles des quartiers, et de façon générale à ceux en difficulté. **C'est lorsque l'on ne partage plus les valeurs et les règles d'une société dans laquelle on vit, que l'on en vient à cette anarchie.**

Les ouvriers des années 1950-1960 étaient loin d'être riches, on se lavait encore souvent à la cuvette avec un seul point d'eau dans l'appartement, on comptait ses sous, mais s'ils revendiquaient, ce n'était pas en s'en prenant à d'autres, en les agressant ou en les volant, mais en manifestant pour l'amélioration de leur condition. Pourquoi ? Parce qu'ils partageaient les mêmes repères que leur société, parce qu'ils s'y reconnaissaient, tout en voulant la faire évoluer, comme leur bien. C'est aussi cela qui a été perdu à travers ce que révèlent ces comportements. **Le malaise est moins social qu'identitaire.**

On a voulu intégrer par les différences, en ménageant les susceptibilités culturelles et religieuses, en laissant croire que l'intégration allait avec le temps marcher toute seule, ce qui a été un échec. D'un côté, on n'a pas assez insisté sur ce qui est à mettre en commun pour faire société, et de l'autre, on n'a pas assez fait pour y faire entrer ces jeunes de plain-pied, quitte à prendre de front la question identitaire.

**On s'est trouvé des excuses comme le colonialisme,** une France redevable d'on ne sait trop quoi, en croyant acheter à ce prix un semblant de cohésion sociale. On a au contraire encouragé un contentieux et alimenté des fantasmes identitaires. La résistance même de notre République à une logique de communautés séparées, propre au multiculturalisme anglo-saxon, au regard de quoi elle est bien plus exigeante, l'expose régulièrement à un procès en racisme.

**La France se fonde avant tout sur des individus de droit, des citoyens, qui portent au-dessus de leurs différences l'idée de liberté, qui va avec ne faire qu'une nation, qu'un peuple.** Elle a su dépasser de formidables contradictions devant l'histoire pour donner à tous **l'égalité des droits**, ce qui dans bien des pays d'origine de ceux qui vivent sur notre sol, en étant arrivés comme étrangers, n'existe pas.

**On ne fait pas société en claquant dans les doigts. C'est un travail de fond, qui demande à faire respecter des règles et à relier droits et devoirs.** Mais qu'a-t-on fait réellement pour faire passer ce message ? Quel collégien ou lycéen est capable de dire ce que sont les institutions, valeurs et principes de notre République, ce qui la définit, avec les convictions bien accrochées censées y correspondre au regard de ce qu'elle est, des millénaires d'histoire dont elle est le fruit ?

Dans un reportage diffusé sur France 2 intitulé «Les Français, c'est les autres» (février 2016), on interroge une classe de collégiens de banlieue. Tout d'abord, «qui est Français ?», quasiment tous les élèves lèvent alors la main. Puis, «qui se sent Français ?», et là plus rien. On reste sans voix. Les problèmes sociaux ou même de discrimination qui peuvent exister ne sauraient justifier d'en arriver là. **Il existe aussi une tendance à mettre toute difficulté au compte des discriminations, à se victimiser, pour justifier d'opposer à l'intégration des affirmations identitaires.**

**Benzema**, qui jouait ce soir-là, est assez symbolique de ce qui peut influencer bien des jeunes des quartiers. Écarté de l'Euro 2016, dans le contexte de l'affaire de chantage présumé à la non-diffusion d'une sextape de Mathieu Valbuena, **il avait accusé le sélectionneur français d'avoir cédé «à une partie raciste de la France»** . Il a récemment réintégré les Bleus. **Daniel Riolo**, consultant pour RMC Sport évoque *«la cristallisation, autour d'un joueur star, de pas mal de problèmes de notre société»* , avant d'expliquer que *«bon gré mal gré, Benzema est un porte-voix, un symbole. Il incarne le binational en malaise avec la France [...] Benzema, c'est la banlieue . Celle dont la France a raté l'intégration »*.

Ça résume assez bien la situation finalement. Le foot en lui-même est assez symptomatique de ce que sous-tendent ces débordements, un sport-fric qui fait rêver les quartiers à coups de millions d'euros, qui est dans la démesure, et qui cristallise d'autant plus nombre de frustrations. Le foot est un sport populaire qui peut donner l'exemple, aider à dépasser les préjugés, pour rassembler, fraterniser. Mais cela n'est vrai que si derrière il y a une société qui a du sens, sinon on a ce fatras qui tient des jeux du cirque.

31 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/daniel-riolo-ce-fiasco-monumental-n-a-rien-a-voir-avec-les-supporters-anglais-mais-beaucoup-avec-des-jeunes-de-cites-20220530>

## Daniel Riolo: «Le fiasco du Stade de France n'a rien à voir avec les supporters anglais mais beaucoup avec des jeunes de cités»

Par **Ronan Planchon**

Publié hier à 17:17, mis à jour il y a 10 heures

**ENTRETIEN - Contrairement à ce qu'affirment les autorités, les débordements en marge de la finale de la Ligue des Champions n'ont pas été causés par des supporters anglais, explique le journaliste sportif Daniel Riolo. Selon lui, ces événements révèlent un problème global de sécurité en France.**

*Daniel Riolo est journaliste et éditorialiste sur RMC et BFMTV. Il a publié Racaille Football Club (2013), Autopsie du sport français (2018), L'énigme Tuchel (2018) avec Polo Breitner, et Cher football français (2020).*

---

**LE FIGARO. - Gérald Darmanin a pointé du doigt ce samedi 28 mai dans la soirée l'attitude de «milliers de «supporters» britanniques sans billet ou avec des faux billets qui ont forcé les entrées» du Stade de France, leur faisant porter la responsabilité du chaos, le soir de la finale de la Ligue des Champions. Que vous inspirent ces propos ? Les supporters britanniques sont-ils responsables des événements ?**

**Daniel RIOLO. -** Il n'aura pas fallu très longtemps pour se rendre compte que tout ce qu'a dit le ministre après le match était complètement faux. Le problème, c'est que c'est en train de continuer: ce matin sur RTL, la ministre des Sports parlait de «fait générateur» avec des faux billets, à 30.000 40.000 exemplaires selon elle, ce qui est à nouveau archi faux. J'aimerais bien savoir quelle machine a fabriqué autant de faux billets. . . Je ne peux pas croire à ça ; tant qu'on ne me l'aura pas prouvé plutôt que dit, je n'y croirai pas. Donc entre le point A Darmanin et le point B Oudéa-Castéra, on prend la mesure pour l'instant du fiasco total au niveau organisationnel et, surtout, dans l'analyse de ce qui s'est passé. Entre les deux, il y a les témoignages: ceux qui y étaient, ceux qui racontent, des images, et on voit très bien que l'organisation était défaillante sur plusieurs aspects, notamment du fait de **stadiers mal formés, incompetents, recrutés une semaine avant la rencontre via Facebook ; ce n'était même pas le niveau ligue 2 des stadiers ! C'étaient des jeunes des cités, qui étaient amis avec les agresseurs.** C'était n'importe quoi. L'histoire des faux billets, je n'y crois pas: le tourniquet a bloqué après le premier faux billet qui est passé et ils ne se sont jamais remis en marche, d'où l'embouteillage monstrueux qu'il y a eu. Il y a dû avoir quelques centaines à peine de billets qui ont été fabriqués par les jeunes de cité qui les ont revendus à des Anglais.

**Les gens qui ont l'habitude de fréquenter les stades, notamment les journalistes anglais, disent qu'ils n'ont jamais vu ça depuis 20 ou 30 ans: c'est un fiasco monumental.**

*Daniel Riolo*

Ce qui s'est vraiment passé, c'est une histoire semblable à une attaque de diligence par des Indiens: environ **300 ou 400 «riverains»** comme les a gentiment appelés *Le Parisien* ce matin, alors qu'il s'agissait essentiellement de **bandes de cités**. Ça a donné au moins 1000 voleurs, détrousseurs, bandits, qui ont agressé des familles, qui ont jeté des gens au sol, qui leur ont tout pris, laissant les gens dehors, ne pouvant assister au match. Il y a aussi beaucoup de gens qui avaient des vrais billets et qui n'ont pas pu rentrer du tout. On nous a dit qu'ils n'étaient pas arrivés à temps, etc. Mais tout cela est faux. Les supporters anglais étaient là deux ou trois heures avant, ils se sont comportés de manière remarquable ; il n'y a pas eu d'incident entre les supporters. Les Espagnols ont été moins agressés parce qu'ils étaient de l'autre côté mais

ils n'ont pas été mieux traités, petit à petit les témoignages vont venir. Les gens qui ont l'habitude de fréquenter les stades, notamment les journalistes anglais, disent qu'ils n'ont jamais vu ça depuis 20 ou 30 ans: c'est un fiasco monumental.

Les gens ont été complètement débordés: comme les stadiers étaient inopérants, les policiers sont arrivés ensuite et ont essayé de courir et de taper un peu dans le tas, mettant des lacrymos dans tous les sens. Ils étaient tellement débordés qu'ils ont essayé de contrôler à l'arrache mais ils ne pouvaient rien contrôler: ils n'étaient pas aptes. Ce qu'il faut se demander c'est si le renseignement local, territorial, a fonctionné pour indiquer que des bandes pouvaient venir. Peut-on prévoir ça ? Normalement c'est le travail des renseignements, mais ça a été mal fait.

**La réaction du préfet Lallement est lamentable: il conclut son communiqué en expliquant que, comme il n'y a pas eu de morts et de blessés, ça va. C'est génial si l'objectif de l'organisation d'un tel évènement c'est juste qu'il n'y ait pas de morts et de blessés. On est bien pour les Jeux olympiques! Tout est en place, tout va bien. Pour les JO, on pourrait continuer à avoir autant d'insécurité au Champ-de-Mars, autour de la tour Eiffel. Il va y avoir de l'insécurité partout, là c'est la porte ouverte: il peut y avoir plein de bandes de partout qui viennent, qui attaquent les gens, les touristes. Samedi, les bandes savaient qu'il y avait plus de 50.000 touristes, des proies faciles à agresser, à piller, à voler. Ça peut se reproduire sans problème.**

**On n'a pas anticipé non plus qu'il puisse y avoir autant d'agressions et d'agresseurs. Rien n'a été anticipé, rien n'a été fait correctement.**

*Daniel Riolo*

**Est-ce un problème de gestion des flux par les forces de l'ordre, un manque d'anticipation, ou un peu les deux ?**

Un peu les deux: les flux n'ont pas été contrôlés mais en même temps on savait qu'il y aurait plus de supporters que de billets parce que les supporters anglais aiment se déplacer comme ça. C'était facile à anticiper puisqu'on sait que des supporters sans billet viennent juste pour faire la fête, c'est connu, mais visiblement pas du ministère et des autorités. **On n'a pas anticipé non plus qu'il puisse y avoir autant d'agressions et d'agresseurs.** Rien n'a été anticipé, rien n'a été fait correctement. **On peut essayer de taper sur l'UEFA, et j'aimerais bien taper sur l'UEFA, c'est commode. Sauf qu'elle a délégué l'organisation à la FFF et que la FFF, complètement à côté de la plaque, n'a même pas réagi depuis samedi soir alors qu'elle avait en charge l'organisation: est-ce qu'on mesure la gravité ? Où sont Noël Le Graët et Florence Hardouin depuis samedi soir ?**

**Comment expliquer ce silence de la Fédération française de football ?**

La fédération n'est même plus dirigée, elle est complètement à la rue: Noël Le Graët est complètement cuit, il parle tout seul, et Florence Hardouin est dépassée. Et tout ce qui s'est passé cette année dans les stades le montre, même si ça n'a pas de rapport direct, parce que **là on parle de délinquance publique, de voies de fait, d'insécurité, c'est un autre problème. Samedi soir, on est entré dans des problèmes de société française.** Si on revient juste à ce qui concerne le football, la sécurité dans les stades, on voit que toute l'année la ligue a fait des réunions auxquelles il est arrivé que Vincent Labrune (le président de la LFP, ndlr) n'aille même pas. Il s'est passé des choses hallucinantes, il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé à Saint-Etienne hier soir.

**Vous pointez aussi le problème des stadiers. Quel est le problème: ils ne sont pas assez formés, pas assez nombreux, on n'en trouve pas ?**

On sait qu'il y a un problème avec les stadiers en France parce que plus personne ne veut faire ce métier. Donc on met des gens à peine formés, payés au lance-pierre, et ils sont complètement débordés. Les stadiers de samedi soir ont été recrutés à la va-vite, il y a une semaine, parce que la France a récupéré cette finale au débotté, au dernier moment, après qu'on l'ait retirée à Saint-Petersbourg. Donc on a recruté sur Facebook, et **il n'y a qu'à voir les images: les stadiers n'essaient même pas d'arrêter tout ce qui rentre, il n'y a aucun contrôle, ils font passer leurs copains... C'est grotesque.**

**Est-ce un problème inhérent au football ou est-ce plus large que ça ? Est-ce que les évènements de samedi n'ont pas révélé de nombreux maux de la société ?**

Que le football attire plus de monde et plus de problèmes, ça c'est vrai. Cette semaine, il y avait le concert d'Indochine, et on n'y a pas vu ces bandes-là semer le trouble. Est-ce qu'elles étaient au courant qu'Indochine se produisait, ou se sont-elles dites que ce soir-là il y avait mieux à faire ? Est-ce qu'elles ont ciblé parce que c'était le foot et parce qu'elles avaient envie de rentrer de cette façon ? Je ne sais pas, **mais c'est un problème de société, de sécurité, ça va bien au-delà du football.** Que le football soit un événement qui attire et qui centralise les problèmes, c'est certain, mais ce qui s'est passé samedi avec les gens des cités aux alentours, est un problème plus large.

**On ne peut pas dire que c'est un problème de sécurité parce qu'on a tout le temps peur que ce soit récupéré par l'extrême droite.**

*Daniel Riolo*

Il y a deux semaines, **Thierry Henry**, sur un plateau de télévision anglais, avait fait remarquer que **la finale n'était pas à Paris mais à Saint-Denis, et que ce n'était pas du tout la même chose.** Derrière il y a eu des polémiques, on est tombé comme d'habitude dans les réflexions franco-françaises, dans des accusations de racisme. C'est la même chose depuis samedi soir: on ne peut pas dire que c'est un problème de sécurité parce qu'on a tout le temps peur que ce soit récupéré par l'extrême droite. On tombe immédiatement dans le piège avec, d'un côté, la Nupes qui dit que c'est la police qui a dérapé et qui a mis de la lacrymo partout sans discernement et, de l'autre côté, l'extrême droite qui récupère en disant que ce sont les racailles des cités qui ont semé le trouble. **Comme si ce n'était pas plus simple de dire que c'est un problème de sécurité avec des voyous et de la délinquance publique.** Qu'est-ce qu'on fait face à ce genre de situation ? **On met de la sécurité, on arrête les gens et on empêche les exactions. Mais tout ça, en France, on ne peut pas le dire: il faut immédiatement qu'on tombe sur l'opposition entre extrême droite et extrême gauche qui vampirise tous les débats publics.**

Le fiasco de samedi soir révèle des problèmes plus profonds: on n'a plus de personnel pour rien, que ce soit dans les restaurants, pour la sécurité. **La France me semble parfois en voie de tiers-mondisation pour tout ce qui est organisation, services, personnel.** On n'a plus personne pour faire ces métiers et on se retrouve face à ce genre de difficultés, et des gens en profitent évidemment pour s'engouffrer dans la brèche et faire du trafic, agresser et voler les gens.

**Quelles leçons doivent être tirées de cet évènement ?**

**Si on en a les moyens, sur un évènement de cette nature, il faut mettre plus de police et, surtout, arrêter les délinquants.** Il faut sans doute aussi plus de renseignements pour envisager en amont qu'il puisse y avoir des bandes qui vont attaquer tout le monde aux abords du stade de France. **La solution passe donc par la police, la sécurité et la fin du laxisme, de l'indulgence, de l'angélisme.** Ce sont des problèmes qui sont anciens en France autour de la sécurité: parce que de toute façon dès qu'on dit «sécurité», «police», immédiatement on parle de racisme, de fascisme, etc.

30 mai (Le Figaro / Die Welt am Sonntag)

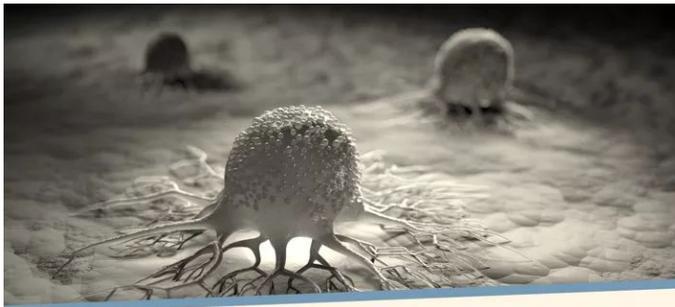
<https://www.lefigaro.fr/sciences/une-entreprise-allemande-pretend-avoir-trouve-la-cle-de-la-lutte-contre-le-cancer-20220527>

## Le Figaro (site web)

vendredi 27 mai 2022 - 22:23 UTC +02:00 1529 mots

Actualité ; Sciences & Environnement

# Une entreprise allemande prétend avoir trouvé la clé de la lutte contre le cancer



**WELT**

**VU D'AILLEURS - Une entreprise allemande de Cologne a trouvé une approche prometteuse. Ses chercheurs viennent de recevoir de nouveaux fonds injectés par un investisseur aussi renommé que controversé.**

Par Anja Ettl et Holger Zschäpitz (Die Welt)

L'investisseur Frank Thelen a déjà eu beaucoup de rêves - conduire des voitures volantes ou pouvoir se rassasier sans avoir à cuisiner. Freigeist («électron libre»), sa société d'investissement installée à Bonn, veut utiliser ses fonds pour faire de ces rêves une réalité. Telle est du moins son ambition, même si la réalité est souvent différente - à l'instar des résultats de son fonds ouvert au public 10xDNA Disruptive Technologies, qu'il avait lancé en grande pompe l'année dernière et qui devait permettre aux petits épargnants de bénéficier des profits de sociétés à la croissance exponentielle.

Selon les informations de *Welt Am Sonntag*, sa société Freigeist a décidé d'entrer au capital de Procion Therapeutics, start-up de biotechnologie basée à Cologne. C'est la première incursion dans ce domaine de l'investisseur star, qui s'est fait connaître avec l'émission de télévision « Die Höhle der Löwen » («La fosse aux lions»). Nul autre domaine n'est plus risqué pour les investisseurs. Quelles sont ses chances de réussite?

### Une technologie «remarquable»

Pour Frank Thelen qui s'est déjà fait remarquer à la télévision par son optimisme et qui n'est pas avare de superlatifs, la réponse est claire: «*Nous n'essayerions pas si nous n'y croyions pas. Nous ne visons pas l'échec*». Selon lui, la technologie de l'entreprise est «*remarquable*», les résultats des premières études sur les animaux sont «*étonnamment bons*» et l'équipe fondatrice, composée de deux amis d'études et de deux professeurs d'université, est «*bien rodée*».

Slim Chiha, âgé de 32 ans et d'origine tunisienne, est l'un des fondateurs de Procion. Il a gardé de sa scolarité en Belgique un léger accent français. Après des études de chimie à Cologne et un stage chez Bayer, le jeune chercheur s'est inscrit à un projet auprès de son directeur de thèse, le professeur de chimie Hans-Günther Schmalz - c'est cette équipe qui est devenue le noyau de Procion, entreprise actuelle.

La société est inscrite au registre du commerce depuis 2020. Les sept membres de l'équipe travaillent dans des bureaux loués sur le campus de l'université de Cologne ainsi que dans deux laboratoires, à Cologne et à Berlin - un peu comme le diplômé de Cologne Ugur Sahin à l'époque, lorsqu'il avait lancé BioNTech.

## Un problème réputé insoluble

Lorsqu'il tente d'expliquer sa propre technologie, Slim Chiha doit entrer dans les détails car la recherche des petites molécules autour desquelles tout tourne chez Procion est délicate à expliquer. Il s'agit en fait d'étudier le protéome humain, c'est-à-dire l'ensemble des protéines du corps humain, afin de développer des approches pour de nouvelles thérapies, à l'instar de l'étude du génome. Procion a développé une plateforme sur laquelle les molécules sont combinées entre elles à la manière de briques Lego et peuvent ainsi prendre une structure hélicoïdale particulière.

Cette forme spéciale est capitale car elle s'insère comme une clé dans la serrure d'une protéine très spécifique. Celle-ci joue un rôle décisif dans le développement d'un cancer car, dans certaines conditions, elle transforme des tumeurs bénignes en tumeurs cancéreuses malignes à la croissance agressive. Jusqu'à présent, comme l'explique Slim Chiha, il n'était pas possible de cibler cette protéine pour l'empêcher de déclencher sa funeste cascade dans le corps.

Elle était «undruggable», ou «non médicamenteuse», c'est-à-dire qu'aucune clé ne lui correspondait. Procion affirme aujourd'hui avoir réussi à trouver une structure moléculaire qui se fixe à cette protéine et empêche la cascade. D'abord sur ordinateur, puis en éprouvette et enfin, lors d'expériences sur des poissons-zèbres et des souris.

«Nos études ont montré que la tumeur ne se développe pas et qu'il n'y a pas non plus de métastases», résume Slim Chiha en se référant aux recherches menées jusqu'à présent. De nouvelles études devraient montrer combien de temps dure cet effet et s'il est possible d'affamer la tumeur de cette façon.

## La cause de nombreux échecs

Procion entend même s'attaquer à un problème majeur dans le traitement du cancer car, bien trop souvent, les thérapies cessent de faire effet: le cancer devient alors résistant. «Notre approche a le potentiel d'empêcher la formation de telles résistances car nous visons les protéines cibles universelles des tumeurs solides», explique Slim Chiha.

La start-up a décidé de s'attaquer à un ennemi particulièrement insidieux : le cancer du pancréas, dans un premier temps, particulièrement difficile à traiter. Mais en théorie, cette thérapie pourrait être appliquée un jour à un grand nombre de cancers. À condition de tenir réellement les promesses du modèle informatique et des essais sur les animaux.

C'est en effet le grand problème en biotechnologie et la raison pour laquelle tant d'approches et d'entreprises prometteuses se transforment en gouffres financiers : la recherche dure des années et le risque qu'une approche échoue ou qu'une étude importante ne livre pas les données escomptées est extrêmement élevé. Généralement, lorsqu'elles tentent de tester à nouveau leur technologie après l'avoir modifiée légèrement, de nombreuses entreprises sont déjà à court d'argent.

Selon des estimations du secteur, sur les 5000 à 10.000 nouvelles substances qui font l'objet d'une recherche pharmaceutique, seules neuf en moyenne sont suffisamment prometteuses au bout de cinq ans pour être testées sur l'homme dans le cadre d'essais cliniques. Une seule sera mise sur le marché - environ treize ans plus tard. Telle est la durée moyenne nécessaire pour mettre au point un médicament.

## Trouvé dans la base de données de Frank Thelen

Freigeist, jusqu'alors unique investisseur externe de Procion, aura-t-il les épaules assez solides ? « Assurément, promet Frank Thelen, nous agissons par conviction. » Le fait qu'il soit un nouveau venu dans le secteur de la biotechnologie, où même un milliardaire et investisseur de longue date comme Dietmar Hopp, fondateur de l'entreprise informatique SAP et promoteur de la société biopharmaceutique Curevac, a essuyé avec son équipe plusieurs revers et échecs, que les études cliniques menées sur des humains seront très coûteuses et que le processus d'autorisation soit extrêmement complexe, tout cela ne l'effraie pas. «Nous n'aurons jamais de Tesla en Allemagne si nous ne faisons qu'énumérer tout ce qui ne va pas», balaye-t-il.

Pour Frank Thelen, le bilan à ce jour est tout à fait honorable. À part la fin spectaculaire de la cryptobourse Neufund, il affirme n'avoir commis aucune erreur majeure dans ses investissements. «Mais à l'avenir, nous voulons investir de manière encore plus progressive et nous perdrons aussi davantage», prévoit-il.

Frank Thelen et le fondateur de Procion se sont trouvés via la base de données de l'investisseur, qui rappelle un peu un site de rencontres. Son équipe et lui auraient examiné des centaines d'offres, des études sur le cancer et différentes approches thérapeutiques avant de finalement trouver en Procion ce qu'ils cherchaient.

La participation de Freigeist à hauteur de 15 à 20% - Frank Thelen ne tient pas à révéler le chiffre exact - est un investissement d'amorçage classique. Dans le jargon financier, cela désigne la participation d'investisseurs à un stade très précoce, avant même que d'autres bailleurs de fonds ne contribuent à des tours de financement plus conséquents.

### **Rien n'est négligé**

Jusqu'à présent, Freigeist a investi un montant à sept chiffres dans Procion Therapeutics. Combiné à une subvention européenne de 2,5 millions d'euros, le financement de l'entreprise serait ainsi assuré pour les 18 à 24 prochains mois.

D'ici là, les études précliniques menées sur des mammifères tels que des souris devraient être bouclées. Dans le meilleur des cas, si tout se passe bien, les premières séries d'essais sur des sujets humains pourraient commencer afin de tester l'innocuité et la tolérance de la nouvelle substance.

Pour que la graine germe, les fondateurs et leur investisseur s'appellent régulièrement. Résultats des recherches, commercialisation, financement, calendrier: tous les sujets sont abordés. Slim Chiha assure qu'il ne se sent pas limité pour autant : *«Nous collaborons sur un pied d'égalité absolue et nous avons pleinement confiance en Freigeist»* .

Le jeune chercheur espère que le travail de ces dernières années portera bientôt ses fruits et qu'ils réussiront à trouver enfin une nouvelle arme contre le cancer: *«Ce serait génial si notre technologie permettait de réduire sensiblement le taux de mortalité chez les patients cancéreux»* .

Frank Thelen voit plus grand encore. *«Nous avons de bonnes chances de stopper de nombreux types de cancer»* , s'enthousiasme-t-il. Mais lui non plus ne veut pas encore parler de guérison pour le moment. Certains rêves sont tout de même trop grands.

30 mai (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/la-france-prise-dans-letau-des-taux-la-chronique-de-maxime-sbaihi>

Electron libre

## « La France prise dans l'étai des taux » – la chronique de Maxime Sbaihi

Par [Maxime Sbaihi](#)

30 mai 2022 à 10h57

Le nouveau gouvernement va rapidement devoir s'adapter à cette nouvelle réalité pour passer du « quoi qu'il en coûte » au « combien ça coûte »

La mauvaise habitude prise par l'Etat français de dépenser sans compter a longtemps été tolérée par nos voisins et les marchés financiers. La permissivité de ces deux forces de rappel budgétaire est terminée. La France se retrouve dans une position inconfortable qui va l'obliger à réaliser un exercice inédit : [faire l'inventaire de ses dépenses publiques](#) pour en reprendre le contrôle.

Si Bruxelles vient de fixer à l'an 2023 le grand retour des règles budgétaires européennes, les marchés financiers sont eux plus pressés et sursautent face au [retour de l'inflation](#). Le grand paradoxe macroéconomique de la dernière décennie, qui permettait aux dettes publiques de gonfler tandis que leur charge baissait, est en train de mourir dans la hausse brutale des taux.

Le rendement à dix ans sur nos obligations d'Etat tourne désormais autour de 1,5% alors qu'il végétait encore en territoire négatif à la fin de l'année dernière. C'est une mauvaise nouvelle pour notre pays qui connaît [un déficit public continu depuis 1974](#) et voit sa dépense et sa dette publiques croître inexorablement pour atteindre aujourd'hui des records en temps de paix.

L'année dernière, nous avons dépensé environ 38 milliards d'euros au nom du service de la dette. C'est plus que tout le budget alloué à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, mais peu rapporté à une dette publique de 2 800 milliards d'euros. La facture risque d'augmenter vite. Une simple hausse de 1 % des taux pourrait porter notre charge annuelle d'intérêt à 50 milliards d'euros d'ici dix ans, d'après les estimations de la Banque de France. Sans compter un potentiel effet boule de neige sur la dette induit pour [le nouvel environnement de stagflation](#).

**Gaspillage.** Le nouveau gouvernement va rapidement devoir s'adapter à cette nouvelle réalité pour passer du « quoi qu'il en coûte » au « combien ça coûte », de [la distribution générale de chèques](#) en période électorale aux ajustements forcés par l'étai des taux. Le retour de la rigueur dans [la gestion d'une dépense publique représentant aujourd'hui 59 % du PIB](#) est d'abord une exigence de qualité tellement elle est mal utilisée, davantage occupée à flamber sur le présent qu'à préparer l'avenir par investissement.

Près de 80 % de notre dépense publique est actuellement occupée à payer uniquement les intérêts sur la dette, la consommation courante des administrations et les dépenses sociales. Ce dernier poste est particulièrement dynamique : [l'emballement des dépenses de retraite](#) explique à lui

seul les deux tiers de la hausse de la dépense publique entre 2000 et 2020 tandis que les moyens alloués à l'enseignement supérieur ont stagné sur la même période...

Les taux remontent au moment où [le vieillissement de la population](#) et la transition écologique demandent une mobilisation considérable de nouveaux moyens. Si nous voulons relever ces défis sans perdre la maîtrise de nos finances publiques, il va falloir les passer au peigne fin. Travail indispensable mais à contre-courant d'une opinion publique et de décideurs politiques devenus complètement insensibles aux questions budgétaires et surtout aveuglés par la croyance tenace que tout problème se règle avec davantage de deniers publics. S'il suffisait d'augmenter toujours plus la dépense publique pour apaiser la société, la France serait un paradis zen depuis belle lurette.

30 mai (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/generation-flouee-generation-gatee-la-chronique-de-monique-canto-sperber>

Libertés

## «Génération flouée? Génération gâtée?» – la chronique de Monique Canto-Sperber

Par Monique Canto-Sperber

30 mai 2022 à 12h46

« L'alliance Nupes est, d'après les plus récents sondages, le premier choix des jeunes diplômés pour les élections législatives à venir. Ce serait une erreur d'y voir une révolte d'enfants gâtés s'offrant le luxe d'un radicalisme dont d'autres paieraient les conséquences»

[L'alliance Nupes](#) est, d'après les plus récents sondages, le premier choix des jeunes diplômés pour les élections législatives à venir. Cette préférence reflète les données recueillies après le premier tour de l'élection présidentielle 2022 : près de 35 % des jeunes, dans la tranche d'âge 18-24 ans, ont voté pour [Jean-Luc Mélenchon](#), et parmi eux une majorité d'étudiants ou diplômés, qu'ils soient nés dans des familles aisées ou issus de milieux populaires, formés à l'université ou dans les grandes écoles, en sciences humaines et sociales ou en écoles d'ingénieur.

Cinq ans plus tôt, [Emmanuel Macron](#) avait surgi sur la scène politique comme le candidat de la jeunesse audacieuse, ouverte sur le monde, née dans le numérique et les réseaux sociaux, prête à conquérir enfin sa place dans une société encore largement dominée par la génération de leurs parents. Invitée à participer à une table-ronde au siège d'En Marche, à l'automne 2017, je me rappelle le hall d'accueil transformé en open space où des dizaines de jeunes, chacun devant son ordinateur, travaillaient à préparer les futures campagnes. L'espoir était palpable, comme l'impatience de façonner une société nouvelle.

**Tribun à l'ancienne.** [La baisse des APL](#), dont les étudiants sont massivement bénéficiaires, fut la première mesure qui brisa cet espoir : il ne s'agissait que de 5 euros, mais ce fut perçu comme une marque d'ignorance, voire de dédain à l'égard de la pauvreté étudiante. Suivirent l'abandon de la réforme des bourses, [les ratés de ParcoursSup](#), les attermoissements sur le « revenu jeune ». Le rendez-vous avec la jeunesse fut ainsi manqué par le pouvoir en place, Génération.s (créé fin 2017 par Benoît Hamon), puis Place publique, à l'initiative de [Raphaël Glucksmann](#), tentèrent de ranimer l'espoir, mais c'est un tribun du peuple à l'ancienne, plus vieux Castro que Che, qui sut les convaincre qu'il en ferait une réalité.

Rien d'étonnant à cela. L'union des gauches, avec le NPA dans l'antichambre, a beau scandaliser des militants du Parti socialiste, elle est une évidence pour une jeunesse qui n'a que faire de la fidélité aux valeurs du socialisme historique, encore moins à celles du socialisme de gouvernement dont elle n'a connu que le mandat de François Hollande. De plus, l'ambition de la Nupes de tout remettre sur la table – le mode de croissance, les retraites, le libre marché – lui paraît le seul moyen de se faire entendre.

Une récente étude de l'Institut Montaigne indiquait que 64 % d'un panel de 18 à 24 ans disaient ne ressentir aucune proximité avec un parti (ils sont d'ailleurs 41 % à s'être abstenus de voter en 2022), tandis que 22 % des jeunes, selon le sociologue Olivier Galland, justifieraient le recours à la violence pour protester ou défendre leurs idées.

Ils forment une génération flouée, qui fut la première victime d'une école incapable de donner des chances d'avenir à tous les enfants

Il faut ajouter que les causes ardemment défendues par la jeunesse trouvent un réel écho dans les 650 mesures en 18 chapitres du programme Nupes. L'engagement à lutter contre [le changement climatique](#) y est présenté de façon radicale, au point que la prise en compte des difficultés et arbitrages propres à toute politique réaliste, des conséquences qu'elle entraîne sur l'économie ou des oppositions qu'elle suscite, y est déjà regardée avec suspicion.

**Progrès.** [La profession de foi d'étudiants d'AgroParisTech](#) qui, il y a quelques semaines, au moment de la remise de leur diplôme, annonçant que rien, même pas les progrès de la science, ne pourrait rendre vertueuse la société consumériste, traduisait déjà pareille humeur. Avec une résolution comparable, la sensibilité aux questions d'identité, sexuelle ou raciale, le refus du statu quo, l'apologie de la fluidité, suscitent chez les jeunes de cette tranche d'âge une hypervigilance soucieuse de traquer toutes les formes de domination exercées sur les minorités ou groupes vulnérables, des femmes aux LGTB.

Ce serait une erreur de voir dans tout cela une révolte d'enfants gâtés s'offrant le luxe d'un radicalisme dont d'autres paieraient les conséquences. Certes, ils n'ont connu aucune crise économique majeure, sont plus proches de leur famille que ne le fut la génération en rupture de 1968, ils n'ont pas eu à se battre pour la démocratie et les valeurs républicaines dont ils semblent ignorer le prix. Mais ils forment aussi une génération flouée, qui fut la première victime d'une école incapable de donner des chances d'avenir à tous les enfants.

A ces jeunes, on a promis que les études les rendraient maîtres de leur avenir, mais ils ont vite compris que pareilles promesses étaient vaines : de jeunes chercheurs, après dix ans d'études, n'ont connu qu'emplois précaires et offres de stage et les bacheliers, parfois premiers de leur famille à obtenir ce diplôme, ont pris conscience qu'il ne valait plus grand-chose. Les 18-24 ans reçurent de plein fouet le chômage des jeunes, [la dévalorisation des diplômes](#) et se sont heurtés à l'évidence d'une société bloquée. Ils constituent aujourd'hui le plus gros contingent des pauvres en France, près de 20% !

Dans une société de liberté, les actes et les propos se jugent de la même façon, qu'on soit homme ou femme, racisé ou pas. Une société où prévaut une pensée dominante, même animée des meilleures intentions, qui veut faire la loi à la place de la loi, conduit à l'arbitraire et à l'intimidation

**Château de cartes.** Génération flouée ? Génération gâtée ? Dans moins de deux semaines, ils voteront. Que leur dire ? Eclairer leur choix ? Leur montrer, parmi les mesures phares de la Nupes, que la hausse de la dépense publique constituera une dette qui devra être payée, et que ce sont eux qui la paieront ? [Que la retraite à 60 ans signifiera que la charge des cotisations pèsera sur eux](#), alors qu'ils devront eux-mêmes travailler bien au-delà de 60 ans et avec des bénéfices réduits ? Que renoncer au marché et prôner [la décroissance](#), c'est créer de la pauvreté ?

Oui, mais aussi les alerter sur le fait que s'ils cherchent bien légitimement à se faire entendre, ils ne peuvent être les seuls à parler, ni les seuls à avoir raison. Car dans une société de liberté, les actes et les propos se jugent de la même façon, qu'on soit homme ou femme, racisé ou pas. Une société où prévaut une pensée dominante, même animée des meilleures intentions, qui veut faire la loi à la place de la loi, conduit à l'arbitraire et à l'intimidation.

Surtout, leur proposer d'œuvrer avec eux à une société capable de les écouter, où ils bénéficient d'atouts de formation et de capacités d'agir qui leur permettraient de construire leur avenir et de déployer leurs talents, mais d'y œuvrer réforme après réforme, en tenant compte des oppositions, pour éviter que cette société nouvelle ne soit qu'un château de cartes.

Monique Canto-Sperber, philosophe, est directrice de recherche au CNRS et présidente exécutive de la Fondation Events. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages et notamment de *La Fin des libertés : ou comment refonder le libéralisme* (Robert Laffont, 2019).

26 mai (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/05/25/why-america-should-make-it-harder-to-buy-guns>

## Why America should make it harder to buy guns

In many states, it is easier to own a gun than a dog. That is absurd



May 25th 2022 (Updated May 26th 2022)

**The motives for mass murder vary.** The teenager in Buffalo who on May 14th shot and killed ten people, most of them black, was driven by racial paranoia. The 68-year-old who killed one and injured five on May 16th in a Californian church hated Taiwanese people. What impelled Salvador Ramos to kill at least 21 on May 24th in and around a [school in Texas](#) may someday become apparent, though Mr Ramos is no longer alive to explain himself (see United States section).

**What these horrors have in common, though, is the murder weapon.** Guns are simple, reliable tools for killing. A man with a gun and plenty of ammunition can kill more people, more quickly and with far less physical effort than he can with a knife, a blunt object or his bare hands. The weapon Mr Ramos used—a military-style assault rifle with high-capacity magazines—allowed him to keep shooting until someone shot him. That most of his victims were children makes the crime unusually horrific. But it resembles [countless other American tragedies](#) in that the easy availability of guns made it deadlier than it might have been.

A robber who carries a gun is more likely to kill. Domestic quarrels are more likely to end in death if a firearm is handy. Suicide attempts with guns usually succeed. Police in England and Wales shot and killed only two people in 2021; American cops killed 1,055. The main reason for this vast disparity is not that English cops are gentler or less racist. It is that American police face a heat-packing public. Most of those they kill are armed; many of the rest are mistakenly believed to be so. The abundance of guns is also the main reason why the murder rate in America is four or five times higher than in a typical rich country.

By one estimate, Americans own 400m guns. If they were evenly distributed, each family of five would have six. In 2020 more than 45,000 people in America died from firearm-related injuries. Guns now kill more young people than cars do.

*The Economist* believes it should be hard to own a gun. Farmers need them for pest control; hunters and other hobbyists may use them for sport. But each gun should be licensed and registered. Each owner should have to pass stringent background checks, and the process should be slow—no one should be able to buy a gun while in a fit of rage. Also, there is no good reason to let civilians own guns that fire rapidly, or magazines that let them kill a room full of people before reloading.

In America such strict gun control is unthinkable. The Second Amendment guarantees a right to bear arms, and the National Rifle Association promotes a maximalist interpretation of it. Politicians who hint that they might make it a little bit harder to obtain a firearm face a well-organised bloc of single-issue voters. In Republican primaries, especially, few dare offend the gun lobby.

Hence the steady loosening of rules in places like Texas, where 21-year-olds can carry a handgun in public without training or a permit (both of which are needed to cut hair); and where 18-year-olds can buy a handgun if they come from a violent home (to defend themselves against abusive relatives); and where almost any adult can buy a rifle with minimal hassle. Mr Ramos bought two assault rifles legally as soon as he turned 18, and shot his grandmother before heading for the local elementary school.

This is not what most Americans want. Hefty (but dwindling) majorities favour some common-sense curbs, such as denying weapons to the mentally ill, creating a database to track all gun sales, and banning both assault-style weapons and high-capacity magazines. Congress is unlikely to deliver such things, thanks to the Senate filibuster. So cities and states should step in, though guns will always flow illicitly from lax jurisdictions to stringent ones. Voters should reward politicians who think a gun licence should be at least as hard to obtain as a driving licence. Not all gun deaths are preventable, but many could be.

• **DROIT ET JUSTICE**

26 mai 2022

# La laïcité en France, quel régime juridique en vigueur

**Raphaël Roger**

Après avoir abordé l'histoire de la laïcité à la française dans un précédent article, il convient de s'intéresser maintenant à son régime juridique.



licence CC-BY-NC-SA 2.0 via Flickr

En France, la laïcité est d'abord et avant tout du droit, comme l'illustre notamment le référé-liberté, introduit par le préfet de l'Isère envers la délibération portant sur l'autorisation du port du [burkini dans les piscines municipales à Grenoble](#).

## Des règles éparses structurant le régime juridique de la laïcité

Les étapes vers la laïcité ont toutes été marquées et concrétisées par des textes juridiques.

Cette situation est particulièrement significative en France où le goût du droit comme symbole de l'ordre est une des dimensions fortes de la culture française depuis des siècles. Il n'est donc pas étonnant que la laïcité ait été largement dépendante de formules juridiques. Évidemment, parler de droit ne fait pas référence uniquement à la loi, et heureusement, mais à toutes les normes juridiques qui découlent d'une autorité normatrice, comme le législateur, le pouvoir constituant, les déclarations, les actes réglementaires, les circulaires, les arrêts de principes des différentes cours administrative, judiciaire, européenne et constitutionnelle.

La laïcité fait donc l'objet de règles juridiques complexes émanant de diverses autorités.

# La laïcisation par la loi

Évoquons donc la loi, la première source juridique de la laïcité.

Avant la loi du 9 décembre 1905, d'autres textes existaient déjà.

La [loi de 1905](#) apparaît comme la clé de voûte d'une architecture commencée des années plus tôt, et s'appliquant secteur par secteur.

L'état civil et le mariage avaient été très tôt laïcisés, dès 1792, reprenant les ordonnances royales de Villers-Cotterêts (1539) et de Blois (1579).

Le mariage est devenu un simple contrat en 1792 et sera soumis dans le Code civil à un statut laïque via l'[article 165 du Code civil](#). Le divorce sera consacré par la [loi du 27 juillet 1884](#).

Sur l'enseignement, comme dit dans le premier article, on retrouve les [lois du 16 juin 1881](#) (gratuité), du [28 mars 1882](#) (enseignement obligatoire) et du 30 octobre 1886 (Loi Goblet sur l'enseignement primaire).

La fin des prières publiques arrivera avec la loi constitutionnelle du 14 août 1884 à son article 4.

Enfin, la loi du 9 décembre 1905 sanctifiera la laïcité dans le droit.

## La laïcisation par les dispositions constitutionnelles

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les institutions républicaines font leur retour après la parenthèse vichyste.

Pour la première fois, les constituants de la IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> République inscriront le mot *laïcité* à l'article 1er de la Constitution. Ils assortiront ce mot avec d'autres caractéristiques comme l'indivisibilité, la démocratie et le caractère social de la République. Après guerre, celle-ci est un véritable projet. Pour autant, la *laïcité* n'est définie que comme le respect des croyances et l'égalité des citoyens en ce domaine. Par cette définition large, renvoyant à la loi et à la jurisprudence pour les précisions, le constituant donne un caractère éminemment pratique et mobile, permettant de trouver des solutions lors de difficultés.

François Hollande avait eu l'idée de constitutionnaliser la loi de 1905. Sauf que depuis une [décision du 22 février 2013 du Conseil constitutionnel](#), ce projet n'a plus d'objet. En effet, le Conseil constitutionnel l'a fait dans cette décision, reprenant dans ses motifs les dispositions de l'article 1er et 2<sup>e</sup> de la loi de 1905.

## La laïcisation par les textes européens

Ce serait être ignorant ou faire preuve de mépris que d'ignorer l'importance des textes européens pour la laïcité en France, conférant une nouvelle dimension à la laïcité.

On peut citer à cet égard :

- l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'Homme,
- l'article 11 du Traité d'Amsterdam,
- la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,
- les articles 6 et 17 du Traité de Lisbonne.

Outre ces dispositions textuelles, il ne faut pas ignorer la jurisprudence des cours européennes sur la question avec par exemple l'arrêt *Kokkinakis* de 1993 de la CEDH qui établit que la laïcité est « *une des assises d'une société démocratique* » ou encore celui de la CEDH de 1976, *Handyside* sur la protection des idées contraires à la foi, ou enfin, plus récemment *Aydin Tatlar c/Turquie* de 2006, sur l'acceptation par les religieux de critiques à leur égard et à l'égard de leur croyance.

## La laïcisation par la jurisprudence nationale

Loin d'en faire la liste complète, qui dépasserait très largement la dimension de l'article, il convient de voir par certains exemples l'importance de la jurisprudence pour la laïcité.

Si les dispositions textuelles font partie des sources juridiques principales de la laïcité, il ne faut pas oublier la jurisprudence, qui est parfois une source supplétive, mais souvent la source principale sur certains secteurs.

### L'exemple du vêtement

Se vêtir est une liberté mais non une liberté fondamentale selon la jurisprudence. Les limites relèvent de l'ordre public et donc de la police administrative (sécurité publique, hygiène publique, salubrité publique, respect de la personne humaine).

Concernant le port de signe religieux, il faut distinguer deux espaces, le public et le privé.

Dans l'espace privé personnel, il existe une liberté sur la pratique de la foi et donc sur le vêtement religieux.

Dans l'espace privé professionnel, en principe il y a la liberté de se vêtir, bien que l'employeur puisse, via un règlement intérieur, encadrer cette liberté si cela est proportionné et nécessaire.

Dans l'espace public, l'interdiction de tout signe religieux concerne deux catégories, les agents publics (peu importe le statut) et les élèves de l'école publique (primaire et secondaire). Cette neutralité des agents publics (CE, 1912) n'est cependant pas étendue aux parents (circulaire Fillon de 2004).

Cependant, pour les sorties scolaires, les parents ont pu être qualifiés de « *collaborateurs occasionnels du service public* » et se voyaient appliquer l'obligation de la neutralité. Mais comme l'affirmait le Conseil d'État, dans un arrêt d'Assemblée, « *entre l'usager et l'agent, il n'y a pas de catégorie intermédiaire* ». Par l'amendement n°286 rect, bis, présenté par le sénateur Brisson, cet amendement proposait de modifier le Code de l'éducation pour réaffirmer la neutralité religieuse et politique des personnes prenant part au service public de l'éducation et de préciser la situation des accompagnateurs lors des sorties scolaires.

Le port de vêtement religieux à l'université est libre pour les étudiants (CE, 1996, *Université Lille II*).

### L'exemple des agents publics et des usagers

Cet exemple est particulièrement d'actualité avec ce qu'il se passe à Grenoble.

Les agents publics, et plus particulièrement les fonctionnaires, sont soumis à une obligation de neutralité, ce qui signifie :

- qu'ils ne peuvent faire connaître leurs opinions et leurs croyances (*CE, 2010, Mlle Marteaux*) ;
- qu'ils ne peuvent pas discriminer des usagers ;
- qu'ils ne peuvent pas manifester leur appartenance à une croyance, sous peine de lourde sanction, comme le confirme très souvent le juge administratif.

Bien sûr, cette neutralité ne s'applique que pendant le service. En dehors, le fonctionnaire ou l'agent public retrouve sa qualité de citoyen.

Le traitement des usagers est très différent. Ils jouissent d'une totale liberté (sauf exception prévue par la loi), pourvu que cela ne porte pas atteinte au bon fonctionnement du service, les usagers du service public n'incarnent pas le service et le fait qu'ils manifestent des convictions religieuses n'est nullement incompatible avec le principe de neutralité de l'État.

Au contraire, la laïcité leur garantit l'égalité devant le service public. Preuve que le principe de laïcité n'est nullement incompatible avec la liberté religieuse des usagers du service public. Par exemple, il est possible d'accorder aux élèves des autorisations d'absence pour pratiquer leur culte ou célébrer des fêtes religieuses, à condition que ce soit compatible avec l'accomplissement des tâches inhérentes à leurs études (*CE, 14 avril 1995, Consistoire central des israélites de France*).

Dans le cas présent, la délibération municipale modifie le règlement intérieur des piscines et notamment les caractéristiques des vêtements autorisés pour les usagers. Or, si le burkini atteste en principe de l'appartenance à une religion, il ne porte pas atteinte en lui-même au principe de laïcité. C'est en ce sens que le référé-liberté a peu de chance d'aboutir car seule une loi pourrait interdire le burkini dans les piscines publiques.

On le voit, au travers de ces deux articles, que la laïcité est une question complexe, avec des règles juridiques éparses. La fièvre législative a aussi frappé la laïcité, il serait donc temps de faire une pause législative.

26 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/26/education-ameliorer-les-performances-du-systeme-educatif-sans-creuser-les-deficits-sera-un-des-defis-du-quinquennat\\_6127718\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/26/education-ameliorer-les-performances-du-systeme-educatif-sans-creuser-les-deficits-sera-un-des-defis-du-quinquennat_6127718_3232.html)

# Education : « Améliorer les performances du système éducatif sans creuser les déficits sera un des défis du quinquennat »

## **TRIBUNE**

### **Pierre-André Buigues**

professeur émérite, TBS Education. ancien conseiller économique à la DG concurrence à la Commission européenne

### **Denis Lacoste**

professeur de management , TBS Education

Après avoir montré que l'enseignement français pèse 0,8 point de PIB de plus qu'en Allemagne, les deux économistes Pierre-André Buigues et Denis Lacoste exposent, dans une tribune au « Monde », quatre mesures qui amélioreraient l'éducation, sans augmentation des coûts.

Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 06h00 Temps de Lecture 4 min.

Les candidats à l'élection présidentielle française de 2022 ont tous présenté des mesures en faveur de l'éducation : augmentation des heures d'enseignement, du nombre d'enseignants, des salaires, dédoublement des classes de primaire, mécanismes publics de soutien scolaire. Ces mesures conduiraient à une augmentation du budget de l'éducation nationale. Compte tenu des enjeux, il est important de comparer notre système avec celui des autres pays développés afin d'évaluer la pertinence de ces dépenses.

Nous regarderons successivement quatre critères : le poids des dépenses publiques consacrées à l'enseignement, le taux d'encadrement, la rémunération des enseignants, et le niveau des performances de l'enseignement. En premier lieu, la France est un des pays développés où le poids des dépenses publiques d'enseignement dans le PIB est le plus élevé : 4,5 %, contre 4,1 % en moyenne dans l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

L'Allemagne ne consacre que 3,6 % de sa richesse nationale aux dépenses publiques d'éducation. Pourtant, en second lieu, le taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant) est relativement plus élevé en France. En 2018, un enseignant français du primaire encadrait 19,2 élèves, le taux le plus élevé de l'Union européenne (moyenne de 13,6). L'écart est plus faible dans le secondaire (13,3, contre 12 dans l'UE) et dans le supérieur (16,2, contre 15,3), mais reste toujours plus élevé en France.

## **La France classée au 10e rang des 18 pays de l'UE**

L'Allemagne, dont le système éducatif est moins coûteux, a un taux d'encadrement bien meilleur : 15,3 dans le primaire et 12 dans le supérieur. Ce constat a amené le gouvernement français à dédoubler les classes de CP et de CE1 dans les zones d'enseignement prioritaire. En troisième lieu, les enseignants français bénéficient de salaires relativement faibles. En début de carrière, les enseignants de nos lycées touchent annuellement 27 700 euros.

Au 10<sup>e</sup> rang des 18 pays de l'UE retenus par Eurostat, ils touchent moins que les Suédois (37 900 €), les Danois (50 300 €) ou les Allemands, qui gagnent deux fois plus (58 500 €). A la fin de leur carrière, les enseignants français se situent au 9<sup>e</sup> rang et les Allemands sont toujours les mieux payés (82 000 €).

Enfin, les élèves français du primaire ont des niveaux de compréhension de l'écrit plus faibles que la moyenne de l'OCDE (étude PIRLS). Le score global est de 511 pour la France, 540 pour l'UE et 541 pour l'OCDE. Le constat est le même dans le domaine scientifique (enquête *Trends in International Mathematics and Science Study/TIMSS*).

## La situation paradoxale de la France

En mathématiques, le score français est de 485, 527 pour l'UE et 529 pour l'OCDE. Au niveau du second degré, dans les tests PISA de 2018, la France obtient un score à peine supérieur à la moyenne de l'OCDE en compréhension de l'écrit (493 points, contre 487). En sciences et en mathématiques, la France se situe également dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais moins bien classée que l'Allemagne : 11<sup>e</sup> place en maths (7<sup>e</sup> pour l'Allemagne) et 10<sup>e</sup> en sciences (4<sup>e</sup> pour l'Allemagne).

Les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves/PISA montrent aussi que la France favorise la réussite d'une élite et est moins performante pour faire réussir les enfants les moins privilégiés. Il y a une différence de 107 points entre les élèves des milieux favorisés et ceux issus de milieux défavorisés, nettement plus que la moyenne de l'OCDE : 88 points.

En conclusion, la France se trouve dans une situation paradoxale, avec des dépenses d'éducation relativement élevées, mais avec des niveaux de performance relatifs faibles, de faibles taux d'encadrement des élèves, et de faibles rémunérations des enseignants. L'amélioration de la qualité de l'enseignement est donc une nécessité absolue si la France veut améliorer son niveau de compétitivité internationale.

## Revoir le fonctionnement de l'éducation nationale

Cependant, compte tenu de l'état des dépenses publiques et de l'endettement, il semble raisonnable de viser cet objectif sans creuser davantage les déficits. Quelques comparaisons avec des pays européens qui se classent en tête des classements internationaux offrent des pistes de réflexion.

La première voie d'amélioration est la diminution des coûts administratifs de fonctionnement de l'éducation nationale. Selon un rapport de l'OCDE, 58 % des dépenses courantes des établissements d'éducation publics de l'enseignement français sont consacrées aux salaires des enseignants, contre une moyenne de 63 % pour l'OCDE, et 22 % des dépenses sont consacrées au personnel non enseignant, contre 15 % pour l'OCDE.

La deuxième voie est la réduction de l'absentéisme. Dans un rapport récent, la Cour des comptes pointe les causes et les conséquences de l'absentéisme dans l'éducation nationale. En 2018-2019, 9,3 % des heures d'enseignement du second degré auraient ainsi été perdues. Si 34 % s'expliquent par des raisons individuelles, deux tiers des absences proviennent du fonctionnement de l'éducation nationale.

## Une nécessaire décentralisation

La décentralisation est une troisième piste d'amélioration. Dans des pays européens très différents comme la Finlande, la Pologne ou l'Allemagne, cette stratégie s'est révélée payante. En Allemagne, la totalité des dépenses dans le domaine de l'éducation sont gérées par les communes, les départements, et les régions. En France, c'est à peine 31 %. La décentralisation donne la possibilité laissée aux enseignants d'innover, permet la concurrence entre les différents établissements et de réduire les coûts bureaucratiques.

Améliorer les performances de notre système éducatif sans creuser encore les déficits sera un des défis majeurs du quinquennat. La décentralisation, l'indexation des rémunérations au mérite, la réduction des coûts administratifs sont des leviers qu'il conviendra probablement d'actionner.

Certaines des propositions d'Emmanuel Macron vont dans ce sens, puisqu'il souhaite donner davantage d'autonomie aux chefs d'établissement et propose, pour les universités, « *plus d'autonomie et de responsabilités en termes d'organisation, de financement, de ressources humaines* ». Il propose aussi de mieux rémunérer les enseignants, mais à condition qu'ils assurent de nouvelles tâches.

**Pierre-André Buigues**(professeur émérite, TBS Education. ancien conseiller économique à la DG concurrence à la Commission européenne) et **Denis Lacoste**(professeur de management , TBS Education)

26 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/05/26/jesus-etait-il-un-revolutionnaire\\_6127701\\_6038514.html](https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/05/26/jesus-etait-il-un-revolutionnaire_6127701_6038514.html)

# Jésus était-il un révolutionnaire ?

## **TRIBUNE**

**Régis Burnet**

Jésus, dont les chrétiens célèbrent aujourd'hui l'ascension, a parfois été comparé à Trotski ou Che Guevara. Qu'en est-il réellement ?

Publié aujourd'hui à 00h22, mis à jour à 09h01 Temps de Lecture 7 min.



Dans une église d'Ahmedabad, en Inde, en décembre 2020. AMIT DAVE / REUTERS

Depuis le romantisme du XIX<sup>e</sup> siècle – dont le fameux livre d'[Edouard Schuré](#), *Les Grands Initiés* (1889), est un bon représentant – s'est répandue l'idée que les fondateurs de religion seraient d'importants révolutionnaires. Ainsi Jésus a-t-il été régulièrement comparé à Léon Trotski ou à Che Guevara. Qu'en est-il en réalité ? Jésus fut-il vraiment un révolutionnaire ? Et, si oui, à quelle révolution a-t-il appelé ?

La thèse selon laquelle Jésus aurait été un révolutionnaire politique a été développée à deux reprises : juste avant la guerre de 1914-1918, notamment par [Karl Kautsky](#), le théoricien du marxisme allemand, et à la fin des années 1960, par le professeur anglais Samuel George Frederick Brandon (1907-1971).

Selon eux, Jésus était un rebelle politique, dont le caractère profondément séditieux fut progressivement gommé par ses disciples, mais cela resterait cependant perceptible dans quelques détails, comme son entrée triomphale à Jérusalem, lors de laquelle il est accueilli en roi par une foule en liesse, aux cris de « *Liberté ! Louons celui qu'envoie le Seigneur ! Liberté jusque dans les lieux les plus élevés !* » (Matthieu 21, 9).

Le caractère politique de son procès accrédirait également cette théorie. Jésus n'a-t-il pas été associé à Barabbas et au larron, qui semblent être tous deux des brigands ? N'a-t-il pas déclenché au Temple une véritable émeute urbaine contre le système capitaliste des marchands ? Deux déclarations sont en outre assez troublantes : « *Celui qui a une bourse, qu'il la prenne ; de même celui qui a un sac ; et celui qui n'a pas d'épée, qu'il vende son manteau pour en acheter une* » (Luc 22,36) et « *N'allez pas croire que je sois venu apporter la paix sur la terre ; je ne suis pas venu apporter la paix, mais bien le glaive* » (Mt 10, 34).

## **Un discours et des actions pacifiques**

Malgré son caractère séduisant, cette théorie ne repose que sur quelques éléments, contredits par tout le reste du texte évangélique. En effet, ces deux déclarations se comprennent à l'évidence de manière métaphorique : elles disent la difficulté du combat de la foi. Leur apparente brutalité est largement démentie par le récit de

l'arrestation de Jésus : alors que Pierre tire son épée pour défendre son maître, celui-ci la lui fait rengainer pour indiquer clairement le refus de toute violence (Jean 17, 10-11).

Le discours de Jésus est par ailleurs clair : « *Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent, priez pour ceux qui vous calomnient. A qui te frappe sur une joue, présente encore l'autre. A qui te prend ton manteau, ne refuse pas non plus ta tunique.* » (Lc 6, 27-29 ; cf. Mt 5, 38-48).

Ces déclarations sont en outre confirmées par le récit des tentations au désert (Mt 4, 1-11 ; Lc 4, 1-13) qui montrent Jésus en train de rejeter les sollicitations du pouvoir et de la richesse. Comment concilier de telles déclarations avec un discours révolutionnaire ? Les actions du Galiléen – enseigner, guérir, discuter avec les gens qu'il rencontre – ne sont pas non plus celles d'un révolutionnaire...

Et, parmi ses disciples, on trouve des nantis, dont un collecteur de taxes (Lc 5, 27-29), ou la femme de l'intendant d'Hérode, personnage parmi les plus importants de Galilée (Lc 8, 3) ; un autre est familier du grand prêtre (Jn 18, 15-16). Quant à Jésus, il est reçu à la table des riches [pharisiens](#) (Lc 11, 37-38). Il discute avec Nicodème, « *un des notables juifs* » (Jn 3, 1). Jésus est donc un personnage public, et non un factieux ou un marginal ; et ses disciples semblent bien intégrés dans le tissu social judéen et galiléen.

## Un juif ancré dans son époque

Si Jésus n'a rien d'un révolutionnaire politique, ne s'accordera-t-on pas alors pour dire qu'il est un révolutionnaire religieux ? N'a-t-il pas abrogé la Torah en permettant à ses disciples de grappiller des épis de blé lors du shabbat (Mt 12, 1 ; Lc 6, 1) – jour où toute activité doit être suspendue afin de rendre hommage à l'action créatrice de Dieu –, estimant que « *le shabbat a été fait pour l'homme et non l'homme pour le shabbat* » (Marc 2, 27) ? Surtout, n'a-t-il pas contesté l'institution du Temple dont il dénia toute légitimité, fustigeant ce qui était devenu à ses yeux un « *repaire de brigands* » (Mt 21, 12-13 ; Mc 11, 15-17 ; Jn 2, 13-16) ?

### « Faire de Jésus un révolutionnaire religieux, c'est méconnaître sa façon de se présenter dans la continuité de la Révélation »

Là encore, ces considérations semblent quelque peu datées ; elles font du judaïsme une sorte de système sclérosé que la moindre contestation ferait voler en éclats. Concernant la question du shabbat, par exemple, on voit bien que Jésus se coule au contraire dans les discussions des docteurs de la Loi juive pour savoir si la loi du shabbat l'emporte sur toutes les autres, y compris celles où la vie est en jeu.

Il utilise d'ailleurs le mode d'argumentation habituel du judaïsme, en invoquant un précédent biblique, celui du roi David qui avait été contraint de manger des pains sacrés dérobés dans le Temple (Mt 12, 2-8). Par ailleurs, lors de la guérison des lépreux, il respecte la démarche prévue par la Loi en pareil cas qui consiste à aller voir le prêtre (Mc 1, 44).

Quant à la question du Temple, [les découvertes faites à Qumrân](#) prouvent que la critique de cette institution n'était pas étrangère au judaïsme. Une partie des textes dits « de la mer Morte », qui étaient vraisemblablement esséniens [*courant juif antique très observant, représentant une forme d'intégrisme religieux*], considéraient en effet que le Temple d'alors était irrémédiablement souillé par des grands prêtres impurs, affirmant qu'il faudrait une guerre eschatologique et la venue d'une sorte de grand prêtre parfait pour que les sacrifices agréés par Dieu puissent reprendre.

Du reste, faire de Jésus un révolutionnaire religieux, c'est méconnaître sa façon de se présenter dans la continuité de la Révélation. Sur ce point, l'épisode le plus caractéristique se déroule dans la synagogue de Nazareth. Alors que Jésus lit le passage d'Isaïe, où l'on prévoit les actions du Messie à venir, il s'exclame : « *Aujourd'hui, cette écriture est accomplie pour vous qui l'entendez* » (Lc 4, 21), soulignant par là la profonde continuité entre ce qu'il fait et ce qui était annoncé par les prophètes juifs. Concernant la Loi de Moïse, ne dit-il pas ailleurs : « *N'allez pas croire que je sois venu abroger la Loi ou les Prophètes : je ne suis pas venu abroger, mais accomplir* » (Mt 5, 17) ?

Des études venues des milieux scientifiques juifs s'accordent également sur la profonde continuité entre Jésus et son époque. Joseph Klausner (1874-1958), dans son *Jésus de Nazareth*, dressait dès 1922 le portrait d'un rabbi réformateur proche des autres grands réformateurs juifs de son temps que furent Hillel ou Aqiba.

En 1970, dans son *Jésus*, David Flusser (1917-2000) relevait les profondes similitudes entre le discours du Christ et le mouvement pharisien, notant que la seule différence résidait peut-être dans une plus grande exigence sociale. Et, en 1978, avec un livre au titre programmatique, *Jésus le juif*, Geza Vermes (1924-2013) rappelait que le comportement même de Jésus évoquait celui des prophètes charismatiques dont le Talmud conserve le souvenir, tels « Honi le traceur de cercles » ou Hanina ben Dossa.

## Un renversement des valeurs

Si Jésus ne révolutionne ni la politique ni les pratiques religieuses, en quoi présente-t-il un quelconque intérêt et pourquoi a-t-il eu une telle influence ? Jésus fut bien un révolutionnaire, mais ce sont les valeurs qu'il bouleversa. Pour le comprendre, il importe de revenir à la définition même de ce qu'est une révolution.

Malgré l'usage abusif actuel qui qualifie de révolutionnaire tout changement infime, une révolution désigne très précisément une inversion des rapports de force entre des groupes sociaux. C'est très exactement ce que Jésus opère dans son discours : des valeurs attachées autrefois à l'élite sont mises à la portée des plus pauvres, ce qui est proprement une révolution de valeurs. Quatre grandes valeurs connaissent ainsi une révolution christique.

La paix, tout d'abord, apanage des rois et empereurs ; eux seuls avaient le pouvoir de déclarer la guerre et de conclure la paix. Mais Jésus d'affirmer : « *Heureux ceux qui font œuvre de paix : ils seront appelés fils de Dieu* » (Mt 5, 9), en faisant une allusion claire à la dignité aristocratique qu'il accorde à ses disciples – le titre de « fils de Dieu » étant habituellement conféré au souverain, dans les monarchies orientales et hellénistiques.

La clémence, ensuite, vertu réservée aux princes, lesquels ont droit de vie ou de mort sur leurs sujets, ainsi qu'aux juges qui agissent en leur nom : « *Aimez vos ennemis et priez pour ceux qui vous persécutent* » (Mt 5, 44), rétorque Jésus, étendant cet idéal à tous les disciples.

### « Jésus fut bien un révolutionnaire, mais ce sont les valeurs qu'il bouleversa »

La générosité – nommée également « évergétisme » lorsqu'elle est appliquée aux grands travaux (bains, bibliothèques, fontaines, théâtres) financés par des particuliers – est, elle aussi, transformée en idéal pour tous. Dans sa réflexion sur la pauvre veuve et le riche pharisien (Mc 12, 44), Jésus enseigne effectivement que la modeste obole de la veuve compte davantage que les sommes faramineuses offertes par le pharisien : tout le monde est appelé à devenir évergète, proclame donc le texte.

La sagesse, enfin, un des attributs des rois juifs (comme Salomon) et des princes hellénistiques éclairés, est attribuée à Jésus dans un texte qui illustre parfaitement la révolution à l'œuvre : « *Le jour du sabbat, il se mit à enseigner dans la synagogue. Frappés d'étonnement, de nombreux auditeurs disaient : "D'où cela lui vient-il ? Et quelle est cette sagesse qui lui a été donnée, si bien que même des miracles se font par ses mains ? N'est-ce pas le charpentier, le fils de Marie et le frère de Jacques, de Joses, de Jude et de Simon ? Et ses sœurs ne sont-elles pas ici, chez nous ?"* » (Mc 6, 2-3). Comment le fils d'un charpentier pourrait-il être sage, se questionnent les spectateurs avec surprise, la sagesse étant réservée aux princes ?

Ce renversement des valeurs se condense dans la figure du royaume de Dieu – le terme grec employé pour le désigner, *basileia*, signifiant à la fois le royaume, le règne, la royauté. L'analyse de ceux qui sont appelés à la royauté par Jésus permet de prendre la mesure du bouleversement : il s'agit des pauvres (Mt 5, 3), des enfants (Mc 10, 13-16), des étrangers (Mt 8, 11), des femmes – et tout particulièrement des prostituées (Mt 21, 31). Et Jésus de prévenir : « *Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu* » (Mc 10, 25).

Ce Royaume, comme l'indique clairement la première demande de la plus célèbre prière chrétienne, le Notre Père, est d'ailleurs dès le début exclu de la sphère politique. « *Que ton règne vienne* » : ce n'est pas à l'homme de s'en occuper.

Cet article a initialement été publié dans « Le Monde des religions » n° 63, daté janvier-février 2014.

**Régis Burnet** est professeur de Nouveau Testament à l'université catholique de Louvain et auteur, entre autres, de « 24 heures de la vie de Jésus » (PUF, 2021).

26 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/luc-ferry-la-france-est-elle-structurellement-raciste-20220525>

Le Figaro, jeudi 26 mai 2022 709 mots, p. 17

Opinions

## La France est-elle « structurellement » raciste ?

Ferry, Luc

Un ministre de l'Éducation peut-il laisser ses idées personnelles au vestiaire quand il arrive Rue de Grenelle ? J'ai eu la chance de ne pas avoir à le faire. Gaulliste de toujours, je me suis retrouvé dans ma famille politique avec des projets déjà solidement mûris et bien ancrés dans l'universalisme républicain : réforme de la voie professionnelle, dédoublements de cours préparatoires, lutte contre l'illettrisme, rejet des communautarismes. En gros, Jean-Michel Blanquer fut sur la même ligne, son souci de l'universalisme et son hostilité au wokisme lui ayant coûté son poste, ce qui restera comme une tâche peu glorieuse dans les décisions d'Emmanuel Macron.

Le nouveau ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, a lui aussi des idées bien arrêtées, ce qui est évidemment son droit. Ses analyses sont assez documentées dans ses livres et ses interventions publiques pour qu'on puisse les citer sans déformer ses propos. Par exemple, selon lui, « *le génie français cache trop souvent un universalisme chauvin, d'homme, blanc, hétérosexuel* » de sorte qu'à ses yeux, la France souffre, ce sont ses mots, d'un « *racisme structurel* » .

Ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas seulement de dire qu'il y a en France du racisme et qu'il faut le combattre, ce qui serait une banalité, attendu qu'il y en a dans tous les pays et à toutes les époques. Non, il s'agit bien d'affirmer qu'il y a quelque chose d'essentiellement raciste dans le « génie français » , dans la culture morale et politique de notre pays.

Il faut savoir que cette thèse est défendue depuis des lustres par la gauche américaine, en particulier par les « décoloniaux » et les partisans de la « théorie critique de la race » qui tiennent notre conception de l'idée républicaine pour « aveugle aux couleurs » ( « colorblind » ) et comme telle, intrinsèquement raciste malgré ses prétentions à un universalisme de façade qui feint d'ignorer les races pour éviter la mise en place de politiques de discrimination positive dont Pap Ndiaye est un chaleureux partisan. C'est ce qui explique qu'il soit paradoxalement hostile à la suppression du mot « race » dans la Constitution comme au déboulonnage des statuts de personnalités racistes.

S'agissant des violences policières, il rejoint M. Mélenchon (lequel, cela dit au passage, s'est réjoui haut et fort de sa nomination) : il y aurait en France une « *attitude de déni, classique depuis longtemps, en ce qui concerne les violences policières* » , un diagnostic pourtant contestable au vu des mises en examen de policiers qui tombent comme à Gravelotte, la violence des manifestations des « gilets jaunes » ayant boosté comme jamais le discours antifics auquel notre ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, semble ne pas être insensible.

Mais c'est sans doute sur la question de l'islamo-gauchisme que l'opposition de Pap Ndiaye à ses prédécesseurs républicains est la plus manifeste. Voici à titre d'exemple ce qu'en disait Jean-Michel Blanquer le 20 février 2021 sur BFMTV : « *C'est un fait social indubitable en France. Quand vous avez M. Mélenchon qui participe à une manifestation du CCIF où il y avait clairement des islamistes radicaux, il tombe dans l'islamo-gauchisme sans aucun doute.* » Or voici ce qu'en pense notre nouveau ministre : « *Ce terme ne désigne aucune réalité dans l'université, c'est plutôt une manière de stigmatiser des courants de recherche.* » Non seulement la notion d'islamo-gauchisme ne serait selon lui qu'une invention de l'extrême droite, mais qui plus est une invention liberticide, uniquement destinée à museler les recherches sur la discrimination.

Encore une fois, à titre personnel, Pap Ndiaye a bien le droit d'adhérer au wokisme et à l'idéologie décoloniale importée des campus américains. En tant que ministre, c'est une autre affaire attendu qu'une large majorité de nos concitoyens est attachée à notre tradition de laïcité républicaine et d'universalisme. En dehors de l'extrême gauche, des décoloniaux et des fondamentalistes verts, la France n'est pas encore tombée dans le wokisme. Je n'ai aucun conseil à donner, mais si j'étais à nouveau Rue de Grenelle, mon premier souci ne serait certainement pas de « déconstruire » le « génie français » , ma priorité des priorités serait de continuer la lutte contre l'illettrisme, de restaurer pour tous l'enseignement des sciences, et par-dessus tout, de remettre à nouveau en place une véritable réforme de la voie professionnelle, d'y créer des filières d'excellence afin qu'elle n'apparaisse plus comme une voie de relégation. Simple bon sens, il est vrai...

26 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/afghanistan-les-presentateurs-tele-masques-par-solidarite-avec-les-presentatrices-20220525>

## Afghanistan : les présentateurs télé masqués par solidarité avec les présentatrices

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 19:31



Des membres du personnel de la chaîne 1TV, portant des masques noirs en signe de protestation symbolique contre les autorités talibanes. *WAKIL KOHSAR / AFP*

### **Au début du mois, le chef suprême des talibans a émis un ordre selon lequel les femmes devaient se couvrir entièrement en public, y compris le visage, idéalement**

Quelques secondes avant de passer à l'antenne, le présentateur afghan Nisar Nabil met un masque noir, un geste symbolique pour protester contre la décision des talibans d'obliger les présentatrices à couvrir leur visage à la télévision.

«*Nous prenons position pour soutenir nos collègues féminines*», a expliqué à l'AFP Nisar Nabil, qui travaille à TOLONews, la principale chaîne d'information privée d'Afghanistan. «*Lors de nos émissions d'information en direct ou de nos émissions politiques, nous portons des masques en guise de protestation*», a-t-il ajouté, après avoir présenté masqué un bulletin d'information.

Depuis leur retour au pouvoir l'année dernière, les talibans ont imposé une série de restrictions à la société civile, dont une grande partie visent à soumettre les femmes à leur conception intégriste de l'islam. Au début du mois, le chef suprême des talibans, Hibatullah Akhundzada, a émis un ordre selon lequel les femmes devaient se couvrir entièrement en public, y compris le visage, idéalement avec la burqa, un voile intégral doté d'une grille en tissu au niveau des yeux. Auparavant, un foulard couvrant les cheveux suffisait. Le redouté ministère afghan de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice avait ordonné aux présentatrices de télévision de s'y conformer d'ici samedi.

### **«Pression sur les médias»**

Les journalistes femmes avaient d'abord choisi de ne pas se plier à cet ordre, en passant à l'antenne en direct sans dissimuler leur visage. Avant de faire volte-face: dimanche, les présentatrices portaient le voile intégral, laissant uniquement voir leurs yeux et leur front, pour présenter les journaux sur les chaînes TOLONews, Ariana Television, Shamshad TV et 1TV.

Par solidarité avec leurs consoeurs et pour protester contre l'ordre des talibans, les présentateurs de TOLONews et 1TV ont décidé de passer à l'antenne en portant des masques noirs. Ainsi masqués, ils présentent aussi parfois des émissions en commun avec leurs collègues féminines. *«Les talibans veulent faire pression sur les médias avec ces restrictions (...). Ils veulent que les médias fonctionnent selon leurs plans»*, a regretté Nisar Nabil, portant une cravate et vêtu d'un blazer et d'un jean.

Dans les bureaux de 1TV, une autre importante chaîne privée, les présentateurs masculins et les employés du réseau portent aussi des masques, tandis que les femmes sont vêtues d'un voile intégral, laissant uniquement voir leurs yeux et leur front. *«Nous sommes d'accord avec nos présentatrices qui acceptent de porter des hijabs islamiques mais ne souhaitent pas avoir de masque, car il est difficile de tenir une émission pendant trois ou quatre heures comme ça»*, a déclaré à l'AFP le rédacteur en chef de la chaîne, Idrees Faroqi.

## **Restrictions pour les présentateurs ?**

*«Nous espérons qu'ils (les talibans) reviendront sur leur décision et supprimeront ces restrictions»*, ajoute-t-il. Derrière lui, une journaliste présente un bulletin d'information. Pendant les pauses, elle essuie la sueur qui perle sur son visage. Les responsables talibans ne semblent pas s'orienter vers une annulation du décret.

*«Si obliger les présentateurs à porter une cravate est accepté, alors pourquoi obliger à porter un hijab serait-il un mal»*, a estimé le porte-parole adjoint du gouvernement Inamullah Samangani, sur Twitter cette semaine. *«Si une cravate peut faire partie d'un uniforme (à la télévision), pourquoi un hijab ne peut-il pas en faire partie aussi ?»*, a-t-il ajouté. Selon Mohib Yousufi, présentateur à 1TV, ce n'est qu'une question de temps avant que les autorités n'imposent aussi des restrictions vestimentaires aux hommes. *«De nombreux présentateurs masculins craignent maintenant qu'il y ait aussi des restrictions sur leur façon de s'habiller»*, s'inquiète le journaliste, portant costume et masque noir. Sur la télévision d'État, où aucune femme ne présente le journal, les présentateurs masculins portent maintenant le shalwar kameez - la tunique traditionnelle afghane - et un turban.

26 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-editorial-du-figaro-derriere-le-burkini-la-volonte-d-islamiser-la-vie-quotidienne-20220525>

mercredi 25 mai 2022 - 20:35 UTC +02:00 410 mots

L'éditorial du Figaro:

## «Derrière le burkini, la volonté d'islamiser la vie quotidienne»

**Par Vincent Trémolet de Villers, directeur-adjoint de la rédaction du Figaro .**

S'il y a quelque chose d'apparemment dérisoire dans une querelle de maillot de bain, si on imagine mal le maréchal des logis-chef Cruchot traquer les burkinis comme autrefois les nudistes de Saint-Tropez, **il ne faut pas s'y tromper**. Cette victoire de la burqa sur le bikini est tout sauf anecdotique. Si le vêtement ne fait pas l'islamiste, il transporte malgré lui un rapport au monde, un art de vivre, une façon d'être. **L'islam, dans sa version politique et conquérante, est une religion du moindre détail.**

De l'assiette au maillot de bain, de la barbe au voile, elle se rappelle à chaque instant au point de développer un sentiment d'appartenance qui sépare l'existence entre ce qu'approuve Dieu et ce qu'il condamne. Une plage française, une piscine municipale, qui jusqu'ici jouaient paisiblement leur rôle de lieu de divertissement, deviennent des espaces de tension. L'insouciance balnéaire de ces moments à la Sempé est, elle aussi, victime de cette affirmation communautaire.

**Rien n'échappe à ce qu'il faut bien appeler une volonté d'islamisation de la vie quotidienne.** Éric Piolle et Jean-Luc Mélenchon peuvent se voiler la face avec le mouchoir du tartuffe, tout le monde a compris que, par leur compromis devenu compromission et bientôt soumission, ils **veulent d'abord s'attacher une force électorale, celle du vote musulman**. Celui-là même qu'Emmanuel Macron avait à l'esprit quand il a relié, durant l'entre-deux-tours, dans un raccourci intenable, voile et féminisme.

Plus profondément, à rebours de nos textes de loi, de nos usages et de nos coutumes, **le multiculturalisme cherche à s'imposer de la base jusqu'au sommet. L'archaïsme des Frères musulmans aidé des idiots utiles de l'extrême gauche** en profite à plein. Il prospère sur l'unique fierté contemporaine: **les droits individuels illimités**. Le burkini procède de cette modernité naïve qu'il contredit dans sa forme même. Après les querelles sur le voile, les cantines halal, le hidjab des footballeuses, **il confirme une fracturation du pays** que François **Hollande**, dans un rare moment de lucidité, avait exprimé en ces termes: **«Comment peut-on éviter la partition? Car c'est quand même ça qui est en train de se produire: la partition.»**

26 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/alliance-citoyenne-enquete-sur-les-militants-du-burkini-20220525>

**Le Figaro (site web)**

mercredi 25 mai 2022 - 19:45 UTC +02:00 1378 mots

## Alliance citoyenne: enquête sur les militants du burkini

Kovacs, Stéphane

**Fondée en 2012 à Grenoble, avant d'essaimer partout en France, l'association revendique aujourd'hui plus de 5000 membres.**



Des locataires HLM qui «se battent pour leurs droits», des habitants «debout pour la justice climatique», des «handi-citoyens» en lutte pour la «liberté de mouvement», des «femmes musulmanes» qui veulent faire du sport «comme tout le monde»... Chez Alliance citoyenne, on prône une approche «intersectionnelle» des luttes.

À grand renfort d'«actions de désobéissance civile» et de tirades sur le «vivre-ensemble», l'association a déjà obtenu de «belles victoires» depuis sa création en 2012, se réjouit sa coprésidente, Sana Souid: un meilleur accueil des étudiants étrangers par l'administration, des rénovations énergétiques dans les quartiers et, surtout, l'autorisation du burkini, la semaine dernière, dans les piscines municipales de Grenoble.

Plus de 5000 membres

Une «avancée progressiste» annulée par la décision du tribunal administratif, qui avait été saisi par le préfet de l'Isère d'un référé laïcité, tandis que l'opposition municipale avait déposé, au lendemain du vote, un recours en annulation devant la justice. Quant au procureur de Grenoble, il a ouvert une enquête sur l'existence de fichiers illégaux, tenus par Alliance citoyenne, recensant les origines ethniques, opinions politiques et religions de centaines d'habitants.

«Les injustices naissent des asymétries de pouvoirs», proclame sur son site l'association, qui veut «développer la capacité du plus grand nombre à s'organiser, agir, négocier». Avec une méthode importée des États-Unis, le «community organizing» - les syndicats de citoyens -, qui permet de gravir «les quatre marches de l'escalier du pouvoir citoyen». Fondée en 2012 à Grenoble, avant d'essaimer en Seine-Saint-Denis et dans l'agglomération lyonnaise, elle revendique aujourd'hui plus de 5000 membres. Au départ, il s'agit surtout d'aider les mal-logés et les handicapés. «De donner une voix à ceux qui ne l'ont pas assez», précise Sana Souid. On discute d'abord de la problématique qui nous unit, puis on contacte les décideurs. S'il n'y a pas de réponse, on relance. Et on monte une marche à chaque fois. S'il n'y a toujours pas de réponse, on lance une action, non violente, bien sûr. Et ensuite, on arrive à négocier, que ce soit avec les bailleurs, les mairies, les salles de sport.»

Ancien élu de la ville de Grenoble, chargé du handicap entre 2008 et 2014, Stéphane Gemmani, aujourd'hui conseiller régional du groupe socialiste et démocrate d'Auvergne-Rhône-Alpes, se souvient d'«une association très particulière»: «C'était violent comme façon de fonctionner, et très organisé: on voyait que ce n'était pas du simple bénévolat, rapporte-t-il. J'ai été saisi par exemple sur des problèmes d'ascenseur, et ça les embêtait presque que je sois coopératif: ils essayaient toujours de trouver un nouveau conflit! C'était une manière de remonter les troupes. On a rapidement décelé que c'était des gens qui faisaient leur petit-

*lait de la détresse des autres. À l'époque, il n'y avait pas de connotation religieuse dans leurs combats, mais il y avait une volonté de toucher les communautés, d'instaurer un climat délétère.»*

**En 2019, l'association prend un tournant communautariste.** Se présentant comme des «Rosa Parks musulmanes», des baigneuses en burkini - en «*maillot de bain couvrant*», préfère-t-on dire à Alliance citoyenne - investissent une piscine municipale grenobloise, en violation du règlement intérieur. Quelques semaines auparavant, elles avaient couru en hidjab, pour revendiquer «*la liberté des femmes voilées*». D'autres happenings du même acabit suivront. «*Derrière tout cela, il y a la stratégie permanente d'inversion des rôles et des valeurs, qui consiste à se présenter comme discriminé, alors que la démarche de ce collectif vise à fracturer la société*», pointe Matthieu Chamussy, à l'époque chef de file de l'opposition municipale de la droite et du centre. À Lyon, «*on a suivi la même procédure avec une salle de sport*», raconte Sana Souid, qui est aussi présidente du Syndicat des femmes musulmanes du Grand Lyon. *Premier courrier, deuxième courrier, pas de réponse. Donc on s'est amenées avec notre propre coach sportive, et on a fait notre cours dans le hall! Le directeur a fini par changer le règlement intérieur. Du coup, on a reproduit ça - sans action - sur plus de 200 salles de sport au niveau national.»*

Subventions coupées

En 2021, ce sont les **Hijabeuses**, un collectif de joueuses de foot musulmanes, qui poursuivent l'offensive, annonçant vouloir «*construire un rapport de force face aux décideurs politiques*». «*Des militantes islamistes avant d'être des sportives: certaines n'ont jamais croisé un ballon!* raille Naëm Bestandji, auteur du *Linceul du féminisme. Caresser l'islamisme dans le sens du voile* (1). **Victimisation permanente, détournement de slogans féministes, fusion de la radicalité islamiste avec l'ensemble des musulmans (s'opposer à l'islamisme serait ainsi s'opposer à tous les musulmans)...** *Conseillées par une agence de com, Raiz, elles participent à la banalisation du "sexisme religieux" et des Frères musulmans.»*

En 2015, l'une de ses porte-parole, **Taous Hammouti**, avait posté «**N'oubliez pas que c'est Charlie qui a dégainé le premier**» sur Facebook, deux jours après le massacre. «*Hébergée dans les locaux du Parti communiste, Alliance citoyenne, qui fut partenaire du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France, dissout en 2020, NDLR), est l'exemple même de la jonction entre une partie de l'extrême gauche et l'extrême droite musulmane*, décrypte Naëm Bestandji. *Il n'y a aucune assise idéologique, pas d'arguments de fond: tout tourne autour du buzz.* »

À deux reprises, poursuit l'auteur grenoblois, «*j'ai vu des militantes d'Alliance citoyenne, dans un centre commercial, interpellé systématiquement des femmes voilées, pour leur expliquer qu'elles étaient des victimes et que l'association pouvait défendre leurs droits. Elles recrutent aussi sur les réseaux sociaux.*» **Dans de curieux fichiers, dont l'existence a été révélée par Le Parisien**, l'association «*aurait détenu ou détiendrait encore des données à caractère personnel sensibles*», indique le parquet de Grenoble: «*Couple kabyle très en colère*», «*FN ou ne vote pas*», peut-on y lire notamment. «*Pour rendre possible l'organisation collective, l'Alliance citoyenne dispose d'un fichier de membres*», se justifie l'association. Elle «*fait confiance à la justice pour mener une enquête indépendante du pouvoir politique et de la volonté du ministre Darmanin de poursuivre sa chasse aux sorcières contre les associations de défense des droits des musulmans.*»

**Le financement? «Il y a des cotisations»**, répond Sana Souid. **Mais aussi d'importantes subventions de la Fondation Open Society du milliardaire hongaro-américain George Soros**, afin d'aider Alliance citoyenne à se «*transformer en une organisation nationale avec une visibilité nationale*». En 2017 et 2018, elle avait également touché des aides de la métropole de Grenoble, dans le cadre de la politique de la ville, coupées depuis. **En 2021, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin**, estimant que la structure s'était «*ralliée à la mouvance de l'antiracisme décolonial*» et visait «*à promouvoir des règles compatibles avec la charia*», **avait demandé à la Commission européenne d'annuler sa subvention de 60.000 euros. En vain.**

«*On dirait que les femmes musulmanes portant le voile sont tolérées en France quand elles restent chez elles*, s'insurge la coprésidente. *Nous sommes près de 900 000, et on nous interdit d'accéder à certains emplois, de nous baigner dans les piscines ou de pratiquer le foot en compétition. Et, quand on s'organise en association, l'État multiplie les entraves et les répressions abusives. Ce qui est certain, c'est qu'on demandera toujours nos droits.*» Et de promettre: «*Dans les centres de formation, les entreprises...*», l'association continuera «*à monter les marches*».

(1) Éditions Séramis, 2021

25 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/25/burkini-dans-les-piscines-municipales-la-justice-suspend-l-autorisation-votee-par-la-mairie-de-grenoble\\_6127688\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/25/burkini-dans-les-piscines-municipales-la-justice-suspend-l-autorisation-votee-par-la-mairie-de-grenoble_6127688_3224.html)

## Burkini dans les piscines municipales : la justice suspend l'autorisation votée par la mairie de Grenoble

Le tribunal administratif de Grenoble reproche à la majorité municipale d'avoir « gravement porté atteinte au principe de neutralité du service public ». Très controversé, le texte avait fait l'objet d'un recours du préfet de l'Isère.

Par [Richard Schittly](#) (Lyon, correspondant) (avec AFP)

Publié aujourd'hui à 20h19, mis à jour à 21h19

La décision ne manquera pas de ranimer le débat politique. Le tribunal administratif de Grenoble a suspendu, mercredi 25 mai, la disposition votée par la mairie de Grenoble autorisant le port du burkini dans les piscines municipales. Le tribunal a estimé que cette mesure portait « *gravement atteinte au principe de neutralité du service public* ».

Saisi par la préfecture de l'Isère, en vertu de la procédure du « déferé laïcité », le tribunal administratif a donc fait suite à la demande du ministère de l'intérieur. Et ceci sur un point de détail vestimentaire, qu'avait soulevé le président à la toute fin de l'audience.

### Le burkini « s'affranchit des règles communes »

Jean-Paul Wyss s'était interrogé sur la constitution exacte du burkini, notamment sur la partie flottante de ce maillot de bain. Cette remarque soulevait la contradiction avec le nouveau règlement qui préconise des tenues en tissus spécifiques, « *près du corps* ». Une contradiction qui fait penser au tribunal que le burkini « *s'affranchit des règles communes* ».

« *En permettant aux usagers du service public communal des piscines de Grenoble de porter des tenues "non près du corps", sous la seule condition qu'elles soient moins longues que la mi-cuisse – comme c'est le cas notamment du vêtement de baignade appelé burkini –, c'est-à-dire en dérogeant à la règle générale d'obligation de porter des tenues ajustées près du corps pour permettre à certains usagers de s'affranchir de cette règle dans un but religieux, ainsi qu'il est d'ailleurs reconnu dans les écritures de la commune, les auteurs de la délibération litigieuse ont gravement porté atteinte au principe de neutralité de service public* », disent les trois juges administratifs, dans l'ordonnance que *Le Monde* a pu consulter.

« *Si les usagers du service public peuvent exprimer librement, dans les limites fixées par la loi, leur appartenance religieuse, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution interdisent à quiconque de se prévaloir de ses croyances pour s'affranchir des règles communes organisant et assurant le bon fonctionnement des services publics* », estime le tribunal administratif de Grenoble.

La Ville a désormais [quinze jours pour faire appel](#) de la décision devant le Conseil d'Etat.

### « Revendications communautaristes » pour la préfecture

Très controversé, le texte, qui autorise de facto le port du burkini – mais aussi le maillot anti-UV pour tous ainsi que la baignade seins nus pour les femmes – avait été adopté à une courte majorité, et devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juin. Certains alliés du maire écologiste Eric Piolle se sont désolidarisés du projet, sur fond de tempête politique nationale.

Le préfet avait expliqué avoir reçu des instructions du ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, relatives à la saisie le tribunal en cas d'adoption du nouveau règlement.

Il estimait que son « *objectif manifeste est de céder à des revendications communautaristes à visées religieuses [et qu'il] paraît contrevenir au principe de laïcité posé par la loi de 1905 ainsi qu'aux dispositions de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République* ». Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin s'est immédiatement [félicité sur Twitter](#) de cette « *excellente nouvelle* ».

L'opposition municipale, qui a aussi déposé un recours devant le même tribunal, a fait savoir mardi qu'elle entendait « *en cas de rejet de la requête (...), développer tous les autres moyens de droit qui justifient la suspension et l'annulation de cette décision* » lors d'une audience prévue le 31 mai prochain.

25 mai (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/mongrenier-l-otan-est-la-structure-adequate-pour-garantir-la-securite-et-l-integrite-de-l-ukraine-20220524>

## Jean-Sylvestre Mongrenier: «L'Otan est la structure adéquate pour garantir la sécurité et l'intégrité de l'Ukraine»

Par [Elisabeth Crépin-Leblond](#)

Publié hier à 18:42, mis à jour il y a 7 heures



«Poutine a considéré que le refus de fait d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine à l'Otan permettait à la Russie de les attaquer et de les démembrer», Jean-Sylvestre Mongrenier. *PASCAL ROSSIGNOL / REUTERS*

**FIGAROVOX/ENTRETIEN - Andrij Melnyk, l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, a affirmé dans une interview que son pays voulait rejoindre prochainement l'alliance atlantique. Pour le chercheur, la menace russe qui pèse sur l'Europe rend essentiel l'appui des États-Unis.**

*Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur à l'Institut Thomas More. Il est l'auteur du Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie post-soviétique, PUF, 2022*

---

**FIGAROVOX.- Une adhésion de l'Ukraine à l'Otan pourrait-elle faciliter les négociations avec la Russie ou à l'inverse ne risquerait-elle pas de rompre tout espoir d'accord de paix?**

**Jean-Sylvestre MONGRENIER.** - Il ne s'agit pas de faciliter des négociations mais de s'interroger sur les conditions objectives qui permettront à l'Ukraine de préserver sa liberté, sa sécurité et son intégrité territoriale. Force est de constater que le statut de «non-aligné», c'est-à-dire une forme de neutralité, celui de l'Ukraine après qu'elle avait levé sa demande d'adhésion à l'Otan, en 2010, a été violé par la Russie. Dès 2014, en s'emparant *manu militari* de la Crimée, puis en déclenchant une guerre dite «hybride» au Donbass qui n'a pas cessé depuis. **Le 24 février, voilà trois mois, la Russie a lancé une offensive de grande envergure sur le territoire ukrainien, brisant à nouveau les engagements pris dans le cadre du Mémorandum de Budapest (1994) et dans celui du traité d'amitié russo-ukrainien (1997). Sans parler de l'Acte final d'Helsinki (1945) et de la Charte de la nouvelle Europe (Paris, 1990).**

Quant à la solution de la «finlandisation», longtemps présentée à Paris comme une martingale diplomatique, reportons-nous à la récente décision d'Helsinki de poser sa candidature à l'Otan. En fait, cette demi-satellisation avait été subie par la Finlande et ne faisait figure que de moindre mal (un moindre mal est toujours un mal). Moscou pesait sur la souveraineté extérieure de la Finlande mais aussi sa vie politique intérieure, et même sa vie intellectuelle et culturelle. Par exemple, il n'était pas question d'éditer Soljenitsyne à Helsinki ! **Sitôt le bloc soviétique dissous et l'URSS disloquée, la Finlande s'est employée à**

sortir de la «finlandisation». De son côté, la Suède a également redéfini son statut de «non-allié», se réservant le droit de contracter une alliance.

**Négociateur pour négocier, en faisant l'impasse sur les objectifs réels de Moscou, n'a pas de sens.**

*Jean-Sylvestre Mongrenier*

Enfin, de quel «espoir», de quel «accord de paix» parlons-nous ? C'est une expectative qui repose sur deux hypothèses non fondées: Vladimir Poutine voudrait mettre fin à cette guerre ; il chercherait un arrangement, une «porte de sortie» répète-t-on. Rien de tel. Le maître du Kremlin veut s'emparer de tout ou partie de l'Ukraine, et ce qu'il ne pourra conquérir et contrôler directement, il le détruira. S'il a redéfini ses objectifs guerriers, en centrant les opérations dans le Donbass et le Sud ukrainien, c'est par nécessité. Cela ne signifie pas que Poutine a renoncé à son objectif d'ensemble, quand bien même il lui faudrait faire une pause stratégique après avoir enregistré de nouveaux gains territoriaux. **Négociateur pour négocier, en faisant l'impasse sur les objectifs réels de Moscou, n'a pas de sens.**

**Face à la Russie, l'Ukraine peut-elle se passer de l'appui des États-Unis pour garantir sa sécurité et son intégrité territoriale ? Une défense européenne ne serait-elle pas préférable ?**

Il est évident que l'appui des États-Unis est essentiel, ce qui rappelle l'importance de l'échelon transatlantique et donc de l'Otan dans la défense de l'Europe. Il en est ainsi depuis l'après-1945. Faut-il rappeler que ce sont les Britanniques et les Français qui, face à la «Russie-Soviétique», ont demandé aux Américains de s'engager militairement en Europe ? L'Administration Truman et le Congrès des États-Unis n'étaient pas encore acquis à la négociation d'une alliance transatlantique. Et lorsque l'Alliance atlantique est signée, le 4 avril 1949, ce sont les Français qui insistent le plus pour que l'organisation militaire prévue par le texte (l'Otan) soit rapidement mise en place.

Quant à l'«Europe de la défense» telle qu'elle est pensée dans le cadre de l'Union européenne, elle n'est pas la défense de l'Europe: la **PSDC** (Politique de sécurité et de défense commune) est dédiée à la «gestion de crise» et les missions qui lui ont été confiées sont civilo-militaires pour l'essentiel. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle a été conçue, **la défense, au sens fort du terme, relevant de l'Otan**. S'il en est ainsi, c'est parce qu'il y a un consensus sur la question. **Aucun pays européen, serait-ce la France ou l'Allemagne, n'a la volonté politique, les capacités militaires et la légitimité requises pour assumer le rôle qui est celui des États-Unis dans l'Otan**. Que je sache, la France n'a pas officiellement adopté une doctrine explicite de dissuasion élargie. Tout au plus laisse-t-elle planer une certaine incertitude sur la définition de ses intérêts vitaux.

**La défense de l'Europe repose largement sur l'engagement américain, quand bien même les alliés européens contribuent-ils à la posture stratégique de l'Otan.**

*Jean-Sylvestre Mongrenier*

Certes, le traité de Lisbonne (2008) a introduit une clause de défense mutuelle (l'article 42 alinéa 7), mais le *Commonwealth* paneuropéen qu'est l'Union européenne n'a pas la substance, la volonté et les moyens de protéger l'Ukraine d'une future agression russe, après la pause stratégique que Moscou pourrait rechercher si le bassin du Don et le sud du pays étaient conquis. **Pour se transformer en un acteur géostratégique global de plein exercice, il faudrait que l'Union européenne devienne une fédération : les «États-Unis d'Europe»**. Or, les conditions objectives, les points d'appui et les facteurs porteurs d'une telle mutation ne sont pas réunis. L'Union européenne n'est pas parvenue à ce que Pierre Manent nomme le «moment cicéronien», ce point de basculement d'une forme politique à une autre. **La défense de l'Europe repose largement sur l'engagement américain, quand bien même les alliés européens contribuent-ils à la posture stratégique de l'Otan.**

**Paris et Berlin s'étaient opposés à la candidature de l'Ukraine au sommet de Bucarest en 2008, un consensus des alliés pour intégrer l'Ukraine à l'Otan en plein conflit est-il envisageable ?**

De fait, à peine envisagée, la candidature de l'Ukraine a été reportée *sine die*, Paris et Berlin y faisant obstacle lors du sommet de Bucarest (2-4 avril 2008). **Leur argument: ne pas provoquer la Russie. À l'évidence, cette politique d'apaisement a échoué. Poutine a considéré que le refus de fait d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine à l'Otan permettait à la Russie de les attaquer et de les démembrer.** C'est ce qui s'est produit. Il faut tirer les leçons de quinze ans de complaisance et d'accommodements.

À l'évidence, il vaut mieux être dans l'Otan que demeurer à l'extérieur de ce périmètre de sécurité. **Croit-on sérieusement que l'Europe serait plus stable si les États baltes, la Pologne et les autres pays d'Europe centrale et orientale étaient restés dans une «zone grise» ?** Au demeurant, la Finlande et la Suède ont compris que la seule appartenance à l'Union européenne et une simple coopération avec l'Otan (le Partenariat pour la Paix) ne suffiraient pas à garantir leur sécurité dans la durée. En viendra-t-on à dénoncer leur «atlantisme» forcené et aveugle ? **Enfin, il ne s'agit pas d'intégrer l'Ukraine à l'Otan en plein conflit mais de réfléchir aux conditions futures de la défense et de la sécurité de ce pays.**

Quelles sont les autres possibilités ? La seule intégration à l'Union européenne ? Cela impliquerait que Français et Allemands, entre autres, soient prêts à accorder à l'Ukraine les garanties de sécurité qu'ils lui refusent dans le cadre de l'Otan. Sans les États-Unis donc. On ne peut y croire. En fait, Paris et Berlin n'envisagent l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne qu'à long terme. Que se passera-t-il dans l'intervalle ? **Un statut de neutralité suffirait-il ? Et qui donc garantirait ce statut ? La parole de Poutine ?**

**Il importe de comprendre que la menace russe qui pèse sur l'Europe ne saurait s'expliquer par un quiproquo, une série de maladroites ou un problème d'ordre technico-institutionnel.**

*Jean-Sylvestre Mongrenier*

**Une adhésion de l'Ukraine à l'Otan entraînerait-elle une extension du conflit à toute l'Europe?**

Un comportement de soumission à l'égard de la «Russie-Eurasie», une puissance révisionniste dont les ambitions territoriales sont explicites et assumées à Moscou, nous préserverait-il de la guerre ? **Faudrait-il croire aux intentions pacifiques prêtées à Poutine, s'il obtenait enfin le Donbass, et ce au prix d'une guerre de conquêtes sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale ?**

Il importe de comprendre que la menace russe qui pèse sur l'Europe ne saurait s'expliquer par un quiproquo, une série de maladroites ou un problème d'ordre technico-institutionnel: **cette menace est structurelle, c'est une donnée géopolitique, et il faut la contrer. Cela implique un dispositif de défense et de dissuasion: la paix par la force.**

**Si l'on veut garantir à l'avenir la sécurité et l'intégrité de l'Ukraine, et celle de l'Europe, la structure adéquate est celle de l'Otan.** Parce que les États-Unis en sont membres et qu'ils conservent les moyens d'un «stabilisateur hégémonique». Parce que la profondeur stratégique de l'Atlantique Nord permet de contrebalancer la «Russie-Eurasie». Remarquons enfin que le bassin du Don constitue la limite géohistorique orientale de l'Europe.

25 mai (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/die-gegenwart/zukunft-des-westens-die-feinde-der-liberalen-ordnung-17979817.html?premium>

ZUKUNFT DES WESTENS:

## Die liberale Ordnung und ihre Feinde

VON STEPHAN BIERLING UND GERLINDE GROIT

25.05.2022



Chinesische und russische Verbände bei einem gemeinsamen Manöver Im August 2021 Bild: dpa

**Das westliche Modell, internationale Beziehungen zu organisieren, gründet auf Freiheit, Souveränität und Gleichberechtigung. Deshalb wollen es Russland und China zerstören. Ein Gastbeitrag.**

Ein finanzieller Bankrott, schrieb Ernest Hemingway in seinem Roman „Fiesta“, könne sich auf zwei Arten abspielen: erst allmählich, dann plötzlich. Das gilt auch für das Ende internationaler Ordnungen. Die Pax Britannica des 19. Jahrhunderts begann mit dem Aufstieg Deutschlands und der Vereinigten Staaten zu wanken und zerfiel abrupt im Ersten Weltkrieg. Das sowjetische Modell, nach marxistisch-leninistischer Sicht das Endziel der Geschichte, torkelte eine Dekade lang, bevor es 1991 binnen weniger Monate kollabierte.

**Heute setzen Moskau und Peking auf den Zusammenbruch der seit dem Ende des Kalten Krieges dominierenden liberalen Ordnung. Seit Jahren werden sie nicht müde zu verbreiten, wie dekadent, kraftlos und ohnmächtig der Westen geworden sei.**

Brexit, Trump-Präsidentschaft, Afghanistan-Fiasko und ängstliche Reaktionen auf militärische Provokationen bestärken Russland und China in ihrem Glauben. **Mehr noch: Wladimir Putin und Xi Jinping befördern den Abstieg dieser Ordnung, so gut es nur geht.** Sie säen Zwietracht in und zwischen Demokratien, erpressen Staaten mit wirtschaftlichen Instrumenten und weiten ihren Einflussbereich wie in der Ukraine und im Südchinesischen Meer mit Gewalt aus.





Dr. Gerlinde Groitl lehrt Internationale Politik an der Universität Regensburg. :Bild: Zacharias

**Aber warum wollen die beiden Mächte das liberale Modell vernichten?** Wieso nutzen sie dazu unterschiedliche Mittel? Und was kann der Westen tun, um seine Ordnung zu stärken?

Zunächst ein paar allgemeine Überlegungen. Internationale Ordnungen regeln das Zusammenleben einer Gruppe von Staaten, einschließlich ihrer Prinzipien und Institutionen. Hinter diesen Ordnungen stehen Länder, die dazu die nötigen Fähigkeiten besitzen – politische, militärische, ökonomische und technologische, aber auch kulturelle. **Ohne Macht keine Ordnung. Und Macht bestimmt, wie weit die Ordnung reicht.** So waren es die beiden Siegerstaaten des Zweiten Weltkriegs, die USA und die Sowjetunion, die ihr Modell auf weite Teile des internationalen Systems ausdehnen konnten.

Macht ist also die Voraussetzung internationaler Ordnungen, doch nicht deren einzige Währung. **Der Charakter der Ordnungen wird geprägt von einem Wechselspiel von Macht und Ideen.**

**Während Moskau während des Kalten Krieges seinen Einfluss auf Besatzungstruppen, Totalüberwachung und kommunistischen Allmachtanspruch stützte, bot Washington anderen Ländern des Westens Schutzgarantien, Demokratie und offene Märkte.**

Tatsächlich versuchen die Stifter dieser Ordnungen, die Welt um sich herum so zu gestalten, wie es ihren zu Hause erprobten Praktiken und Werten entspricht. Mit diesen wurden ihre Eliten sozialisiert, mit diesen kennen sie sich aus. Vor allem sichern internationale Ordnungen, die nach eigenem Abbild errichtet wurden, das heimische Herrschaftsmodell. **Die Pax Americana spiegelt also Regierungssystem und politische Praxis der USA, die Pax Sovietica reflektierte die der UdSSR.**

## Pax Americana, ein Imperium durch Einladung

**Die Eckpfeiler der Ordnung, die Washington nach 1945 etabliert hat, sind die Anerkennung des Existenzrechts der anderen Staaten, der weitgehende Ausschluss von Gewalt als Instrument der Politik, die Achtung von Regeln und Beschlüssen, die unter Gleichberechtigten vereinbart wurden, die Lösung von Konflikten durch Kompromisse, dazu Selbstbestimmung, gemeinsame Institutionen, freier Handel.** Der Clou: **Die Amerikaner brauchten dafür keine Blut-und-Eisen-Politik.** Vielmehr erwiesen sich diese Prinzipien in Kombination mit der amerikanischen Sicherheitsgarantie als **so reizvoll, dass sich viele Länder ihnen freiwillig anschlossen.**

Die Westeuropäer bildeten die Vorhut. Im asiatischen Raum traten alte Demokratien wie Australien und Neuseeland, aber auch neue wie Japan und später Südkorea, die Philippinen und Taiwan der Pax Americana bei. Zum ersten Mal in der Geschichte entstand ein **„Empire by invitation“, ein Imperium durch Einladung, wie es der norwegische Historiker Geir Lundestad 1986 formulierte.** Das Ende des Kalten Krieges brachte der liberalen Ordnung den nächsten Schub. Auch die ehemaligen Satelliten Moskaus in Mittel- und Osteuropa und viele ehemalige sowjetische Republiken wollten ihr unbedingt angehören. Sie versprach

ihnen Freiheit, Souveränität und Wohlstand und damit alles, was sie im Zwangssystem des Kremls nie hatten.

## Diktaturen hatten vermeintlich ausgedient

Das westliche Modell, internationale Politik zu organisieren, breitete sich bis in die Jahre nach der Jahrhundertwende stetig aus. **Die Zahl der Demokratien wuchs, mehr und mehr Länder drängten in die NATO und die Europäische Union.** Die Diktatur hatte vermeintlich ausgedient. Der Mix aus Macht und Moral, also die materielle Überlegenheit der Vereinigten Staaten plus die Kraft der liberalen Ideen, verurteilte jede offene Opposition gegen diese Ordnung zum Scheitern. Selbst revisionistische Staaten wie Russland und China waren in dieser Phase militärisch und ökonomisch zu schwach und hatten weltanschaulich zu wenig zu bieten, um den Westen direkt in die Schranken zu weisen.

Doch wirklich universell wurde diese Ordnung nie, obgleich selbst ihre Gegner mit den Prinzipien zu liebäugeln schienen. **Die Globalisierung der Wirtschaft machte Peking und Moskau deutlich, dass der Weg zu Wohlstand und Stärke über Markt und internationalen Handel führte.** Deshalb übernahmen sie aus dem westlichen Erfolgspaket allein jenen Part, der ihnen den machtpolitischen Wiederaufstieg ermöglichen sollte. **Beide buhlten um Auslandsinvestitionen und Transfer von Wissen, beide strebten in die Welthandelsorganisation (WTO) – mit Erfolg.** Innerhalb von zwanzig Jahren avancierte China zum größten Warenexporteur und Russland zu einem der wichtigsten Energielieferanten der Welt. Der Westen jubilierte. Es schien, als ob die beiden Staaten Teil der liberalen Ordnung würden. **Fast alle westlichen Politiker, insbesondere deutsche, gaben sich dem Selbstbetrug hin, ökonomische Kooperation werde deren Regime demokratisieren.**

Dabei wollten Moskau und Peking nichts weniger als das. **Weder das staatskapitalistische China noch die russische Petrokleptokratie akzeptierten den normativen Kern der Marktwirtschaft: die Geschäftsbeziehungen freier Bürger und Unternehmer ohne politische Einflussnahme, dazu Vertragssicherheit und Chancengerechtigkeit.** Moskau und Peking reduzierten den Markt auf seine Effizienz und unterwarfen die Ökonomie im Zweifel dem Primat der Politik. **Wirtschaftlicher Erfolg diente der herrschenden Elite stets nur dazu, sich selbst zu bereichern, ihre Macht zu festigen und das Land für den unvermeidlichen Zusammenprall mit der liberalen Ordnung zu rüsten.**

## Gegen die Ideen der liberalen Ordnung

Denn dieses Modell bedroht durch seine schiere Existenz das Wesen des russischen wie des chinesischen Herrschaftssystems: **die Diktatur nach innen wie die Dominanz nach außen.** Tatsächlich sehen sich beide Regime schon lange in einem Abwehrkampf gegen die Ideen der liberalen Ordnung, nämlich dass Bürger unveräußerliche Rechte gegenüber dem Staat und alle Staaten souveräne Gleichheitsrechte untereinander besitzen. Die Vereinigten Staaten und ihre Verbündeten haben diese Prinzipien nach dem Kalten Krieg immer stärker in den Institutionen und der Praxis der internationalen Politik verankert – etwa in Form einer Schutzverantwortung der Vereinten Nationen für den Fall, dass ein Staat seine Bürger nicht vor schweren Menschenrechtsverstößen bewahrt.

2011 kam diese Verantwortung erstmals zur Geltung, als der UN-Sicherheitsrat während des Bürgerkriegs in Libyen den Schutz der Zivilbevölkerung anordnete. Für Moskau und Peking war diese Entwicklung gefährlich, streben doch beide danach, ethnische Gruppen in ihrem Herrschaftsgebiet kulturell oder gar physisch auszulöschen: Krimtataren und Ukrainer, Tibeter und Uiguren.

Bei allen Unterschieden zwischen dem russischen und dem chinesischen Regime ist nicht zu übersehen, dass beide die Diktatur international verankern, vermeintliche Ungerechtigkeiten der Geschichte revidieren und ihren „legitimen“ Platz als globale Ordnungsmächte zurückerobern wollen. **Beide fürchten nichts mehr als das Virus der Freiheit, und sie verabscheuen die Schranken, die ihnen die liberale Ordnung mit ihren Normen, Institutionen und Verträgen auferlegt.** Es ist kein Zufall, dass sich die Propaganda Moskaus und Pekings tagtäglich an den USA abarbeitet. Sie sind der Anker des westlichen Systems. Gelänge es, Washington und die Europäer zu spalten, hätten Russland und China das wichtigste Etappenziel ihres Kampfes gegen die liberale Ordnung erreicht.

## Russland kämpft aus innerer Schwäche

Für dieses Ziel arbeiten die beiden Länder seit Jahren immer intensiver zusammen. Ihre jeweilige Machtposition und ihre Zukunftsaussichten erzwingen allerdings unterschiedliche Strategien. **Russland ist trotz des wirtschaftlichen Aufschwungs in den 2000er-Jahren dank steigender Öl- und Gaspreise ein kranker Staat.** Seine Bevölkerung schrumpft seit 1991 kontinuierlich auf heute 145 Millionen, allein im Jahr 2021 überstieg die Sterbe- die Geburtenzahl um eine Million. **Die Lebenserwartung russischer Männer lag 2020 bei 67,3 Jahren** und damit auf Platz 129 von 193 Ländern – hinter Ruanda, Kambodscha und dem Irak. Von 2012 bis 2019 verließen zwei Millionen Hochqualifizierte das Land. **Die Wirtschaft lebt von fossilen Energieträgern, bis auf Waffen verfügt es kaum über exportfähige Industrieprodukte.** Der amerikanische Senator John McCain nannte es schon nach dessen erstem Überfall auf die Ukraine „**eine von der Mafia betriebene Tankstelle, die sich als Staat tarnt**“. Selbst das Bruttoinlandsprodukt von Kanada, Australien oder des amerikanischen Bundesstaates Texas war 2020 größer als das Russlands.

Moskau kämpft also aus innerer Schwäche gegen die liberale Ordnung. **Dazu kommt sein unattraktives Herrschaftsmodell. Russland ist eine faschistische, korrupte Diktatur, deren internationale Macht auf dem ererbten ständigen Sitz im UN-Sicherheitsrat, auf militärischem Drohpotential und politischer Ruchlosigkeit basiert.** Der Kreml mag für bedrängte Tyrannen in Syrien und Belarus Partner der Wahl sein. Um freilich eine internationale Ordnung nach seinen Wünschen zu gestalten, fehlt ihm die Fähigkeit, Gefolgschaft zu mobilisieren und öffentliche Güter wie ein gemeinsames Verteidigungs- oder Freihandelssystem bereitzustellen.

Die von Russland gegründeten internationalen Institutionen, die Eurasische Wirtschaftsunion (EAWU) und die Organisation des Vertrags über kollektive Sicherheit (OVKS), haben nur eine Handvoll Mitglieder und keinerlei Strahlkraft. Letztlich dienen sie Moskau als Instrumente, um in Kasachstan, Belarus, Armenien, Kirgisistan und Tadschikistan die Zügel zu führen. Im Januar 2022 entsandte Russland im Rahmen der OVKS Truppen nach Kasachstan, um Proteste gegen den dortigen Machthaber niederzuschlagen.

Die ökonomische und ideelle Schwäche übt einen doppelten Druck auf Russlands Strategie aus, die liberale Ordnung zu zerstören. Erstens ist Eile geboten, weil die eigene Machtposition erodiert. **Und da Moskau kaum über politische und kulturelle Ausstrahlung verfügt, muss es sich, zweitens, auf indirekte und direkte Gewalt stützen. Es setzt daher auf Diffamierung, Desinformation, Drohung, Bruch von Normen und verschleierte Operationen bis hin zur militärischen Aggression.** Wie die Mittel, so ist auch die Vision für die vom Kreml angestrebte internationale Ordnung rückwärts auf Ideen des 19. Jahrhunderts gerichtet. Im selbsterklärten nahen Ausland des ex-sowjetischen Raums soll gemäß dem imperialen Selbstbild **nur eine Regel** gelten: **Unterwerfung wie im Zarenreich und in der UdSSR.** Außerhalb seiner Einflusszone will Russland als starke und unabhängige Großmacht über die Weltpolitik mitbestimmen.

## Repression mit Hilfe neuer Technologien

In China liegen die Dinge anders. **Auch die Volksrepublik fühlt sich durch die liberale Ordnung bedroht. Auch sie arbeitet systematisch daran, dieses Modell zu zerstören. Aber China hat die Chancen der Globalisierung genutzt, um binnen weniger Jahrzehnte zu einem Industriegiganten zu werden.** Dabei flirteten die Kommunisten in Peking nicht einmal mit westlichen Werten, wie es Russland unter Boris Jelzin in den frühen 1990er-Jahren getan hatte. **Stattdessen erstickte Peking freiheitliche Ideen im Keim und schreckte sogar vor Massenmord wie beim Tiananmen-Massaker 1989 nicht zurück.** Bis heute versteht es die KP, ihr Machtmonopol zu verteidigen. **Dabei nutzt sie alle neuen Technologien von Gesichtserkennung bis Internetzensur, um die totale Überwachung und Kontrolle umzusetzen.**

**Noch nie in der Geschichte ist ein Staat so schnell so reich geworden wie China.** Heute ist es nach Kaufkraftparität die größte Volkswirtschaft und stärkste Exportnation der Erde. Außerdem hält es die höchsten Währungsreserven. **Das Land ist für 130 Staaten der wichtigste Handelspartner, darunter fast alle Staaten Asiens, Afrikas und Lateinamerikas.** Chinas Wachstumsprognosen übertreffen die der westlichen Staaten. Obwohl das Land **den Amerikanern militärisch nach wie vor unterlegen ist, rüstet Peking vor allem bei Raketen und Nuklearsprengköpfen massiv auf.** Seine Marine verfügt mittlerweile über mehr Schiffe als die amerikanische.

Chinas breites Arsenal an machtpolitischen Instrumenten ermöglicht es ihm, andere Strategien als Russland zu verfolgen, um die liberale Ordnung zu unterminieren. **Das Land muss nicht primär auf Gewalt setzen, sondern kann auf politische und wirtschaftliche Mittel zurückgreifen.** Dabei ist China überzeugt, dass die Zeit sein Verbündeter ist.

**Bis zum hundertsten Geburtstag der Volksrepublik 2049 will die KP den „chinesischen Traum“, nämlich eine „nationale Wiedergeburt“ als Weltmacht, realisieren.** In einer von den USA dominierten, von liberalen Prinzipien durchzogenen internationalen Ordnung lässt sich dieses Ziel nicht erreichen – schließlich **erfordert die Wiedergeburt die Annexion Taiwans und die territoriale Expansion im Südchinesischen Meer sowie die Hegemonie in Ostasien und darüber hinaus.**

China arbeitet deshalb daran, die liberale Ordnung von innen auszuhöhlen und durch ein eigenes Modell zu ersetzen, das viel ehrgeiziger angelegt ist als das Moskaus. Es geht Peking nicht allein um regionale Dominanz und Multipolarität, sondern um eine **sinozentrische Welt.** Andere Länder sind Objekte dieser Ordnung – als Rohstofflieferanten und Absatzmärkte, als Stimmvieh in den Vereinten Nationen und als Staffage bei Audienzen in Peking, die als Gipfelbegegnungen getarnt sind. In dieser Welt ordnen sich alle Staaten den Vorgaben der chinesischen KP unter, werden für Wohlverhalten belohnt und für Unbotmäßigkeit bestraft.

## Der Bannstrahl der KP

**Das wichtigste Instrument zur Schaffung einer Pax Sinica ist die Wirtschaft.** Mit seiner **Belt-and-Road-Initiative** kurbelt China seit 2013 Investitionen in Straßen, Schienen, Häfen, Kraftwerke, 5-G-Netze und Glasfaserkabel von mittlerweile **140 Partnern** an. **Dabei verspricht Peking, anders als der Westen mit seinen Sozial- und Umweltauflagen, sich nicht in die inneren Angelegenheiten der Empfängerländer einzumischen.** In der Realität geschieht das Gegenteil: **Wer das Unterdrücken der Uiguren oder das Zerschlagen der Demokratie in Hongkong kritisiert, wer den Dalai Lama empfängt oder Beziehungen zu Taiwan ausbaut, den trifft der Bannstrahl der KP.** Zudem erfolgen Kredit- und Auftragsvergabe intransparent und ohne Rücksicht auf internationale Standards. Davon profitieren korrupte Eliten, und wenn das Geld für oft fehlgeplante und überteuerte Projekte nicht fristgerecht zurückgezahlt wird, fallen die Einrichtungen mitunter an chinesische Firmen und Banken. **Investitionen in Schlüsselindustrien der Zielländer schaffen ökonomische Abhängigkeiten und eröffnen Möglichkeiten, Kontrolle über sicherheitssensible Bereiche zu gewinnen.**

Parallel unterminiert Peking die liberale internationale Ordnung, indem es neue Institutionen schafft und bestehende umzupolen versucht. So rief China 2015 die Asiatische Infrastruktur- und Investitionsbank (AIIB) mit Sitz in Peking ins Leben. Mit ihren inzwischen 89 Mitgliedern stellt sie eine direkte Konkurrenz zur westlich dominierten Weltbank dar. Die Shanghaier Organisation für Zusammenarbeit (SOZ), gegründet 2002 und mit ihrem Sekretariat ebenfalls in Peking angesiedelt, bildet ein Gegengewicht zum Netz amerikanischer Militärbasen in Asien und ein Bündnis autoritärer Staaten gegen Farbrevolutionen. **Zugleich baut China seine Macht in den Vereinten Nationen systematisch aus. Es stellt heute in vier der 15 wichtigsten UN-Organisationen den Vorsitzenden und in weiteren neun den Stellvertreter.**

**Peking arbeitet ebenfalls systematisch daran, internationale Kritik an seinen Menschenrechtsverstößen zu blockieren.** Ein Beispiel: Im Juli 2019 forderten 24 Länder in einem Brief an den Präsidenten des UN-Menschenrechtsrats, die Unterdrückung der Uiguren in Xinjiang zu untersuchen. China antwortete mit einem ablehnenden Schreiben – unterzeichnet von 37 Staaten. Und **es definiert Menschenrechte einfach um. Anstatt von Individualrechten, wie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte von 1948 festgelegt, sollen künftig Kollektivrechte wie wirtschaftliche Entwicklung gelten.** Auch ignoriert Peking Entscheide internationaler Gerichte. Alles das unterstreicht: **China will globaler Regelsetzer und nicht Regelnehmer sein.**

**Ist die liberale Ordnung also am Ende, wie Peking und Moskau verkünden? Tatsächlich haben ihre tragenden Nationen sie in den vergangenen zwei Jahrzehnten selbst beschädigt: durch Hybris, Selbstbezogenheit, wirtschaftliche Gier und Appeasement von Diktaturen. Aber es steckt Leben in der liberalen Ordnung.** Das liegt zunächst an ihrer materiellen Stärke. Sie wird getragen von **vier Dutzend**

**Staaten mit einem Anteil von 60 Prozent an der Weltwirtschaft wie an den globalen Verteidigungsausgaben.** Es liegt jedoch insbesondere an der Attraktivität ihrer Ideen, wie Ukrainer und Balten, Taiwaner und Moldauer den alten und oft verzagten Demokratien zu deren Schande demonstrieren. Weltweit streben Migranten in die USA, nach Großbritannien, Deutschland und Australien, kaum einer geht freiwillig nach Russland oder China.

**Moskaus Angriff auf die Ukraine zeigt, wie eine russische internationale Ordnung aussehen würde. Das findet kaum ein Land auf der Welt attraktiv. In der UN-Generalversammlung unterstützten den Krieg gerade einmal vier Staaten: Belarus, Syrien, Eritrea und Nordkorea.** Von der Zahl wie von der Bedeutung her lässt sich mit ihnen kein eigenes Ordnungsmodell begründen. Selbst wenn Putin in der Ukraine militärisch siegen sollte, ist der **Preis der Aggression enorm: die Wirtschaft des Landes ist zerrüttet, sein Ansehen ruiniert. Außerdem hat Russland mit seiner Invasion den Westen stärker zusammengeschweißt, als es tausend Gipfelerklärungen hätten tun können.** Und Geschlossenheit von Partnern ist eine mächtige Waffe.

## Gegen den Wunsch der Biden-Regierung

Letzteres wird auch China zu denken geben. Nur auf den ersten Blick profitiert das Regime davon, dass sich Russland noch stärker in seine Abhängigkeit begibt und sich der Westen auf Osteuropa statt auf Ostasien konzentriert. Seit Jahren ist es Pekings Ziel, die EU auf seine Seite zu ziehen. Nicht ganz erfolglos: Ende 2020 verabschiedete der Europäische Rat unter Druck Berlins gegen den ausdrücklichen Wunsch der neu gewählten Biden-Regierung ein Investitionsschutzabkommen mit China. **Doch selbst den strategisch unbedarften Deutschen wird mit dem Überfall auf die Ukraine langsam klar, wie fatal Abhängigkeit von Despotien sein kann – sei es von russischen Energielieferungen, sei es vom chinesischen Markt.** Xis Unterstützung für Putins Vernichtungskrieg dürfte die Skepsis gegenüber China verstärken.

**Der Westen** sollte indes nicht allein auf die Selbstbehauptungskraft der liberalen Ordnung und auf die Fehler ihrer Feinde vertrauen. Vielmehr **muss er sein Modell entschlossen verteidigen.** Dazu sollte **er alles tun, um der ukrainischen Armee zu einem Sieg über die russischen Invasoren zu verhelfen. Eine militärische Niederlage Moskaus wäre das Ende von Putins Herrschaft und seiner imperialen Phantasien.** Als Nächstes bedarf es der **Wiedereinführung des Koordinationsausschusses für multilaterale Ausfuhrkontrollen (Cocom),** der im Kalten Krieg alle westlichen Technologieexporte in den Ostblock genehmigte. Ziel wäre diesmal neben Russland vor allem China, dem der Zugang zu strategischen Gütern und Dienstleistungen verwehrt werden muss.

Schließlich sollte der **Westen versuchen, über die EU und die NATO hinaus ein globales politisches Gremium zu etablieren.** In ihm könnten die großen Demokratien Nordamerikas, Europas und Asiens die liberale Ordnung revitalisieren. Zu den bisherigen G-7-Mitgliedern USA, Japan, Deutschland, Frankreich, Großbritannien, Italien und Kanada sollten Südkorea, Australien, Polen, Spanien und die Skandinavier mit einem Sitz stoßen. **Eine solche Gruppe der 12 würde die Vereinigten Staaten entlasten und die Bürde der Führung verteilen.** Gelänge all dies, könnte es lange dauern, bevor Hemingways Bankrott-Diktum auf die liberale Ordnung zutrifft.

25 mai (Wall Street Journal)

[https://www.wsj.com/articles/joshua-katz-princeton-campus-cancel-culture-woke-mob-11653350161?mod=opinion\\_lead\\_pos6](https://www.wsj.com/articles/joshua-katz-princeton-campus-cancel-culture-woke-mob-11653350161?mod=opinion_lead_pos6)

• COMMENTARY

## Princeton Fed Me to the Cancel Culture Mob

The university claims it fired me for a long-past offense—for which I was already punished—but the truth should worry everyone.

By Joshua Katz

Updated May 24, 2022 10:07 am ET



*Princeton University's New Jersey campus.*

PHOTO: GETTY IMAGES

Nearly two years ago, I [wrote in these pages](#), “I survived cancellation at Princeton.” I was wrong. The university where I taught for nearly a quarter of a century, and which promoted me to the tenured ranks in 2006, has revoked my tenure and dismissed me. Whoever you are and whatever your beliefs, this should terrify you.

The issues around my termination aren’t easy to summarize. What is nearly impossible to deny (though Princeton does deny it) is that I have been subjected to “[cultural double jeopardy](#),” with the university relitigating a long-past offense—I had a consensual relationship with a 21-year-old student—for which I was already suspended for a year without pay well over a decade after my offense. This was, I emphasize, a violation of an internal university rule, not a Title IX matter or any other crime.

Why would one of the country’s leading educational institutions do this to a successful faculty member who once made a grave mistake, admitted to this mistake as soon as he was investigated for it and served his time without complaint? Unfortunately, the current environment makes the question all too easy to answer: In the summer of George Floyd, certain opinions about the state of America that would have been considered normal only a few months earlier suddenly became anathema. For better or worse, I was the first on campus to articulate some of these opinions, publicly criticizing a number of “antiracist” demands, some of them clearly racist and illegal, that

hundreds of my colleagues had signed on to in an open letter to the administration in early July 2020.

While I stand by my words to this day, even in the immediate aftermath of the faculty letter, [few](#) of my colleagues gave signs of standing by theirs. But as they go about their merry destructive way, I live with the tremendous [backlash](#) against me, which has never ceased. It was during a fleeting and illusory lull in late July 2020—after Princeton’s president, Christopher Eisgruber, who had initially condemned me, stated that what I had written was protected speech after all—that I rashly suggested all was well.

So what did I get wrong? There are at least five things of which I was unaware. First, I didn’t yet know that one of my colleagues had, in her official capacity as director of graduate studies, written an individual letter to every graduate student in the classics department about the “pain” I had caused. Second, I didn’t yet know that, in a Zoom session about “equity” only a couple of days later, students and colleagues would badger me to apologize. (For what exactly, they did not say, and I refused—which was [absolutely the right thing](#) to do.) Third, I didn’t yet know that, with only a handful of exceptions, almost none of my colleagues would ever speak to me again. Fourth, I didn’t yet know that the university would make an example of me to the entire incoming freshman class in August 2021, singling me out among sitting faculty as a virulent racist, in part by [doctoring](#) a quotation from my article—a move that has brought [widespread condemnation](#).

And then there is the fifth thing. I didn’t yet know at the end of July 2020—and could scarcely have imagined—that two student reporters at the Daily Princetonian had begun digging into my past in an attempt to destroy me. The result of their investigations was [published](#) in early February 2021, whereupon the editor-in-chief wrote an email to her staff about the “stellar reporting,” which “has been in the works for seven months,” that is to say, since early July 2020, only days, if not hours, after I had criticized the faculty letter. This stellar reporting uncovered the illicit relationship, which was already known to the administration and for which I had already been punished. But that is not all: The reporters also made a series of false and outrageous claims about my behavior. As longtime [New York Times](#) legal reporter Stuart Taylor Jr. put it, the Daily Princetonian’s “unprecedented investigation and hit piece . . . threw away basic journalistic standards,” for “[n]o credible newspaper would . . . print an article with such a large number of unnamed sources, filled with conjecture and innuendo.”

But no matter. The point was to stir up the mob, which it did. It also stirred up the woman with whom I’d had the relationship so many years earlier. Having resolutely refused—of her own volition, I stress—to participate in the investigation that led to my suspension, she now provided the university with a selection of decontextualized emails. I then provided the context, in full detail, but the administrators didn’t care. They had their ammunition and were all too glad to use it.

In October, John McWhorter wrote in his best-selling book “Woke Racism” that I would “not be selling pencils on the street anytime soon” since I had “said no and survived.” He was partly right. I will be fine: I have a wonderful wife and parents, I have true friends, and I am not indigent. I won’t need to sell pencils on the street. But not everyone who is dismissed from his job is so fortunate. I shudder to think of how things would be for me if I didn’t have a safety net.

To quote the [Journal editorial board](#), “The dean of the faculty insists that Mr. Katz’s politics ‘is not germane to the case.’ And if you believe that, you have been living in a cave off-campus.” Quite right—except that no one does live in a cave off-campus. Unfortunately, as [Andrew Sullivan](#) put it in 2018, “we all live on campus now.” It is high time to leave, and to rescue town from gown.

25 mai (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/05/25/428124-inflation-le-nouveau-combat-de-bruno-le-maire-est-il-perdu-davance>

25 mai 2022

## Inflation : le nouveau combat de Bruno Le Maire est-il perdu d'avance ?

Michel Albouy

Tout le monde connaît la détermination sans faille de notre ministre de l'Économie et des Finances. Mais est-ce que cette détermination sera suffisante pour lutter contre l'inflation ?



Lors de sa confirmation comme ministre de l'Économie et des Finances du nouveau quinquennat du Président Macron, Bruno Le Maire a déclaré que la *priorité* du nouveau gouvernement sera la « *protection des Français contre l'inflation* », proche de 5 % sur un an en avril 2022.

« *Dès demain nous allons donc nous atteler à la préparation du projet de loi sur le pouvoir d'achat* », a affirmé le ministre de l'Économie et des Finances, reconduit vendredi 20 mai 2022 dans ses fonctions. « *Je recevrai dès lundi les acteurs économiques pour étudier avec eux comment ils peuvent aussi participer à la protection des Français contre la hausse des prix* », a-t-il ajouté à l'occasion de la passation de pouvoir au ministère des Comptes publics, un portefeuille désormais détenu par Gabriel Attal, qui succède à Olivier Dussopt.

L'ennemi étant désigné, reste à savoir comment le numéro deux du gouvernement compte le combattre. On se rappelle qu'au Bourget un certain François Hollande avait désigné le monde de la finance comme étant son ennemi lors de sa campagne présidentielle. On sait aussi ce qu'il en advint : les banques et les marchés financiers n'ont pas eu vraiment à s'en plaindre pendant son quinquennat.

Combattre l'inflation peut paraître une tâche facile pour certains : il suffit de bloquer les prix du panier de la ménagère pour stopper la montée de la fièvre. C'est ainsi que font florès les propositions de blocage des prix de l'énergie, des produits de consommation, des loyers. Pour soulager les ménages on peut aussi indexer les salaires et les retraites sur l'inflation, distribuer du pouvoir d'achat à l'aide de bons d'essence, etc.

Mais toutes ces mesures techniques à très court terme négociées au plus haut niveau avec les syndicats ouvriers et patronaux sont-elles de nature à enrayer l'inflation qui a repris avec vigueur et dont tous les experts s'accordent à dire qu'elle est là pour durer ? On peut en douter.

# L'inflation : un phénomène qui était minoré en 2021

Il n'y a pas si longtemps – c'était en septembre 2021, soit il y a moins d'un an – la Banque de France, naturellement citée par le ministre de l'Économie d'alors, estimait que la hausse récente de l'inflation en France était de nature temporaire :

*« La hausse récente de l'inflation en France est de nature temporaire mais peut encore durer plusieurs trimestres. Elle est liée à une normalisation après le creux de 2020 et à l'augmentation des prix industriels et de l'énergie. Après un point haut lié à ces effets temporaires, l'inflation reviendrait en dessous de 2 % dans le courant de 2022. »*

En prenant en compte différents facteurs, la projection de la Banque de France publiée en septembre 2021 prévoyait un pic d'inflation à 2 3/4 % fin 2021, suivi d'un contrecoup en 2022. Après avoir reflué, elle devait revenir en 2023 sur une pente ascendante mais plus graduelle, avec une moyenne de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023. Aujourd'hui elle est proche de 5 % en rythme annuel et nous sommes loin de cette prévision. C'est dire si on peut encore faire confiance à nos instituts d'études économiques.

Bien évidemment en septembre 2021, alors que l'économie se relevait péniblement de la crise sanitaire de la Covid-19, personne n'anticipait que la Russie allait envahir l'Ukraine le 24 février 2022, précipitant ainsi la hausse du prix des énergies fossiles et fragilisant l'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest en gaz et en pétrole.

Aujourd'hui et malgré la nomination de Bruno Le Maire, les pressions sur les cours de toutes les matières premières vont persister voire s'amplifier car leurs marchés vont rester durablement déséquilibrés. C'est notamment le cas dans le domaine des énergies fossiles dont la demande reste élevée, celui des matières premières exigées par la transition énergétique, et celui des productions agricoles soumises aux aléas climatiques voire à la guerre en Ukraine.

Et cela sans compter les raretés induites par les embargos, voulus ou subis, liés aux événements géopolitiques. Par ailleurs, le coût du travail va avoir tendance à augmenter du fait des revendications salariales qui risquent d'apparaître du fait même de la perte de pouvoir d'achat induite par l'inflation.

## Le gouvernement peut-il vraiment lutter contre l'inflation ?

Tout le monde connaît la détermination sans faille de notre ministre de l'Économie et des Finances. Mais est-ce que cette détermination sera suffisante pour lutter contre l'inflation ? On peut en douter, surtout quand on observe ses premières mesures prises dans le précédent gouvernement et qui doivent être votées dans le prochain budget rectificatif qui sera présenté après les élections législatives des 12 et 19 juin 2022. Pour l'essentiel, ces mesures qui s'élèvent à 16 milliards de dépenses supplémentaires concernent la protection du pouvoir d'achat : augmentation générale du salaire des fonctionnaires, chèque alimentaire, revalorisations des retraites et des minimas sociaux notamment.

Citons également parmi les mesures prises par le gouvernement en octobre 2021 le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz. Évidemment, avec ce bouclier tarifaire, l'inflation due au coût de l'énergie a été contenue, ce dont se félicitait Bruno Le Maire qui était fier de rappeler que la France avait le taux d'inflation le plus faible de la zone euro (près de 5 % en France contre 8 % en Allemagne). Au passage, il oubliait que

cette performance toute relative était essentiellement due au mix énergétique différent entre notamment la France avec le nucléaire et l'Allemagne avec les énergies fossiles.

De fait, pour le moment il s'agit davantage de « protéger » les ménages des conséquences de la hausse des prix plutôt que de s'attaquer aux racines du mal. On retrouve ici la chère devise du Président Macron du « Quoiqu'il en coûte ».

On ne peut qu'être pantois d'admiration pour notre ministre qui ose déclarer en même temps que « *la maîtrise des comptes publics fait partie de l'ADN de notre majorité* ». Pour Bruno Le Maire les dépenses engagées pour le pouvoir d'achat « *ne nous empêcheront pas de respecter les engagements du président de la République sur la baisse de la dette publique et la réduction des déficits* ».

Quand on sait que le déficit des comptes publics était de 6,5 % du PIB fin 2021 et que la dette publique frisait les 113 % du même PIB, on mesure le défi auquel est confronté notre ministre.

Bien évidemment, bloquer les prix ne peut avoir qu'un temps. Il arrive un moment où la position des producteurs, des entreprises, des bailleurs n'est plus tenable. Alors que fera notre valeureux ministre si les déséquilibres persistent ? Contrairement à l'époque du franc, il n'aura pas à sa disposition l'arme de la dévaluation si souvent utilisée dans le passé.

Par ailleurs, avec la hausse de l'inflation, les banques centrales vont certainement modifier leurs politiques monétaires et augmenter les taux d'intérêts. Quand on connaît le montant de la dette publique française, 2800 milliards d'euros, on ne peut que s'inquiéter de la conséquence de la hausse des taux d'intérêts sur le budget de l'État. Ainsi, selon le gouverneur de la Banque de France, une hausse de 1 % des taux d'intérêt représente au bout de dix ans un coût supplémentaire de près de 40 milliards d'euros par an, soit quasiment le budget actuel de la Défense. Et ce n'est pas avec le rétablissement de l'ISF qui rapportait environ 5 milliards par an que l'État pourra faire face à ces coûts supplémentaires.

Ayant perdu l'arme de la monnaie, n'ayant que peu de marges de manœuvres pour lutter contre les déséquilibres des marchés, notamment ceux de l'énergie, confronté à des demandes de revalorisation des salaires et des retraites, il semble bien que le combat de notre ministre contre l'inflation relève davantage de la rhétorique que du réel.

Bien sûr, nous ne pouvons que lui souhaiter bonne chance dans ce combat. Les risques à venir sont bien réels car la hausse généralisée des prix des biens et services va longtemps impacter le niveau de vie des Français et se traduire par une baisse de leur pouvoir d'achat malgré toutes les promesses. Le pire serait que nous assistions à de nouveaux mouvements de contestation populaire comme celui des Gilets jaunes.

25 mai (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/05/25/428245-damien-abad-nouveau-ministre-nouveau-tribunal-mediatique>

POLITIQUE

25 mai 2022

## Damien Abad : nouveau ministre, nouveau tribunal médiatique

Pierre Farge

Dans l'affaire Abad, au nom de la présomption d'innocence, rien n'autorise de réclamer une sanction comme une démission, ou plus simplement salir une image.



Accusé de viols Damien Abad se dit «innocent» et ne démissionnera de son poste de ministre Le Parisien youtube

La formation du nouveau gouvernement entraîne son lot habituel de révélations sur la vie des ministres. La dernière d'entre elles vise Damien Abad pour de présumées violences sexuelles... datant de plus d'une décennie, et déjà classées sans suite par la justice.

Malgré le rapport d'octobre 2021 de l'ancienne garde des Sceaux Élisabeth Guigou sur la protection de la présomption d'innocence mise à mal par la presse, ce principe est de nouveau piétiné quelques jours après la formation du gouvernement avec la mise en cause d'un nouveau ministre.

Ancien député de l'Ain et Président LR, c'est curieusement lorsqu'il est nommé membre du gouvernement que son passé refait subitement surface, comme si les plaignantes retrouvaient la mémoire en le voyant sur le devant de la scène.

## Il est important de respecter la présomption d'innocence

Fort du phénomène #MeToo, la voix des victimes est entendue plus que jamais partout en France, et c'est une excellente nouvelle que la justice puisse être rendue plus utilement et plus rapidement. Pour autant, cette libération de la parole doit intervenir dans le respect d'un des principes les plus fondamentaux de notre droit : la présomption d'innocence.

Et en l'espèce, la présomption d'innocence devrait avoir un sens d'autant plus important que ces deux femmes ont porté plainte pour viols entre 2010 et 2011, plaintes donnant lieu à deux classements sans suite en 2012 et en 2017.

## **Attention à la justice populaire**

Partant, rien n'autorise – sinon peut-être la volonté de faire polémique et vendre du papier – de réclamer une sanction comme une démission, ou plus simplement salir une image.

Sauf donc à considérer que n'importe qui peut se faire justice lui-même en un tweet ou une simple déclaration péremptoire dans un média, l'institution judiciaire demeure garante du respect de cette présomption d'innocence, des suites qu'elle donne, ou non, à une plainte conformément au droit en vigueur.

25 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/elections-legislatives/le-rapport-qui-demolit-le-programme-economique-de-melenchon-25-05-2022-2476980\\_573.php](https://www.lepoint.fr/elections-legislatives/le-rapport-qui-demolit-le-programme-economique-de-melenchon-25-05-2022-2476980_573.php)

## Le rapport qui démolit le programme économique de Mélenchon

ENTRETIEN. Guillaume Hannezo, ancien conseiller de François Mitterrand, publie un rapport très sévère sur les conséquences du programme économique de la Nupes.



Jean-Luc Mélenchon, le 19 mai, lors de la présentation du programme de la Nupes devant (de gauche à droite) Olivier Faure et Corinne Narassiguin (PS), et Julien Bayou (EELV). © THOMAS SAMSON / AFP

*Par Michel Revol*

Publié le 25/05/2022 à 07h30

**L**e « choix de Tsipras ». Ainsi les experts nomment-ils l'alternative tragique à laquelle le Premier ministre grec est confronté, en 2015, pour sauver son pays de la faillite : accepter la cure d'austérité sévère imposée par le FMI, ou plonger la Grèce dans le chaos. À l'époque, Tsipras opte pour la première solution ; il se soumet au FMI. Jean-Luc Mélenchon Premier ministre devrait-il, s'il appliquait l'entièreté de son programme, suivre la même voie ? Guillaume Hannezo le craint. Dans un rapport publié par Terra Nova, un think tank proche du Parti socialiste, le professeur associé à Normale Sup et ancien conseiller économique de François Mitterrand dresse un tableau inquiétant des mesures contenues dans le programme de la Nupes, l'alliance gouvernementale entre LFI, le PS, EELV et le PC.

La retraite à 60 ans (avec quarante annuités), la hausse du smic et des cotisations sociales auraient, selon cet expert, des conséquences désastreuses pour le pays. Les entreprises réduiraient les salaires pour retrouver leurs marges, et licencieraient. Très vite, il faudrait creuser la dette pour financer le coût du programme, évalué par l'Institut Montaigne à 332 milliards d'euros annuels (250 milliards, selon la Nupes). Les taux d'intérêt s'envoleraient, vidant d'autant plus les caisses de l'État. Annuler la dette de la France, comme le suggère LFI ? La BCE, qui la détient en grande partie, refuserait. La seule solution, selon Hannezo, serait une sortie de l'euro pour offrir à la France la possibilité de battre monnaie, entraînant une fuite massive des capitaux à l'étranger, une chute des investissements dans l'Hexagone et un appauvrissement sévère du pays.

« Quel que soit le choix retenu [...], le coût d'une aventure populiste de ce type, ajouté à la dégradation tendancielle des finances publiques, affectera durablement le pouvoir d'achat des Français et aboutira *in fine* à des remises en cause profondes des mécanismes de solidarité, écrit Guillaume Hannezo. Les riches, ceux qui ont du patrimoine, ceux qui travaillent pour l'économie ouverte, savent naviguer dans ce genre d'accident historique. Ce qui sera ébranlé durablement, ce sera la solvabilité de l'État, c'est-à-dire le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Aucune gauche de gouvernement ne pourra jamais se remettre d'avoir participé à une telle expérience, si jamais elle devait voir le jour. »

**Le Point :** S'il y avait une ligne directrice à retenir du programme économique que Jean-Luc Mélenchon veut appliquer, quelle serait-elle ?

**Guillaume Hannezo** : Le programme se présente comme un plan de relance, comme en 1981. Mais en fait cela n'a rien à voir. L'enveloppe de dépenses prévues est sept fois plus importante qu'en 1981 en proportion du PIB. Elle emmènerait le déficit structurel entre 10 et 15 % du PIB, alors qu'en 1981 on était passé de 0 à 2,8 % . Et cela en partant d'une dette quatre fois plus élevée. Ce n'est pas un plan de relance, c'est un plan de dépôt de bilan.

**La plupart des mesures qu'il suggère ont déjà été appliquées dans le passé, comme l'avancement de l'âge de départ en retraite, la hausse du smic ou encore celle des cotisations. Pourquoi ces mesures ne fonctionneraient-elles pas aujourd'hui ?**

Je n'ai pas critiqué le projet d'augmenter le smic, sur lequel des économistes sérieux ont des opinions divergentes. Je critique un projet de train de dépenses récurrentes supplémentaires de 320 milliards d'euros, soit 13 % du PIB, dont 85 milliards pour la retraite ; il ne vous a pas échappé qu'il y a plus de seniors aujourd'hui qu'en 1981, plus de gens ayant une carrière complète, et que le niveau de vie des retraités n'a plus rien à voir avec celui d'il y a 40 ans. Il est d'ailleurs supérieur à celui des actifs. Donc, la retraite « à 60 ans pour tout le monde » coûte beaucoup plus cher. Je critique aussi un plan d'augmentation des prélèvements assis sur les salaires de 50 milliards, six fois plus en proportion du PIB qu'en 1981, qui viendra en plus de la hausse du smic et détruira, et au-delà, tous les emplois créés depuis les réformes engagées par François Hollande, et complétées par la majorité actuelle.

**La critique essentielle de votre rapport réside dans l'impossibilité pour la France d'emprunter assez pour financer les mesures de la Nupes. Un gouvernement Mélenchon serait-il pour autant obligé d'augmenter notre endettement ou nos déficits ? Les mesures prévues pour compenser, comme la hausse des impôts, ne peuvent-elles suffire ?**

Non, face aux 350 milliards de dépenses, il y a 50 milliards de hausses de cotisations sociales, qui ont un effet négatif sur l'emploi, et 50 milliards de hausses d'impôts sur les riches et les multinationales, dont je ne critique pas le principe, mais qui sont surévaluées et négligent les impacts sur l'assiette. Donc il faudra financer un énorme déficit, et il n'y a que deux manières de le faire : l'endettement et la création monétaire. Et comme on entre dans une période d'inflation, aucun économiste ne recommandera de financer durablement les déficits par la planche à billets.

**À vous lire, le programme de la Nupes est une aberration économique, qui nous conduirait au « choix de Tsipras », la soumission ou le chaos. Doit-on en conclure que les experts économiques de LFI méconnaissent les règles de l'économie et de la finance ?**

Ils méconnaissent les lois de l'économie, le fonctionnement de la finance, et surtout, les leçons de l'Histoire, qui se rappellent pourtant périodiquement à nous, avec des petites crises, comme celle qui a fait reculer la coalition italienne pour un programme de relance de 2 % du PIB, des crises très graves, comme la crise grecque ou, pour ceux qui vont au-delà, des pays qui sombrent dans le chaos. Il y a suffisamment d'exemples en Amérique latine.

**En combien de temps Jean-Luc Mélenchon devrait-il, à vos yeux, prendre le tournant de la rigueur ?**

Avant de lire la nouvelle version du programme (celle dévoilée le 19 mai, NDLR), je vous aurais dit que cela dépend : les pertes de confiance des marchés peuvent mettre du temps à survenir. Mais maintenant, je vois que la Nupes veut réaliser un « audit citoyen pour déterminer la part de la dette illégitime », un vocabulaire imité tout droit de M. Varoufakis (ancien ministre des Finances d'Alexis Tsipras, NDLR). Autrement dit, la coalition annonce elle-même, dès le départ, aux marchés financiers, qu'il faut compter qu'elle ne remboursera pas au moins une part de la dette, et envisage calmement le premier défaut de l'État français depuis 1797. Soit dit en passant, je suis stupéfait que le PS, un parti de gouvernement, ait trouvé assez d'énergie pour faire des réserves sur les limitations à la chasse, à la corrida et... aux stock-options, mais pas là-dessus !

Comment réagiriez-vous à cela si vous étiez un investisseur en dette française rémunéré à 1 % d'intérêt ? Vous financeriez les 500 milliards par an que M. Mélenchon aura besoin de lever tous les ans pour financer

son déficit hors dette, plus les intérêts de la dette, plus les tombées ? Et si vous le faites, à quel taux, avec quelle prime de risque ? 10 % ? 20 % ? Donc très vite les marchés ne financeront plus. Contrairement à ce que semblent croire certains experts de LFI, la banque centrale ne financera pas non plus. Cela reviendrait à financer avec la copropriété européenne les besoins d'un seul État, à créer massivement de l'inflation dans toute l'Europe pour que M. Mélenchon puisse dépenser la monnaie créée. Ce serait un abus de biens sociaux européens. Donc la BCE ne créera pas d'euros par centaines de milliards pour financer M. Mélenchon.

### **La France de Mélenchon suivrait-elle forcément la Grèce de Tsipras, forcée de se plier au remède de cheval imposé par le FMI ?**

Pas forcément, ça peut être bien pire. D'abord, même si M. Mélenchon fait le « choix de Tsipras », la France est beaucoup plus grosse que la Grèce, les voisins ne pourront donc pas aider autant qu'ils l'ont fait pour la Grèce à financer les services publics essentiels, le temps que le pays revienne en excédent primaire et puisse se passer des marchés financiers. L'austérité sera donc pire.

Ensuite, il peut ne pas faire le « choix de Tsipras », et faire l'autre choix, celui de l'abîme que Syriza a contemplé un moment et dans lequel il a choisi de ne pas se lancer : d'abord, émettre des assignats pour payer les retraités et les fonctionnaires, qui se dévalueront par rapport à la monnaie des riches, du CAC40, du secteur exposé, qui restera en euros ; puis, comme il faudra que ce désastre soit de la faute de quelqu'un, aller encore plus loin, la sortie de l'euro, la redénomination de toutes les créances et de toutes les dettes (certaines converties en euros, certaines en francs) qui provoquera une chaîne de faillites, l'effondrement des banques, la sortie des traités, la fermeture du pays, etc. Il faudra aussi équilibrer les comptes extérieurs, personne n'y échappe : on peut créer des francs Mélenchon autant qu'on veut, pas des dollars ou des euros du Nord pour régler les importations.

### **Le programme de la Nupes n'est-il pas, d'abord, un moyen de faire la révolution que souhaite Jean-Luc Mélenchon ? Ce programme renverse la table, il est donc cohérent !**

Il renverse la table, oui, mais sur la tête des pauvres. Les riches, on l'a vu en Grèce ou en Amérique latine, naviguent très bien dans ce genre d'accident historique : leur fortune sera depuis longtemps en actifs non convertissables en francs Mélenchon quand tout cela se produira. Ceux qui paieront, ce sont ceux qui dépendent de la solvabilité de l'État, parce qu'ils n'ont pas de patrimoine. Vous savez, il faut prendre au sérieux les programmes. Quand on gagne, ils vous engagent, au moins à essayer. Donc, M. Mélenchon essaiera : personne ne peut être aussi cynique que ce que vous décrivez. Où que cela s'arrête, le coût sera énorme. La gauche de gouvernement ne pourra pas s'y associer.

25 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/25/les-reformes-des-retraites-proposees-par-le-gouvernement-sont-a-haut-risque-politique-et-les-principales-oppositions-a-haut-risque-economique\\_6127573\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/25/les-reformes-des-retraites-proposees-par-le-gouvernement-sont-a-haut-risque-politique-et-les-principales-oppositions-a-haut-risque-economique_6127573_3232.html)

« Les réformes des retraites proposées par le gouvernement sont à haut risque politique, et les principales oppositions à haut risque économique »

TRIBUNE

**Frédéric Bizard**

**Professeur d'économie, ESCP, spécialiste des questions de protection sociale et de santé**

L'économiste Frédéric Bizard énonce, dans une tribune au « Monde », quatre raisons qui plaident en faveur de l'abandon du système de l'âge légal de la retraite en France.

Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 06h00 Temps de Lecture 4 min.

Le démographe **Alfred Sauvy** (1898-1990) écrivait : « *Si fondamentaux sont les problèmes de populations qu'ils prennent de terribles revanche sur ceux qui les ignorent.* » **Cela fait trente ans que la France connaît avec précision l'impact démographique du vieillissement sur nos systèmes sociaux. Si les pouvoirs publics ne sont pas restés inactifs, la série d'ajustements paramétriques de nos retraites (et de notre santé) depuis les années 1990 a toujours reporté l'ajustement structurel.**

**Cette politique court-termiste des petits pas** a miné la confiance de la population dans notre système de retraites (77 % sont inquiets sur leur avenir). Une majorité des Français attendent une réforme de fond, dont 85 % des 18-24 ans. Le report de l'âge légal de la retraite à 65 ans est la mesure jugée la plus négativement par les Français (69 % y sont opposés). Le rejet de cette mesure rejoint une volonté de solutions structurelles de long terme, pas uniquement comptables, et cohérentes avec l'évolution de la société.

La première raison est que **l'âge effectif de départ à la retraite sera de plus en plus déconnecté de l'âge légal à législation inchangée**. De 62,2 ans aujourd'hui, cet âge effectif sera proche de 64 ans dès 2035. **Le critère d'âge légal est secondaire dans la décision de prendre sa retraite par rapport à la durée de cotisations pour disposer d'une retraite d'un montant suffisant.**

La deuxième raison est liée à **l'entrée de plus en plus tardive des générations actuelles** sur le marché du travail qui va creuser l'écart de l'âge effectif de la retraite entre les assurés.

**L'allongement de la durée moyenne des études supérieures** (de seize mois en 1985 à plus de trente-cinq mois aujourd'hui) **va, de fait, retarder l'âge de départ à la retraite de nombreux citoyens. Sachant qu'il existe une causalité entre la durée des études et le niveau de vie des personnes, il est juste que le critère principal soit la durée de cotisations et non l'âge légal. La retraite à 60 ans pour ceux qui ont démarré à travailler à 17 ans doit être possible sans dérogation.**

## **Autonomie et liberté**

La troisième raison est l'évolution des principes fondamentaux à instaurer dans notre modèle social du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce dernier considère l'individu comme un être singulier, unique et non plus anonyme, abstrait. Cet individu a des capacités et aspirations individuelles qui doivent s'intégrer dans la gestion de ses risques sociaux.

L'autonomie et la liberté sont au cœur du nouveau modèle et viennent compléter les principes de l'universalité des droits, de la solidarité, de la démocratie sociale et de l'équité intergénérationnelle. **Pour**

répondre à cette évolution, seul un système de retraite choisie, qui privilégie la durée de cotisations à celui de l'âge légal, répond à ce nouvel horizon.

**Enfin, la raison économique plaide pour la modulation des pensions à partir de la durée de cotisations en utilisant une logique d'âge pivot, de décote et de surcote. Dans le système actuel, on observe une préférence des Français pour travailler plus longtemps en contrepartie d'une hausse des pensions.**

Près d'un Français sur quatre a choisi la surcote contre un Français sur dix la décote. **Le faible taux d'emploi des seniors (un tiers des 60-64 ans, contre deux tiers en Allemagne)** sera dynamisé en écartant l'effet d'horizon favorisé par l'âge légal. **C'est par l'incitation financière à travailler plus longtemps en contrepartie de gagner plus qu'on équilibrera financièrement le système tout en augmentant la croissance économique potentielle du pays.** Ceci nécessite aussi d'engager sérieusement le chantier du vieillissement en bonne santé.

**Si on considère l'âge de la retraite à taux plein, la France est déjà un des pays avec l'âge le plus élevé**

L'argument le plus souvent utilisé pour faire du recul de l'âge de la retraite le pilier central de la réforme est la situation des autres pays comparables à la France. Si l'âge légal a en effet reculé dans la plupart des pays, ils l'ont fait il y a plusieurs années et sur un temps long. De plus, les comparaisons sont difficiles du fait de la diversité des règles.

**Si on considère l'âge de la retraite à taux plein, la France est déjà un des pays avec l'âge le plus élevé (67 ans, sans condition de durée de cotisations).** L'Allemagne sera à 67 ans en 2029 (avec cinq ans de cotisations), la Grande-Bretagne est à 65 ans depuis 2020 (avec trente ans de cotisations), l'Espagne sera à 67 ans après 2027 et l'Italie est à 67 ans depuis 2021.

**Le taux de remplacement des pensions ne cesse de baisser en France** d'une génération à l'autre, entraînant un niveau de vie des retraités qui sera inférieur à l'ensemble de la population dès 2025. Ainsi, avec l'allongement de la durée de cotisations et le recul de l'âge d'entrée dans vie active, **ce critère de retraite à taux plein devient essentiel.**

**L'autre argument est le poids supérieur de nos retraites dans les dépenses publiques – 13,6 % du produit intérieur brut (PIB), 9,1 % en moyenne dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 10,2 % en Allemagne.**

## **La part de PIB en baisse en 2025**

**D'abord, le poids élevé des dépenses de retraites tient surtout économiquement au taux d'emploi insuffisant des personnes de 15 à 64 ans (65 % en France, contre 76 % en Allemagne).**

Ensuite, le réel écart est plus faible si on intègre **les pensions privées** (2,7 % du PIB dans l'OCDE, 0,8 % en Allemagne et 0,3 % en France), **qu'il serait de l'intérêt de tous de démocratiser.**

Enfin, nous serons structurellement à partir de 2025 sur une baisse de la part de PIB qui est prévue entre 11,5 % et 13 % du PIB en 2070. Là aussi, nous ne sommes pas dans la bonne temporalité.

**Ainsi, les réformes des retraites proposées par le gouvernement et les principales oppositions sont pour le premier à haut risque politique et pour les secondes à haut risque économique.** Elles sont surtout inadaptées aux aspirations de la population en matière de protection sociale.

L'âge légal tente d'uniformiser autoritairement une décision qui doit être laissée à l'arbitrage de chaque citoyen. En évoquant les réformes structurelles, de Gaulle disait : *« La réforme, oui, la chienlit, non ! »* **La suppression de l'âge légal de la retraite nous garantit la première option, sans la seconde !**

**Frédéric Bizard** (Professeur d'économie, ESCP, spécialiste des questions de protection sociale et de santé)

25 mai (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/la-liberte-une-lutte-permanente-par-edouard-philippe>

La liberté, notre combat

## «La liberté, une lutte permanente»

Par Edouard Philippe

12 mai 2022 à 17h57



Edouard Philippe est maire du Havre et ancien Premier ministre

### Les faits -

A l'occasion de son neuvième anniversaire, l'Opinion a demandé à des personnalités de réfléchir sur le combat du siècle des démocraties: la liberté.

L'étincelle de la liberté n'éclaire pas toujours là où l'attend.

C'est ce que nous raconte Philippe Labro dans *La Traversée*. Son professeur de français, M. Turner, est infirme et malade. « Son corps tout entier n'était qu'une vivante et permanente douleur », écrit-il. Mais quand ce maître leur lit Walt Whitman, il leur apprend la liberté. Et des années plus tard, quand Philippe Labro se bat, à son tour, contre une maladie qui le conduit en réanimation, il se souvient de ce que ce professeur incarnait : [l'affirmation d'une liberté de l'esprit, d'une autonomie de la vie intellectuelle](#), qui l'emportent sur les servitudes du corps, de la maladie, de la vie. Les témoignages qui racontent l'horreur concentrationnaire ne disent pas autre chose : même quand on veut anéantir l'humanité de l'homme, le souffle de la liberté peut demeurer au plus profond de soi-même.

Rien de plus intime, et de plus politique en même temps, que la liberté.

Elle est toujours un combat. Individuel et collectif, permanent et exigeant. Son principal ennemi n'est pas d'abord l'Etat, le poids des normes, le regard des autres, les grandes compagnies internationales, mais soi-même. [L'ennemi de la liberté, c'est le refus de penser, d'agir, de vivre par soi-même](#). C'est la lassitude, le renoncement. L'ennemi de la liberté, c'est tout ce qui nous conforte. Les habitudes, auxquelles on ne parvient plus à s'arracher. Les servitudes volontaires, si douces soient-elles. L'enfermement dans les réseaux sociaux, qui ne nous reflètent plus que nos propres certitudes, renvoyées à l'infini. La liberté est une conquête perpétuellement recommencée. Un

dérangement, qui bouge les lignes. Le pire, pour l'homme et pour une société, serait de concevoir la liberté comme un état, comme une donnée ou comme un cadre qui seraient acquis et qu'il faudrait préserver frileusement, comme une dépouille.

**Clef.** Comme le proclamait Sieyès en 1791, la liberté n'est pas « un dépôt d'abstractions, dont le législateur se serait réservé la clef pour n'en laisser sortir que peu à peu et à son gré quelques parcelles. [...] C'est le citoyen qui tient la clef de sa propre liberté, avec la seule obligation de ne jamais désobéir à la loi ». La liberté est donc un effort sur soi-même, parfois contre soi-même.

Nos démocraties libérales ne sont pas des régimes faibles. Elles ont su résister à des crises d'une intensité extrême – la guerre, le terrorisme, la pandémie – qui les ébranlent de l'intérieur et de l'extérieur

Elle n'est pas l'absence de contraintes. L'une des tensions politiques majeures des systèmes démocratiques et libéraux consiste à favoriser l'expression de la liberté au sein d'un cadre qui assure aussi la sécurité, notamment des plus fragiles. Et le champ des possibles peut se réduire comme peau de chagrin sous la pression des circonstances. [Quand la première vague de Covid-19 est survenue](#), nous avons dû prendre des décisions qui restreignaient temporairement nos libertés. Elles ont été votées dans un cadre démocratique, avec un contrôle de l'activité des exécutifs qui n'a jamais été interrompu. Pendant cette période exceptionnelle et même dans des conditions dégradées, le pouvoir exécutif, lorsqu'il produisait des normes, est demeuré soumis au contrôle du Parlement et au contrôle du juge. Prétendre que ces mesures auraient été anti-démocratiques est infiniment hypocrite et méprisable.

**Rideau de fer.** [Nos démocraties libérales ne sont pas des régimes faibles](#). Elles ont su résister à des crises d'une intensité extrême – la guerre, le terrorisme, la pandémie – qui les ébranlent de l'intérieur et de l'extérieur. [L'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine](#), en menaçant la liberté d'un peuple à disposer de son territoire, de sa souveraineté nationale, de son destin, réactive une grammaire et un vocabulaire que nous pensions avoir enterrés, ceux de la guerre froide. La menace d'un nouveau rideau de fer qui scinderait l'Europe en deux camps, celui de la liberté et celui d'un écrasement de la liberté, se fait plus pressante.

Il faut relire *Vie et destin* de Vassili Grossman, qui est l'un des plus grands romans de la liberté contrariée, mais invincible. Ce roman, dont l'auteur ne connut jamais la publication car le KGB lui en avait confisqué tous les manuscrits, décrit la victoire russe sur le nazisme, autour de la bataille de Stalingrad. Mais en montrant la symétrie entre les totalitarismes nazi et soviétique, il suggère que la victoire de l'URSS consacre la défaite de la liberté pour le peuple russe. Avant de se suicider, un révolutionnaire dit à l'un de ses compagnons de détention : « Nous n'avons pas compris ce qu'est la liberté. Nous l'avons écrasée. Marx aussi l'a sous-estimée : elle est la base et le sens, elle est l'infrastructure des infrastructures. Sans liberté, il n'y a pas de révolution prolétarienne. »

Et, un peu plus loin, le narrateur écrit : « Le glorieux soulèvement du ghetto de Varsovie, de Treblinka et de Sobibor, le gigantesque mouvement de résistance qui s'empara de dizaines de pays asservis par Hitler, les soulèvements qui eurent lieu après la mort de Staline à Berlin en 1953, en Hongrie en 1956 et ceux des camps de Sibérie et d'Extrême-Orient, les mouvements en Pologne, les mouvements étudiants pour la liberté de pensée dans de nombreuses villes, les grèves dans de nombreuses usines, tout cela a démontré que l'instinct de liberté chez l'homme est invincible. Il a été étouffé mais il a toujours existé. L'homme, condamné à l'esclavage, est esclave par destin et non par nature. »

Il existe beaucoup de manières de tuer la liberté, en soi ou chez un peuple.

Certains essayent aussi de la diviser, en prônant la liberté économique tout en écrasant les libertés individuelles. Ou l'inverse.

La vérité, la mienne en tous cas, c'est que la liberté est un tout, et que lui faire confiance, c'est probablement faire confiance à l'une des aspirations les plus nobles, les plus fortes et les plus nécessaires de l'homme.

25 mai (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/krieg-in-europa-gibt-es-eine-nukleare-abschreckung-ohne-die-usa-ld.1685624>

DER ANDERE BLICK

## Nuklearer Beschützer dringend gesucht: Wer passt künftig auf die Deutschen auf?

Ohne den militärischen Beistand der Amerikaner wären die Europäer aufgeschmissen. Deutschlands Christlichdemokraten fordern deshalb die «Europäisierung» der französischen Atomstreitmacht oder eine eigene Abschreckung durch die EU. Der eine Vorschlag wäre riskant, der andere ist chancenlos.

Marc Felix Serrao, Berlin 2 Kommentare

25.05.2022, 05.30 Uhr



Frankreichs Präsident Emmanuel Macron (links) und Deutschlands Kanzler Olaf Scholz Anfang Mai in Berlin.

Clemens Bilan / EPA

Marc Felix Serrao, Chefredaktor der NZZ in Deutschland

*Sie lesen einen Auszug aus dem werktäglichen Newsletter «Der andere Blick», heute von Marc Felix Serrao, Chefredaktor der NZZ in Deutschland. [Abonnieren Sie den Newsletter kostenlos](#). Nicht in Deutschland wohnhaft? [Hier profitieren](#).*

In Krisenzeiten müssten Politiker, die Verantwortung tragen, [«das Undenkbare denken»](#). Diese wuchtigen Worte schrieb Thorsten Frei, parlamentarischer Geschäftsführer der Bundestagsfraktion von CDU und CSU, am Dienstag als Gastbeitrag in die «FAZ». Dabei ging es ihm nicht etwa um die Aufrüstung Deutschlands; diese wird im Angesicht des russischen Angriffskrieges gegen die Ukraine inzwischen selbst von vormals friedensbewegten Grünen und von über Abrüstungspolitik promovierten Sozialdemokraten mitgetragen. Es ging um die Frage, wie sich Europa im Zweifel ohne «den grossen Verbündeten» in der Welt behaupten könne: mit Atomwaffen.

Weil niemand wisse, ob Donald Trump 2024 wiedergewählt werde und die USA anschliessend in den Isolationismus führe, brauche es eine «Europäisierung der französischen Atomstreitmacht», schrieb der CDU-Politiker Frei. Und falls Frankreich dabei nicht mitmachen wolle, müsse die EU über den Aufbau eines eigenen atomaren Schutzschirms nachdenken. Leider hat der Autor an dieser Stelle das eigene Nachdenken wieder eingestellt.

## Es gibt nicht einmal eine europäische Armee

Man wüsste gerne, wie sich eine nur in Teilen supranational organisierte Gemeinschaft von Nationalstaaten, die sich bisher nicht einmal auf eine gemeinsame Flüchtlingspolitik einigen konnte, auf gemeinsame Atomwaffen verständigen soll. Vor allem: Wer soll in den exklusiven Klub der Atomkräfte aufsteigen? Etwa die EU als Ganzes? Es gibt nicht einmal eine europäische Armee, nur ein paar Dutzend Kooperationsprojekte, an denen sich meist nur eine Handvoll Staaten beteiligen. Oder Deutschland?

Dazu müsste das Land als Erstes den Atomwaffensperrvertrag aufkündigen, [der, wie der Name schon sagt, zum Verzicht auf ebensolche Waffen verpflichtet](#). Dieser Schritt wäre nicht nur innenpolitisch ein Himmelfahrtskommando, er würde auch im Ausland maximalen Widerspruch hervorrufen. Man soll bekanntlich niemals nie sagen. Aber eher wird Robert Habeck Betriebsleiter in einem der verbliebenen deutschen Atomkraftwerke, als dass Deutschland eigene Atomwaffen hat und der Rest der EU damit einverstanden ist.

Bleibt also Frankreich. Auf die Grande Nation und ihre etwa 300 Atomsprengköpfe (Russland hat mehr als zwanzig Mal so viele) setzen auch in Deutschland viele, die über das vermeintlich Undenkbare schon einmal länger nachgedacht haben. Der frühere deutsche Diplomat Eckhard Lübke kam in einer vor eineinhalb Jahren veröffentlichten und immer noch lesenswerten Studie mit dem Titel [«Europa schaffen mit eigenen Waffen?»](#) zu dem Schluss, dass die Fähigkeit zur nuklearen Abschreckung einer in puncto Verteidigung autonomen EU wenn, dann von Frankreich ausgehen müsse – und das auch erst als «Krönung einer nicht nur militärischen Verklammerung» der beteiligten Staaten.

Die Briten könnten zwar als zweite europäische Atommacht ebenfalls bereit sein, als Schutzmacht für den Kontinent zu fungieren. Aber dabei würde es sich nach dem Brexit nur um eine erweiterte und keine originäre Abschreckung handeln, schreibt Lübke. Verkürzt: Wer nicht im eigenen Namen abschreckt, schreckt letztlich unter Vorbehalt ab. Ob die Amerikaner zum Schutz der EU wirklich Atomwaffen einsetzen und damit auch die eigene Vernichtung riskieren würden, weiss niemand. Gleiches gilt fürs Vereinigte Königreich.

Doch auch bei Frankreich sind Zweifel erlaubt. Theoretisch wäre es möglich, dass Deutschland einen Teil der Kosten für einen gemeinsamen nuklearen Schutzschirm übernimmt und dafür französische Atomsprengköpfe im eigenen Land stationiert. Aber auch wenn sich Emmanuel Macron bereit erklären würde, die Rolle des «nuklearen Beschützers» (Lübke) zu übernehmen, gäbe es keine Garantie, dass sein Nachfolger oder seine Nachfolgerin das Ganze mittragen würde. Zur Erinnerung: Frankreich ist politisch ähnlich tief gespalten wie die Vereinigten Staaten.

## Wer kommt nach Macron?

Es ist erst einen Monat her, dass Marine Le Pen bei der Präsidentschaftswahl 41 Prozent der Wählerstimmen erhalten hat. Zu den aussenpolitischen Kernbotschaften der nur rhetorisch gezähmten Wortführerin des rechten Lagers gehörte die Drohung, die deutsch-französische Freundschaft umgehend zu beenden. Dazu zählte Le Pen explizit auch die schon laufenden militärischen Kooperationen zwischen ihrem Land und der Bundesrepublik, etwa die ohnehin kriselnde Kooperation Future Combat Air System, kurz FCAS.

Wer weiss, wie die nächste französische Wahl ausgeht? Oder die übernächste? Trump ist nicht der einzige potenzielle Staatschef von morgen, der seine westlichen Partner vor den Kopf stossen und elaborierte Skizzen gemeinsamer Aussen- und Sicherheitspolitik im Handumdrehen pulverisieren könnte.

Bis auf weiteres gilt für die Bundesrepublik, was für jedes Land in Europa gilt: Die Nato ist nicht perfekt, aber sie ist die beste Versicherungspolice, die es gibt. Die Amerikaner sind ebenso wenig perfekt, aber es gibt keinen wichtigeren Partnerstaat. Und wer für ein verbrecherisches Regime wie Russland nicht zur nächsten oder übernächsten Zielscheibe werden will, muss jetzt entschlossen und massiv in seine eigenen, also nationalen militärischen Fähigkeiten investieren.



25 mai (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-sieger-des-ukraine-kriegs-ist-china-ld.1685562>

KOMMENTAR

## Wie sich Demokratien gegen Diktaturen behaupten, ist das zentrale geopolitische Thema des 21. Jahrhunderts

Russland will die europäische Friedensordnung zerstören, und China strebt nach der Weltherrschaft. Der Kampf ist noch nicht entschieden, aber der Sieger des Ukraine-Kriegs steht schon fest: China.

Eric Gujer2 Kommentare

25.05.2022, 05.30 Uhr



China könnte zum lachenden Dritten werden. Denn profitieren vom Ukraine-Krieg wird letztlich nicht Moskau, sondern Peking.

Mark Schiefelbein / AP

Was Demokratien ausmacht, was sie hemmt, aber langfristig stärkt, ist eine Besonderheit: Ihre Selbstverständigung schliesst Selbstkritik ein, ja setzt sie geradezu voraus. Was haben wir falsch gemacht, was können wir besser machen? Ohne diese Fragen und ohne die heftige Auseinandersetzung um sie gibt es keine Demokratie.

Für autoritäre Regime bedeutet Selbstverständigung zuerst Selbstbestätigung. Man muss nur Putins Reden studieren. Nichts ist ihm und seinem neozaristischen System fremder als die Frage: Was haben wir falsch gemacht? Eine ebenso nationalistische wie imperialistische Ideologie lässt Selbstzweifel nicht aufkommen.

Unbeirrtheit verleiht Schlagkraft. Man sieht das in China, wo die Null-Covid-Politik rasch Früchte trug. Diktaturen können Körper kontrollieren und deshalb Ansteckungen eindämmen. Die rigorose Abriegelung einer Millionenstadt und die Umerziehungslager für Uiguren sind also wesensverwandt. Kein totaler Lockdown ohne totalitäre Lager. In beiden Fällen geht es um die Kontrolle der Körper. Freie Gesellschaften erkennen den Zusammenhang instinktiv. Ich glaube deshalb nicht, dass China aus seiner Pandemiepolitik langfristig propagandistische oder geopolitische Vorteile zieht.

Zumal der Lack inzwischen abblättert. China verharrt in einer Endlosschleife drakonischer Massnahmen. Die Unbeirrtheit, mit der die Partei kritische Fragen zur Pandemiepolitik unterbindet, erweist sich als Hypothek. Was anfänglich Schlagkraft verlieh, ist längst ein Bremsklotz.

## Autoritäre Regime gestalten die Welt um

Keine Frage, die liberale Demokratie präsentiert sich derzeit in einem fragwürdigeren Zustand als auch schon. Dies hat innere wie äussere Gründe. Dreissig Jahre nach dem Sieg des Westens im Kalten Krieg zeigen die Besiegten neues Selbstbewusstsein. Autoritäre Regime gestalten die Welt zu ihren Gunsten um. Mit brutaler Gewalt in der Ukraine; subtiler in Afrika und Asien.

Dennoch sind Demokratie und Pluralismus nicht gefährdet – oder jedenfalls nicht gefährdeter, als dies immer der Fall war, seit die Amerikanische und die Französische Revolution die Grundlagen für individuelle Freiheit und bürgerliche Partizipation legten.

Ich bin davon überzeugt, dass sich die Demokratie gegen die Herausforderungen behauptet – gerade im Innern. Die geduldige Diskussion mit Corona-Leugnern, Putin-Verstehern und Kapitulationspazifisten sorgt für Inklusion. Nur wer abweichende – und seien es verrückte – Meinungen zulässt, kann auf nachhaltige Legitimation rechnen. Die Demokratie besitzt selbstheilende Kräfte und hat damit anderen Herrschaftsformen Entscheidendes voraus.

In ihrem Drang zur Selbstkritik überschätzen offene Gesellschaften ihre eigenen Schwierigkeiten, während sie die Widersprüche ihrer Widersacher unterschätzen. China zeigt die Grenzen einer gegen jede Kritik immunen Pandemiepolitik.

Und noch etwas unterschätzen Demokratien, weil es für sie so selbstverständlich ist. Menschen wollen in Freiheit leben. Sie sind bereit, dafür Opfer zu bringen. Für die Ukrainer bedeutet Kapitulation die Unterwerfung unter ein russisches Joch. Das wollen sie nicht tragen, also kämpfen sie, auch wenn manche Zeitgenossen ihnen in offenen Briefen die Unterwerfung empfehlen, nur weil dies am bequemsten wäre.

Die Freiheit ist eine mächtige Triebfeder. Deswegen sind offene Gesellschaften selbst dann stark, wenn sie übermächtigen Despoten gegenüberstehen. Sie haben etwas, was zu verteidigen sich lohnt. Vor allem begreifen die Menschen den Wert der Freiheit instinktiv, auch ohne Propaganda und staatliche Bevormundung. Das macht sie so gefährlich für Diktatoren.

## Die liberale Weltordnung war eine Illusion

Damit Demokratien ihre Stärken ausspielen können, müssen sie sich allerdings immer wieder die Frage stellen: Was haben wir falsch gemacht, was können wir besser machen? Dazu will ich drei Thesen wagen:

*Erstens.* Der Westen ist auf seine eigenen schönen Worte hereingefallen. Dreissig Jahre redete er sich ein, es gebe so etwas wie eine liberale Weltordnung. Doch sie war nie mehr als eine Schimäre.

Als Kronzeugen führe ich, wie könnte es bei dieser Thematik anders sein, Henry Kissinger an: «Eine echte Weltordnung hat nie existiert. Was heute als Ordnung betrachtet wird, entstand vor 400 Jahren an einer Friedenskonferenz in Westfalen ohne Beteiligung oder gar Kenntnis der meisten anderen Kontinente und Zivilisationen.»

Der liberale Gedanke, also die Mixtur aus Marktwirtschaft, Menschenrechten und Massendemokratie, besass nie Weltgeltung. Stattdessen dominierte die einzige nach dem Mauerfall verbliebene Supermacht und erweckte so den Eindruck, als habe sich der liberale Gedanken in allen Himmelsrichtungen durchgesetzt.

Die USA konnten sich aussuchen, wo sie Krieg führten. Der Krieg in der Ukraine wurde dem Westen jedoch aufgezwungen. Er verändert das strategische Kalkül fundamental, obwohl der Westen keine Kriegspartei ist. Zum ersten Mal seit 1989 hat die Nato keine Alternative, als standzuhalten. Sie muss den Aggressor eindämmen, sonst wird Osteuropa zum Spielball Putins. Back to the future, zurück zum Containment des Kalten Kriegs.

Weder Russland noch China oder Indien waren je bereit, eine liberale Weltordnung zu akzeptieren. Sie spielten zunächst nach deren Regeln, weil sie zu schwach waren, um die Konfrontation zu wagen. Aber sie arbeiten auf ihre Revision hin.

Kissinger wies auf zwei Bedingungen für eine stabile internationale Ordnung hin: Sie beruht auf einem Gleichgewicht der Kräfte, und alle Beteiligten müssen sie als legitim erachten. Die liberale Weltordnung der letzten dreissig Jahre erfüllte weder das eine noch das andere.

Wer eine liberale Weltordnung proklamiert, muss damit rechnen, dass seine Aussagen für bare Münze genommen werden. Sie werden als Anspruch auf Weltherrschaft interpretiert. Das hat der Westen völlig unterschätzt. Zugleich muss er bereit sein, diese Ordnung durchzusetzen, weil alles andere als Schwäche ausgelegt wird.

Nur weil gerade in Deutschland Machtpolitik und ein Denken in Einflusszonen als vorgestrig gelten, sollte man nicht annehmen, dass der Rest der Welt das auch so sieht. Nato und EU hatten die Ukraine zwar stillschweigend ihrer Interessensphäre zugerechnet, dem Land aber eine Mitgliedschaft und damit jede Form von Sicherheitsgarantie verweigert. Das erweckte den Eindruck von Schwäche und Unentschlossenheit. Putin fühlte sich ermutigt, das Machtvakuum auszunutzen. Schliesslich hatte er bereits 2014 demonstriert, dass er Gewalt für ein legitimes Mittel der Aussenpolitik hält, ohne auf westliche Gegenwehr zu stossen.

Vermutlich ist es auch kein Zufall, dass Putin die Ukraine ein halbes Jahr nach dem überstürzten Abzug aus Afghanistan überfiel. Die apokalyptischen Szenen am Flughafen Kabul haben sich ins Gedächtnis eingegraben. Sie erinnern an das Bild des Helikopters auf dem Dach der US-Botschaft in Saigon. So sieht es aus, wenn eine Grossmacht einen Krieg verliert. Sie stiehlt sich fort wie ein Dieb in der Nacht. Auch Putin wird diese Erfahrung machen.

Die USA zeigten in Saigon wie Kabul Schwäche. Die geopolitische Quittung liess in beiden Fällen nicht auf sich warten: mit der sowjetischen Invasion in Afghanistan, der amerikanischen Demütigung durch das Geiseldrama in Teheran und jetzt dem russischen Einmarsch in der Ukraine.

## Moral ohne Macht endet in Heuchelei

Daher meine *zweite These*: Wenn der Westen nicht in der Lage ist, eine Ordnung durchzusetzen, muss er sich bescheidenere Ziele setzen. Die Zeit der liberalen Kreuzzüge ist vorbei. Jetzt ist Realismus angesagt. Im Vordergrund steht nicht die globale Verbreitung von Werten, sondern eine an den eigenen Interessen orientierte Politik.

Dass eine europäische Grossmacht 80 Jahre nach dem Unternehmen «Barbarossa» wieder einen europäischen Staat überfällt, berührt die Interessen unmittelbar. Die Verfassung Hongkongs oder die Menschenrechte der Uiguren nicht. Das klingt, gemessen an der Werte-Rhetorik der letzten Jahrzehnte, hart. Es bedeutet allerdings nur, dass die Ankündigung roter Linien gut überlegt sein sollte, weil man sie verteidigen muss. Die Ukraine ist so ein Fall; das Schicksal Taiwans für die pazifische Macht USA auch.

Politik ohne Moral führt zu einer Herrschaft à la Putin. Moral ohne Macht endet in leeren Gesten, blossen Ankündigungen und in Heuchelei.

Deutschland hat sich einer moralischen Aussenpolitik verschrieben. In der Flüchtlingskrise 2015 wurde das besonders deutlich, als Berlin seinen Sonderweg zur moralischen Pflicht aller Europäer erklärte. Wer jahrelang Waffenlieferungen an Kiew ablehnt und gleichzeitig seine Gasspeicher und Ölraffinerien an Russland ausliefert, spricht freilich eine andere Sprache. Das zeugt weniger von Moral als von ausgeprägtem Erwerbssinn.

Walk your talk, heisst es auf Englisch. Man muss den eigenen Worten Taten folgen lassen.

*Drittens*. Gegenspieler wie Russland oder China erfordern eine langfristige Strategie. Sie muss zugleich flexibel sein. Im Kalten Krieg war das der Fall. Der US-Diplomat George Kennan entwarf das Containment der Sowjetunion als rein wirtschaftliche und politische Doktrin. Mit dem Koreakrieg übernahmen die Militärs das Zepter. Kennan war darüber masslos enttäuscht, aber erst die Flexibilität sorgte dafür, dass das Ziel der Eindämmungspolitik erreicht wurde: der Zerfall des sowjetischen Imperiums.

Im Falle Russlands gab es nach 1989 keine Strategie. Die USA nahmen Moskau nicht ernst und konzentrierten sich auf China. Deutschland verkannte den Charakter des russischen Regimes und manövrierte sich in eine fatale Abhängigkeit.

Was aber ist die Strategie gegenüber China? Das bleibt die Hauptfrage, gerade angesichts des Ukraine-Kriegs. Der 24. Februar 2022 markiert den eigentlichen Beginn des 21. Jahrhunderts. Die beiden Jahrzehnte zuvor waren von den Illusionen nach 1989 geprägt. Die Invasion ist ein donnernder Nachhall der alten Welt, in der Russland eine Supermacht war, und sie wird zugleich zum Geburtshelfer von etwas Neuem.

Der Ukraine-Krieg bestimmt wesentlich, wie die Welt in den nächsten Jahrzehnten aussieht. Golo Mann brachte das auf eine bündige Formel: «Ein grosser Krieg, wenn er einmal da ist, folgt seinem eigenen Gesetz, wird vom Mittel alsbald zum Zweck, zum alles beherrschenden, auf alle seine Teilhaber verändernd zurückwirkenden Wesen.»

Dieses Zitat wirkt, als habe es Mann nicht vor einem halben Jahrhundert, sondern gerade gestern geschrieben. Moskau beanspruchte mit dem Einmarsch in der Ukraine die Rolle als Zentralmacht auf dem eurasischen Kontinent. Das Gegenteil tritt nun ein. Russland hat sich politisch isoliert, wirtschaftlich geschwächt und gerät in Abhängigkeit von China. Der Profiteur des Krieges ist nicht Moskau, sondern Peking. Russland verliert, China gewinnt.

Aber auch das Wesen der EU verändert sich durch den Krieg. Sie wird östlicher; Polen – nicht gerade ein Champion in Sachen Rechtsstaat und Pluralismus – gewinnt an Bedeutung. Emmanuel Macron hat das erkannt und stemmt sich nach Kräften dagegen. Statt eine eigene Politik zu formulieren, bewegt sich Olaf Scholz im Windschatten von Macron.

Während der Westen geschlossen und zielgerichtet auf die russische Invasion reagiert hat, gibt es bei China mehr Fragen als Antworten. Hier nur eine kleine Auswahl: Diktatoren neigen zur Selbstüberschätzung, siehe Putin. Gilt dasselbe für Xi Jinping? Wird auch er, geblendet von seiner Machtfülle, eines Tages übermütig und greift Taiwan an?

Ist es sinnvoll, Russland und China in einen Topf zu werfen, weil beide autoritäre Regime sind, oder überwiegen die Unterschiede? Peking hat sich auf die Seite Putins gestellt, aber schliesst das gedeihliche Beziehungen zwischen China und dem Westen aus?

China teilt die Welt in Einflussphären ein wie Putin und kontrolliert kritische Infrastruktur wie Häfen und Kommunikationsnetze in Asien, Afrika und Europa. Wenn Peking wie Moskau denkt, handelt es dann auch so?

## China lässt sich nicht eindämmen wie Russland

Die Verflechtungen mit China sind ungleich grösser als jene mit Russland. Mit seiner Wirtschaftsmacht kauft sich Peking Einfluss rund um den Globus. Auch militärisch ist es längst ein anderes Kaliber als Russland. Was bei einem Konflikt auf dem Spiel steht, ist also evident. Selbst wenn der Westen es wollte, wäre ein Containment Chinas aussichtslos. Wer ankündigt, muss auch liefern. Walk your talk.

China springt mit den Uiguren brutaler um, als es Russland seit dem Ende des zweiten Tschetschenienkriegs je mit seinen Bürgern getan hat. Die Volksrepublik ist seit ihrer Gründung eine Diktatur. Gleiches lässt sich über das postsowjetische Russland erst in jüngster Zeit sagen. Nimmt man die Innenpolitik zum Massstab, müsste man eher China mit Sanktionen belegen. Aussenpolitisch geht Peking indes vorsichtiger vor und wendet keine unverhohlene Gewalt an.

Russland hat in Georgien Krieg geführt, in Syrien und im Donbass; es interveniert in Mali und Libyen. Moskau greift ständig zu militärischen Mitteln, um seinen Grossmachtstatus zu retten. Eine solche Vorgeschichte hat China nicht. Es meidet eher militärische Eskalation und sucht andere Wege, um sein Ziel zu erreichen.

Folglich sollte der Westen Peking anders begegnen als Moskau. Nur weil man nicht an die deutsche Lebenslüge vom «Wandel durch Handel» glaubt, muss man nicht jede Form der Kooperation für Appeasement halten.

Gibt es gute und schlechte Diktaturen? Sicher nicht; aber die Zeit der moralischen Gewissheiten nach 1989, die man gemeinhin mit dem Begriff vom «Ende der Geschichte» umschreibt, ist vorbei. Wir leben wieder in einer Grauzone.

Trotz Systemkonkurrenz ist daher Pragmatismus sinnvoll. Realpolitik heisst nicht Naivität. Es wäre kurzsichtig, sich von China abhängig zu machen, um der Abhängigkeit von Russland zu entfliehen. Die Gefahr ist real. Ein überstürzter Ausstieg aus fossilen Brennstoffen erhöht die Abhängigkeit von China als Lieferant von Rohstoffen für die Energiewende.

Wie sich demokratische Staaten gegen die autoritär regierten Grossmächte behaupten, ist das grosse geopolitische Thema des 21. Jahrhunderts. Die Frage lautet, was man bei der Analyse dieser Regime betont: ihre nationalen Eigenheiten oder den autoritären Charakter.

Ersteres trennt die Regime, Letzteres verbindet sie. Mit anderen Worten: Bilden Russland und China eine Einheit, weil beide Diktaturen sind, oder haben sie wegen ihrer je eigenen Geschichte und Staatspraxis doch nicht so viel gemein?

Auch hier trete ich für Nüchternheit ein – gegen jeden weltanschaulichen und wertebasierten Überschwang. Denn ein ideologischer Zugang zur Aussenpolitik schafft mehr Probleme, als er löst. Er nivelliert das Bewusstsein für die Unterschiede zwischen Nationen. Nur weil man einen Hammer hat, sollte man nicht alle Probleme für Nägel halten.

Ideologien schüren Emotionen und wecken gezielt Ängste. Es ist verführerisch, solche Fronten zu konstruieren, weil sie so bequem sind: die Guten gegen die Bösen; die Kräfte der Aufklärung gegen die Mächte der Finsternis; wir gegen sie.

Die Dichotomie ist ja auch nicht falsch. Diktaturen arbeiten explizit oder stillschweigend zusammen. Sie schützen einander vor Sanktionen und verhindern, dass die Mitglieder des odiosen Klubs zur Rechenschaft gezogen werden. Und sie finden überall auf der Welt Unterstützung.

So haben 35 Staaten die Uno-Resolution gegen Russland nicht mitgetragen. Sie repräsentieren die Hälfte der Menschheit. Da lohnt es sich, genau zu überlegen, welchen Konflikt man führen will. Gleichzeitig gegen Russland und China Front machen zu wollen, zeugt von Hybris. Es ist ein Treppenwitz der Zeitgeschichte, dass der Ukraine-Krieg die amerikanische Politik eines Decoupling, also einer bewussten Abkopplung von China, unwahrscheinlicher gemacht hat.

## Demokratien benötigen Gelassenheit und Geduld

Wir leben wieder in Kissingers Welt, die er anhand des Wiener Kongresses so kenntnisreich beschrieben hat. Heute gehören zum Konzert der Mächte die USA, die EU, Russland, China und Indien. Die Kunst der Diplomatie wird darin bestehen, ein Gleichgewicht der Kräfte herzustellen. Dieses Ziel ist weniger ambitioniert als der grandiose Anspruch, der im Begriff vom «Ende der Geschichte» steckt. Dafür ist ihm vielleicht mehr Erfolg beschieden.

Krieg ist die Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln. Genauso gilt aber: Diplomatie ist die Fortsetzung des Krieges mit anderen Mitteln. Der Schwarz-Weiss-Gegensatz zwischen Waffenlieferungen und Krieg einerseits sowie Verhandlungen und Frieden andererseits existiert so nicht, auch wenn sich eine sehr akademische und sehr deutsche Diskussion daran abarbeitet. Willkommen in der Grauzone.

Ob Deutschland Waffen liefert, ist für die Ukraine unerheblich. Das tun andere inzwischen zur Genüge. Wie sich Deutschland aber zum ukrainischen EU-Beitritts-Gesuch oder gegenüber China positioniert, hat massive Auswirkungen. Hier muss der europäische Hegemon und Exportweltmeister Antworten geben, die über eine leicht hysterische Feuilleton-Debatte hinausgehen.

Der Westen muss erst wieder lernen, sich in einer Umwelt zurechtzufinden, in der Regeln und Werte weniger zählen als die harte Währung der Macht. Das erfordert Zeit. Die Containment-Strategie des Kalten Kriegs entstand erst nach Irrungen und Wirrungen. Erfolgreich war sie trotzdem.

Im Umgang mit starken Gegnern benötigen Demokratien daher zwei Dinge mehr als alles andere: Gelassenheit und Geduld. Beides besitzen sie nicht im Übermass. Umso wichtiger ist die Selbstverständigung darüber, was Demokratien schwächt, wie sie durch Debatten ohne Denkverbote ihre Schwächen in Stärken verwandeln, aber eben auch: was sie ihren Widersachern voraushaben.

***Dankrede anlässlich der Verleihung des Ludwig-Börne-Preises am 22. Mai 2022 in der Paulskirche zu Frankfurt.***

25 mai (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/deutschland-kann-nicht-wie-bisher-mit-china-geschaefte-machen-18056428.html>

CHINA ALS WIRTSCHAFTSPARTNER:

## Deutsche Blindheit

- EIN KOMMENTAR VON [JOHANNES PENNEKAMP](#)
- -AKTUALISIERT AM 24.05.2022-20:48



Ein Mann arbeitet an einer Produktionslinie im Qingpu-Distrikt der ostchinesischen Stadt Shanghai. Bild: dpa

China könnte bald ähnlich geächtet sein wie Russland. Dass die deutschen Unternehmen weiter auf das Land setzt und die Politik nichts unternimmt, ist fahrlässig.

Kann Deutschland mit [China](#) weiter Geschäfte machen wie bisher? Die Antwort lautet nein. Und zwar nicht zuletzt aus ökonomischem Kalkül. Es ist einfach nur noch fahrlässig, sich wirtschaftlich derart abhängig von einem Land zu machen, das im Westen bald ähnlich geächtet sein könnte wie Russland.

Lange hielt man China in Deutschland zwar für einen Rivalen im „Systemwettbewerb“, für eine gelenkte Marktwirtschaft, die es hier und da mit Subventionen und Überwachung übertrieb, die aber doch mehr Vor- als Nachteile bot. Seit mehreren Jahren entwickelt sich das Land aber immer klarer zu einer Diktatur, die über Leichen geht und der freiheitliche Werte nichts bedeuten.

### Aus Berlin kommen nur Appelle

Millionen Menschen werden in Schanghai und anderen Städten monatelang in ihren Wohnungen ohne gesicherte Essensversorgung eingesperrt. Hongkong wurde mit aller Macht unterworfen. In der Region Xingjiang lässt Peking Muslime körperlich und psychisch drangsaliert. Was ist, wenn als nächster Schritt der Angriff auf Taiwan folgt?

Während der Internationale Währungsfonds vor dem Zerfall der Welt in neue Wirtschaftsblöcke warnt und die Vereinigten Staaten China schon seit Jahren als Gegner betrachten, war Kanzler [Olaf Scholz](#) noch vor zwei Wochen der Meinung, die Wirtschaftsbeziehungen mit China sollten weiter vertieft werden. Aus Berlin kommen nun bestenfalls Appelle, an die Unternehmen, ihre Geschäfte zu „diversifizieren“.

Wie Konzerne auf solche Ratschläge reagieren, lässt sich in Baden-Württemberg beobachten: Bosch, Daimler und Co. pfeifen drauf und wollen in China weiter wachsen. Für jedes einzelne Unternehmen ist das rational. Zumal sie selbst im Krisenfall darauf bauen können, dass sich die Regierung schützend vor sie stellt. Der Verzicht auf ein Gasembargo gegen [Russland](#), der im Sinne des Chemiekonzerns BASF ist, ist beispielhaft.

Volkswirtschaftlich ist dieses „Weiter so“ ein Spiel mit dem Feuer, wie das Beispiel Russland zeigt. Vor allem da, wo Produkte nur aus China kommen und die Abhängigkeit besonders groß ist, müssen Alternativen her. Und die Regierung muss den Unternehmen klarmachen, dass sie in China auf eigenes Risiko unterwegs sind.



25 mai (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/affaire-abad-qu-est-ce-que-l-observatoire-des-violences-sexistes-et-sexuelles-en-politique-20220524>

**Le Figaro (site web)**

mardi 24 mai 2022 - 22:44 UTC +02:00 1140 mots

Actualité ; Société

## Affaire Abad : qu'est-ce que l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique ?



**Créée en février, cette association est à l'origine des signalements visant le ministre Damien Abad, accusé de viol par deux femmes.**

L'affaire Abad n'en finit pas de secouer le gouvernement, pourtant à peine nommé. Quelques centaines de personnes ont défilé ce mardi dans les rues de Paris pour réclamer la démission du nouveau ministre des Solidarités, Damien Abad, accusé de viol et de violences sexuelles par deux femmes – ce qu'il conteste. À l'origine de cette mobilisation ? L'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique. Et, c'est ce même Observatoire qui a lancé la première alerte mi-mai après avoir reçu le signalement d'une femme affirmant avoir subi «des faits de viols» par l'ancien président du groupe LR à l'Assemblée nationale. Qui est à l'origine de cet Observatoire ? Quelles personnalités le composent ? Quelles sont ses missions ? *Le Figaro* fait le point.

Contrairement à ce que son nom laisse supposer, **l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique n'est pas une institution officielle mais une association loi 1901**. Elle a été créée en février après la publication d'une tribune dans *Le Monde*, en novembre 2021, dénonçant le sexisme et les violences sexuelles dans la sphère politique – à l'origine du mouvement Me Too en politique. **L'association a été cofondée par cinq femmes, engagées en politique dans des partis de gauche**. On retrouve ainsi **Alice Coffin**, militante féministe et LGBT et élue EELV au Conseil de Paris, **Mathilde Viot, qui travaille pour des députés LFI**, Madeline Da Silva, adjointe au maire socialiste des Lilas (Seine-Saint-Denis), Fiona Texeire, collaboratrice d'élus, et la journaliste **Hélène Goutany, qui co-anime un podcast féministe**.

### Travail de veille sur les candidats aux législatives

Selon ses statuts, le principal objectif de l'association est de «*soutenir et faciliter les actions visant à promouvoir la place des femmes dans la vie publique et lutter contre les violences sexistes et sexuelles*». «*Nous voulons que les partis politiques cessent d'embaucher, de faire élire ou de parrainer des hommes politiques accusés de violences sexuelles et sexistes*», complète Fiona Texeire. Pour cela, les fondatrices travaillent sur «*des données publiques*» : «*On effectue un travail de veille sur les candidats aux législatives notamment pour relayer les informations les concernant. On fait des rappels sur nos réseaux sociaux en affichant la source, qui sont des articles de presse*». «*On travaille toujours de la même manière : on fait remonter des faits qui sont publics parce qu'on sait qu'il y a une capacité à l'oubli*», ajoute Madeline Da Silva.

L'Observatoire a ainsi rappelé les accusations de violences sexuelles à l'encontre d'Éric Zemmour, la condamnation pour violences conjugales visant Jérôme Peyrat, entre autres. Ce lundi, l'association a également interpellé la France insoumise sur l'un de ses députés accusé d'agressions sexuelles, dans un article publié par le magazine *Causette* en 2018. S'il ne s'agit pas là de son rôle premier, ***L'Observatoire recueille également la parole de femmes victimes de violences sexuelles et sexistes dans le milieu politique.*** «*Notre création a incité des femmes à se confier à nous, ajoute Fiona Texeire. On essaye, dans la mesure de nos moyens comme nous ne sommes pas nombreuses, de recueillir leur parole, de les orienter vers des structures en place.*»

***Le cas échéant, l'Observatoire peut interpellier les partis en cause. C'est ce qu'il s'est passé dans l'affaire Abad.*** «*C'est la première fois que nous faisons un signalement nous-même, relate Fiona Texeire. C'est la seule fois où la victime nous a demandé de le faire.*» L'association a ainsi transmis par mail le témoignage reçu par courrier, à plusieurs responsables LR et LREM le 16 mai, puis de nouveau le 19 mai. ***Le parquet de Paris a, de son côté, confirmé avoir «été destinataire le 20 mai d'un signalement émanant de l'Observatoire», actuellement en «cours d'analyse».*** «*Notre procédé est d'abord de signaler les faits aux partis politiques qui ont l'obligation de protéger les personnes en leur sein, avance Madeline Da Silva. Comme nous n'avons pas obtenu de réponses à notre relance, nous avons ensuite effectué un signalement au procureur de la République, avec l'accord de la victime bien sûr, en respectant son anonymat.*» ***Un article de Médiapart, publié le 21 mai, a dans la foulée révélé l'affaire au grand public.***

## **Manque de moyens**

Depuis, les membres de l'Observatoire ont essuyé des critiques de la part de responsables politiques mais aussi sur les réseaux sociaux quant à leur ancrage à gauche et leur proximité avec la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES). «*Bien sûr que nous sommes engagées en politique, on ne s'en cache pas, s'agace Fiona Texeire. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons lancé le #MeTooPolitique. Si des femmes politiques d'autres bords veulent nous rejoindre, nous les accueillons à bras ouverts.*» La collaboratrice parlementaire rappelle, en outre, que les fondatrices de l'Observatoire, qui n'existait pas à l'époque, ont condamné l'affaire Baupin, du nom de l'ancien député EELV accusé d'agressions sexuelles. «*J'étais membre d'EELV à l'époque, rappelle-t-elle. Forcément cela nous a beaucoup touchées, on est aussi indignées par ces affaires-là. Il n'y a pas des agresseurs ou des violeurs de droite ou de gauche.*»

***Egalement interpellé pour ne pas s'être positionné concernant l'ancien candidat LFI, Taha Bouhafs accusés de violences sexuelles, l'Observatoire dénonce «un non-sujet» .*** «*À partir du moment où le grand public l'a su, je l'ai d'ailleurs aussi appris dans les journaux, il n'était plus candidat, avance Fiona Texeire. Nous, c'est ce qu'on demande, l'alerte a été traitée, de quoi allions-nous parler ? On a cessé de parler de tous ceux qui ne sont plus candidats comme Jérôme Peyrat ou Jean Lassalle.*»

Les fondatrices de l'Observatoire réclament par ailleurs une meilleure prise en charge de ces questions par les partis politiques tout comme la création d'une instance gouvernementale. «*Il faut une structure en interne pour la lutte contre les violences sexuelles, plaide Madeline Da Silva. Il faut qu'il y ait des cellules de recueil de la parole au sein des partis politiques.*» Fiona Texeire abonde : «*On ne peut pas faire le travail d'une instance gouvernementale. On demande une mesure très simple: que la Haute Autorité pour la Transparence dans la Vie publique, en charge de contrôler le patrimoine des élus, puisse étendre ses prérogatives aux violences sexuelles. Et, qu'elle puisse, à son niveau, ouvrir une cellule d'écoute pour les victimes.*» ***Dans son rapport annuel sur l'état des lieux du sexisme en France en 2019, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes recommandait, en effet, d'étendre les missions de la HATVP «à la question du respect de l'éthique en politique pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans le monde politique».***

24 mai (The Economist)

<https://www.economist.com/business/2022/05/23/the-recipe-for-the-outperformance-of-swiss-businesses>

Secret sauce

## The recipe for the outperformance of Swiss businesses

Common sense and low taxes make the Alpine nation a corporate haven



May 23rd 2022 (Updated May 24th 2022) | BERLIN

A-listers from the world of politics, business, academia, media and the arts descended on Davos on May 22nd for the first in-person bash of the World Economic Forum (wef) in more than two years. For over half a century the great and the good have used the annual get-together to address the world's most pressing problems. They feel at home in Switzerland. Just as the small mountain village punches far above its weight as a global talking shop, Switzerland has prospered as a haven for businesses far beyond what might be expected of a small, landlocked country with scant natural resources. It is home to 13 of the top 100 European companies by market capitalisation and 12 of the top 500 worldwide. What is the secret sauce of the Swiss?

## Credit the Swiss

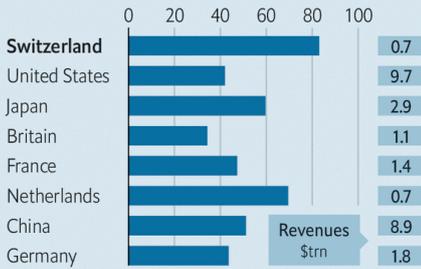
### Market capitalisation as % of GDP

At May 20th 2022



### Revenues as % of GDP

Fortune Global 500 companies, 2021



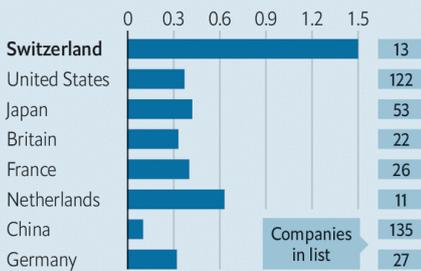
### Net profit as % of GDP

Fortune Global 500 companies, 2021



### Companies per 1m population

Fortune Global 500 companies, 2021



Sources: Bloomberg; Fortune; IMF

The Economist

Something remarkable must be going on in the nation of mountains and valleys that before playing host to world-beating firms was perhaps best known for inventing yodelling. Relative to its gdp Switzerland has the highest density of Fortune 500 companies in the world (see chart). Multinationals contribute around one-third of Switzerland's economic output, a much higher share than in other countries of comparable size. Foreign firms are drawn to Switzerland: Google set up its largest engineering centre outside America in Zurich. Swiss blue-chip firms outperform European rivals: the Swiss stockmarket index has risen by 29% over the past five years, compared with 3% for the Euro Stoxx 50, an index dominated by French and German behemoths.

Swiss firms' name recognition has spread far beyond the country's borders in banking (ubs and Credit Suisse), insurance (Swiss Re and Zurich), pharmaceuticals (Roche and Novartis), food (Nestlé), commodities trading (Glencore and Gunvor), watchmaking (Richemont, Patek Philippe and Rolex), hotels

(César Ritz was the youngest of 13 children of a Swiss farmer) and, inevitably, chocolate (Lindt & Sprüngli, and Barry Callebaut, the world's biggest chocolate-maker).

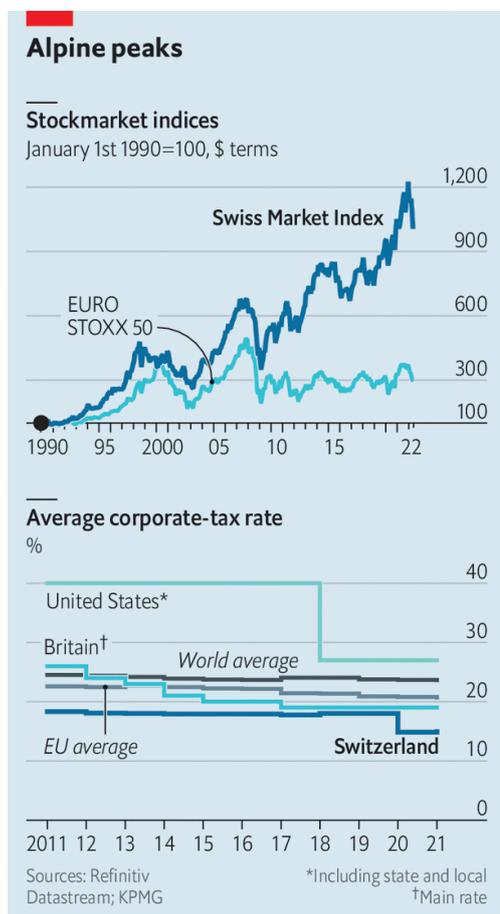
There are several explanations for Switzerland's corporate oneupmanship. One is that the country's defining characteristic is "common sense", says Paul Bulcke, chairman of Nestlé. This manifests itself in a unique political model that mixes federalism and direct democracy, a weak central government, light regulation, top-notch research universities and rivalry in education and taxation between the cantons that make up the Swiss confederation.

For much of its history Switzerland was poor. Infertile soil, much of it covered in snow for most of the year, made the landscape inhospitable. So when Switzerland started to develop economically in the 19th century city-cantons such as Zurich or Basel began to specialise in high-value-added industries. St Gallen focused on textiles; Zurich on silk and spinning; Berne was the centre of the cheese trade; and Basel became a hub for budding pharmaceutical and chemical industries. Watchmaking was mainly located in the Jura arc from Geneva to Basel and the banking and insurance industries prospered in Geneva and Zurich.

This endeavour was assisted by Switzerland's "eternal neutrality", granted at the Congress of Vienna in 1815. It was spared two world wars that devastated the rest of Europe in the last century. At the same time it benefited from an influx of skilled folk fleeing strife elsewhere on the continent and from the cash they deposited in Swiss bank accounts. For James Breiding, author of "Swiss Made, the untold story behind Switzerland's success", the vital ingredient is an openness to the world that attracts international talent, including persecuted minorities such as France's Huguenots in the 17th century and Germany's Jews in the 1930s and 1940s.

Foreigners have been central to Switzerland's business success. Henri Nestlé, the eponymous founder of the company, hailed from Frankfurt. Antoni Norbert Patek, the pioneering watchmaker and creator of Patek Philippe, was a Polish cavalry officer. Leo Sternbach, a Polish Jew who fled the Nazis, invented Valium, which became the blockbuster of tranquilisers. Nicolas Hayek, the co-founder of Swatch, a popular watchmaker, was of Lebanese descent. About half of the CEOs of Switzerland's biggest firms are foreign. Severin Schwan of Roche is Austrian, Gary Nagle of Glencore is South African and Vasant Narasimhan of Novartis is Indian-American.

Switzerland's welcoming of outsiders stands in stark contrast to relations within. The Swiss have no particular affinity for their compatriots in other cantons. The country's city-states would doubtless have preferred to remain independent, only becoming a bigger unified entity to defend themselves against rapacious neighbours. But they joined together in such a way as to foster self-reliance and responsibility. "Like peasants buying cabbage at the market the city-states shopped around for the cheapest social contract they could find and ceded as little personal freedom for the greatest gain," says Mr Breiding.



The Economist

This approach makes for light regulation from the top. The Federal Council, the federal government's executive branch, does without recognisable figureheads. The cabinet has seven members who have equal power and each of whom spends a year as president, ensuring that no one remembers their names for long. While the council has few powers the country's 26 cantons have plenty, as do its more than 2,000 municipalities. Cantons run health care, welfare, education, law enforcement and fiscal policy. That allows them to compete to be attractive to businesses and their workers. Lucerne halved its corporate tax rate in 2012 to do just that. Zug has the lowest corporate tax rate at 11.9%. Only "offshore" financial centres such as Guernsey and Qatar have lower tax rates than those levied in the low-tax cantons, states a report by kpmg, an accounting firm. Compare that with France where the rate is 26.5%.

The competition doesn't stop at light taxation. Cantons help to fund top-notch universities. Zurich's Eidgenössische Technische Hochschule (eth), one of the two federal institutes of technology, is regularly ranked among the best universities in continental Europe. Strong links between business and academia mean that graduates have the right skills. For instance, in January 2020 Nestlé, the Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (epfl), another federal institute of technology, the canton of Vaud and the Swiss Hospitality Management School in Lausanne launched the "Swiss Food Nutrition Valley", a research programme to promote innovation in sustainable food production. Logitech, a maker of software, and Cisco, a technology firm, have research centres on the epfl campus.

Yet for all its success Switzerland has become less attractive as a hub for multinationals over the past three decades. In 1990 two-thirds of America's top 20 companies (including General Motors, Hewlett-Packard and ibm) had their European headquarters in Switzerland. In 1992 Swiss voters decided against following the Norwegian example and joining the European Economic Area with access to the eu's single market. As a consequence some of the world's most successful companies, such as Amazon, Alibaba and Samsung, decamped to Amsterdam, Dublin and London. Last year Switzerland missed another chance to gain smooth access to one of the world's largest markets when it failed to convert 120 bilateral deals into an overarching treaty with the eu.

And much that accounts for Switzerland's corporate strength is in question. The war in Ukraine makes some Swiss ponder the country's neutral status; to widespread surprise, their government has joined Western sanctions against Russia. In the past, any tinkering with neutrality was considered a betrayal of the nation, says André Hoffmann, vice-chairman of Roche. Moreover, the country is still dealing with the rehabilitation of its wealth-management industry, which has been forced to clean up its act over the past 15 years after America declared war on Swiss banks that had helped its citizens dodge billions of dollars in tax. According to Mr Breiding, wealth management remains under threat from lower investment returns and increasing international pressure for financial transparency. The pharmaceutical sector, meanwhile, is having to grapple with the rapid rise in costs for drug innovation.

Yet the Swiss have shown in the past that they can overcome challenges with hard work and ingenuity. Swiss watchmaking seemed to be winding down the path to extinction until Swatch revived the industry by making cheap watches more fun and expensive ones more desirable. Chances are that the plutocrats of Davos will feel right at home in Switzerland for many years to come.

24 mai (Wall Street Journal)

<https://www.wsj.com/articles/germany-warns-falling-euro-could-push-inflation-even-higher-11653063148>

## Germany Warns Falling Euro Could Push Inflation Even Higher

Comments add pressure on the European Central Bank to reverse its negative rate policy despite concerns about a recession



*Christian Lindner, Germany's finance minister, at a G-7 meeting in Bonn, Germany, on Friday.*

PHOTO: ALEX KRAUS/BLOOMBERG NEWS

By [Tom Fairless](#) Follow

May 20, 2022 12:12 pm ET

Germany's Finance Minister Christian Lindner warned that a weak euro might be driving up inflation in Europe and encouraged the European Central Bank to increase interest rates, an unusual step that underlines the growing concerns in Europe's largest economy about the rapid pace of price increases.

The [euro has fallen close to parity against the dollar](#) in recent weeks and is currently trading at around \$1.05, down from about \$1.22 a year ago. That partly reflects the relative weakness of the eurozone economy, which has been squeezed by surging energy prices, as well as the anticipation of further interest-rate increases by the Federal Reserve.

**The ECB, which faces a possible recession in Europe due to the economic fallout from the war in Ukraine, hasn't increased its key interest rate, which still stands at minus 0.5%, even though the [region's inflation rate](#) surged to 7.4% in April.**

In Europe, "inflation risks emerge from the development of the external value of the euro, especially in view of central bank policy in the U.S.," Mr. Lindner told a news conference on Friday following a two-day meeting with finance ministers of the Group of Seven major advanced economies.

**"Inflation is a major risk for future economic development and in particular for the economic progress that we need" for our people, he added. Inflation in Germany rose to 7.4% in April, the highest level since 1981, according to the federal statistics agency.**

German central-bank governor Joachim Nagel, who sits on the ECB's rate-setting committee, said at the same news conference that he expected the ECB to increase interest rates in July, and that further increases could follow. He also didn't rule out a 0.5 percentage point rate increase—larger than the 0.25 percentage point increase that economists currently expect.



*German central-bank governor Joachim Nagel said Friday he expects the ECB to increase interest rates in July. PHOTO: BENJAMIN WESTHOFF/REUTERS*

**“We need to take decisive action. ... Negative interest rates are a thing of the past,”** Mr. Nagel said. **“When you’re in an inflation environment around 7% ... I think the conclusive decision out of that is that interest rates, they have to go up.”**

Mr. Lindner said he welcomed such a move. “I fully endorse ... that an interest rate step has been announced [by Mr. Nagel] and more steps will quickly follow, I endorse this and I consider this to be important,” he said.

**Germany has a strong tradition of central-bank independence, under which the government rarely comments on central-bank policy.**

Top ECB officials, including President Christine Lagarde, have signaled an imminent shift away from easy-money policies as inflation continues higher than expected.

The ECB is expected to phase out its large-scale government bond purchases next month, which would lay the groundwork for an interest-rate increase as soon as its policy meeting on July 21. With European businesses and households struggling with rampant inflation, softening confidence and supply-chain blockages, it isn't clear how high interest rates will rise after that.

**Mr. Lindner also called for an end to large-scale government spending programs and cautioned against a rollout of government subsidies, which are being used in some places to cushion the impact of higher energy and food prices.**

**“This is not the time for ... increasing public demand and subsidies,”** he said. **“We need to reduce our deficits, we need to stop vast expenditure programs,”** he said.

Economists expect the German government to register one of its highest budget deficits on record this year, in part because of a series of subsidies aimed at supporting consumers amid rising energy prices.

Mr. Lindner also confirmed that the [G-7 ministers had pledged to disburse](#) about \$20 billion in fresh emergency funding for Ukraine, including about \$9.5 billion that was committed in recent days. Germany said this week it would give Ukraine \$1 billion while the U.S. plans to deliver \$7.5 billion in short-term funding, officials said.

Ukraine “needs liquidity, they need money because they must not be restricted in their ability to defend themselves against Russia,” Mr. Lindner said.

24 mai (Common sense, Blog Bari Weiss)

[https://bariweiss.substack.com/p/we-arent-raising-adults-we-are-breeding?token=eyJ1c2VyX2lkIjoxNTg0MTc3OSwicG9zdF9pZCI6NTU4NDU5NDQsIl8iOiJ6OWROZCIsImIhdCI6MTY1MzM4NjkxMiwiZXhwIjoxNjUzMzkwNTEyLCJpc3MiOiJwdWltMjYwMzQ3Iiwic3ViljoicG9zdCIyZWVjdGlvbij9.FX\\_t\\_IzgVUoDW9uqBvUTHlqQndXL1TnYFEFeabFwqpk&s=r](https://bariweiss.substack.com/p/we-arent-raising-adults-we-are-breeding?token=eyJ1c2VyX2lkIjoxNTg0MTc3OSwicG9zdF9pZCI6NTU4NDU5NDQsIl8iOiJ6OWROZCIsImIhdCI6MTY1MzM4NjkxMiwiZXhwIjoxNjUzMzkwNTEyLCJpc3MiOiJwdWltMjYwMzQ3Iiwic3ViljoicG9zdCIyZWVjdGlvbij9.FX_t_IzgVUoDW9uqBvUTHlqQndXL1TnYFEFeabFwqpk&s=r)

## We Aren't Raising Adults. We Are Breeding Very Excellent Sheep.

Our elite college graduates know how to imitate, but they don't know how to be independent.

[William Deresiewicz](#)



(Marcos del Mazo/LightRocket via Getty Images)

I taught English at Yale University for ten years. I had some vivid, idiosyncratic students—people who went on to write novels, devote themselves to their church, or just wander the world for a few years. But mostly I taught what one of them herself called “excellent sheep.”

These students were excellent, technically speaking. They were smart, focused, and ferociously hard-working.

But they were also sheep: stunted in their sense of purpose, waiting meekly for direction, frequently anxious and lost.

I was so struck by this—that our “best and brightest” students are so often as helpless as children—that I wrote a book about it. It came out in 2014, not long before my former colleague Nicholas Christakis was [surrounded and browbeaten](#) by a crowd of undergraduates for failing to make them feel coddled and safe—an early indication of the rise of what we now call wokeness.

How to reconcile the two phenomena, I started to wonder. Does wokeness, with its protests and pugnacity, represent an end to sheephood, a new birth of independence and self-assertion, of countercultural revolt? To

listen to its radical-sounding sloganeering—about tearing down systems and doing away with anyone and anything deemed incorrect—it sure sounded like it.

But indications suggest otherwise. **Elite college graduates are still herding toward the same five vocational destinations—law, medicine, finance, consulting, and tech—in overwhelming numbers.** High-achieving high school students, equally woke, are still **crowding toward the same 12 or 20 schools**, whose application numbers continue to rise. **This year, for example, Yale received some 50,000 applications, more than twice as many as 10 years ago, of which the university accepted less than 4.5%.**

Eventually, I recognized the deeper continuities at work. **Excellent sheephood, like wokeness, is a species of conformity.** As a friend who works at an elite private university recently remarked, if the kids who get into such schools are experts at anything, it is, as he put it, “hacking the meritocracy.” The process is imitative: You do what you see the adults you aspire to be like doing. If that means making woke-talk (on your college application; in class, so professors will like you), then that is what you do.

But wokeness also serves a deeper psychic purpose. **Excellent sheephood is inherently competitive. Its purpose is to vault you into the ranks of society’s winners, to make sure that you end up with more stuff—more wealth, status, power, access, comfort, freedom—than most other people. This is not a pretty project, when you look it in the face. Wokeness functions as an alibi, a moral fig leaf. If you can tell yourself that you are really doing it to “make the world a better place” (the ubiquitous campus cliché), then the whole thing goes down a lot easier.**

All this helps explain the conspicuous absence of protest against what seem like obviously outrageous facts of life on campus these days: the continuing increases to already stratospheric tuition, the insulting wages paid to adjunct professors, universities’ investment in China (possibly the most problematic country on earth), the draconian restrictions implemented during the pandemic.

Yes, there have been plenty of protests, under the aegis of wokeness, in recent years: against statues, speakers, emails about Halloween costumes, dining hall banh mi. **But those, of course, have been anything but countercultural. Students have merely been expressing more extreme versions of the views their elders share. In fact, of the views that their elders have taught them: in the private and upscale public high schools that have long been dominated by the new religion, in courses in gender studies, African-American studies, sociology, English lit.**

In that sense, the protesters have only been demonstrating what apt pupils they are. Which is why their institutions have responded, by and large, with pats on the head. After the Christakis incident, two of the students who had most flagrantly attacked the professor [went on to be given awards](#) (for “provid[ing] exemplary leadership in enhancing race and/or ethnic relations at Yale College”) when they graduated two years later.

**The truth is that campus protests, not just in recent years but going back for decades now, bear only a cosmetic resemblance to those of the 1960s. The latter represented a rejection of the authority of adults. They challenged the very legitimacy of the institutions at which they were directed, and which**

**they sought to utterly remake.** They were undertaken, at a time when colleges and universities were still regarded as acting in loco parentis, by students who insisted on being treated as adults, as equals. Who rejected the forms of life that society had put on offer. Who were engaged, at considerable risk—to their financial prospects, often to their physical safety—in a project of self-authoring.

I was involved in the anti-apartheid protests at Columbia in 1985. Already, by then, the actions had an edge of unreality, of play, as if the situation were surrounded by quotation marks. It was, in other words, a kind of reenactment. **Student protest had achieved the status of convention, something that you understood you were supposed to do, on your way to the things that you'd already planned to do, like going to Wall Street. It was clear that no adverse consequences would be suffered for defying the administration, nor were any genuinely risked.** Instead of occupying Hamilton Hall, the main college classroom building, as students had in 1968, we blocked the front door. Students were able to get to their classes the back way, and most of them did (including me and, I would venture to say, most of those who joined the protests). “We’ll get B’s!” our charismatic leader reassured us, and himself—meaning, don’t worry, we’ll wrap this up in time for finals (which is exactly what happened). **The first time as tragedy, the second time as farce.**

**And so it’s been since then: the third, fourth, tenth, fiftieth time.** In a [recent column](#), Freddie deBoer remarked, in a different context, that for the young progressive elite, “raised in comfortable and affluent homes by helicopter parents,” “[t]here was always some authority they could demand justice from.” That is the precise form that campus protests have taken in the age of woke: appeals to authority, not defiance of it. Today’s elite college students still regard themselves as children, and are still treated as such. The most infamous moment to emerge from the Christakis incident, captured on a video the world would later see, exemplifies this perfectly. **Christakis’s job as the head of a residential college, a young woman (one could more justly say, a girl) shriek-cried at him, “is not about creating an intellectual space! It is not! Do you understand that? It’s about creating a home!”**

We are back to in loco parentis, in fact if not in law. **College is now regarded as the last stage of childhood,** not the first of adulthood. But one of the pitfalls of regarding college as the last stage of childhood is that if you do so then it very well might not be. The nature of woke protests, the absence of Covid and other protests, the whole phenomenon of excellent sheephood: all of them speak to **the central dilemma of contemporary youth, which is that society has not given them any way to grow up—not financially, not psychologically, not morally.**

The problem, at least with respect to the last two, stems from the nature of the authority, parental as well as institutional, that the young are now facing. **It is an authority that does not believe in authority, that does not believe in itself. That wants to be liked, that wants to be your friend, that wants to be thought of as cool.** That will never draw a line, that will always ultimately yield.

Children can’t be children if adults are not adults, but children also can’t become adults. They need something solid: to lean on when they’re young, to define themselves against as they grow older. Children become adults—autonomous individuals—by separating from their parents: by rebelling, by rejecting, by, at

the very least, asserting. **But how do you rebel against parents who regard themselves as rebels? How do you reject them when they accept your rejection, understand it, sympathize with it, *join* it?**

The 1960s broke authority, and it has never been repaired. It discredited adulthood, and adulthood has never recovered. **The attributes of adulthood—responsibility, maturity, self-sacrifice, self-control—are no longer valued, and frequently no longer modeled.** So children are stuck: they want to be adults, but they don't know how. They want to be adults, but it's easier to remain children. Like children, they can only play at being adults.

So here is my commencement message to the class of 2022. Beware of prepackaged rebellions; that protest march that you're about to join may be a herd. Your parents aren't your friends; be skeptical of any authority that claims to have your interests at heart. Your friends may turn out to be your enemies; as one of mine once said, the worst thing you can do to friends is not be the person they want you to be. Self-authoring is hard. If it isn't uncomfortable, it isn't independence. Childhood is over. Dare to grow up.

24 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/y-a-t-il-un-woke-a-la-tete-de-l-education-nationale-23-05-2022-2476736\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/y-a-t-il-un-woke-a-la-tete-de-l-education-nationale-23-05-2022-2476736_20.php)

## Ce qu'a vraiment dit et écrit Pap Ndiaye

Laïcité, racialisme, indigénisme, « privilège blanc »... « Le Point » a décortiqué les déclarations et les écrits du nouveau ministre de l'Éducation nationale.

Par *Clément Pétreault*

Publié le 23/05/2022 à 17h33 - Modifié le 23/05/2022 à 20h26

À peine était-il nommé à la tête du ministère de l'Éducation nationale que Pap Ndiaye réalisait – involontairement – un premier exploit politique : mettre d'accord Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls. « *Je souhaite plein succès à Pap Ndiaye, historien et chercheur de renom. Il sait que l'école et la République sont intimement liées* », a réagi l'ancien Premier ministre et théoricien des gauches irréconciliables, pendant que le leader de La France insoumise saluait « *l'audace* » de la nomination « *d'un grand intellectuel* »... avant de lui décocher un coup de sabot et de le qualifier de « *renégat* ».

La promotion de ce spécialiste de l'histoire des minorités et auteur de *La Condition noire. Essai sur une minorité française* (Calmann-Lévy, 2008) a suscité de nombreux commentaires virulents, souvent pavloviens, sur ses sympathies supposées à l'égard des courants de pensée racistes de l'extrême gauche. Sur les réseaux sociaux, particulièrement agités, des anonymes ont exhumé des fragments de déclarations du nouveau ministre, persuadés de brandir la preuve irréfutable de l'appartenance au camp indigéniste de cet universitaire peu connu du grand public.

On a ainsi vu tourner en boucle ses déclarations au *Monde* en juin 2021 dans lesquelles il dit partager la plupart des causes des militants woke français, « *comme le féminisme, la lutte pour la protection de l'environnement ou l'antiracisme* »... Citation généralement amputée du passage dans lequel il désapprouvait « *les discours moralisateurs ou sectaires de certains d'entre eux* », se définissant finalement « *plus cool que woke* ».

### Ni un identitaire ni un indigéniste

Pap Ndiaye se montre sensible à des thèmes et des méthodes directement inspirés de la sociologie américaine, c'est certain, mais il n'est ni un identitaire ni un indigéniste. Il lui est arrivé de débattre avec des militants décoloniaux énervés, certes, – y compris dans le cadre d'une réunion « *en non-mixité racisée* » –, mais ce serait lui faire un procès hâtif que de le considérer comme un militant, il est toujours resté un chercheur.

Enfin, si cet universitaire de 56 ans a développé au cours de sa carrière un certain nombre de positions dont on peut débattre – notamment sur les micro-agressions, le blackface ou le retrait du mot race dans la Constitution –, personne ne peut le soupçonner de vouloir briser les institutions, à l'inverse du camp indigéniste, qui rêve de voir sombrer la République.

### « À la recherche d'une troisième voie »

Pap Ndiaye n'utilise pas les mots qui fâchent (refusant, par exemple, de parler de « privilège blanc » ou de « racisme d'État »), ne se rend pas ou très peu à des événements militants, limite ses interventions médiatiques à ses domaines de spécialité et évite soigneusement de se laisser enfermer dans des débats sur la laïcité, par exemple. Il fait partie de ceux qui sont persuadés que l'on peut trouver un compromis entre la ligne woke et la ligne républicaine : « *Je suis un produit de l'école républicaine française et de l'affirmative action américaine [politique de quotas ethniques, NDLR]* », confiait-il dans une interview dès 2009.

*« Pap n'est ni un diviseur ni un provocateur, mais un conciliateur, un pacificateur. On le lui reprochera aussi, mais c'est son tempérament, sa manière de voir les choses », expliquait d'ailleurs au Point sa sœur, la romancière Marie NDiaye, peu après la cérémonie de passation. « Pap Ndiaye connaît bien le modèle américain, mais ce serait faux de dire qu'il cherche à l'importer ici. Il a conscience que le modèle américain et le modèle français sont en crise, il est à la recherche d'une troisième voie », souligne l'un de ses collaborateurs au musée de l'Histoire de l'immigration, qui estime que la personnalité du nouveau ministre de l'Éducation le rend par nature imperméable à la radicalité : « C'est un homme qui déteste le conflit, il est toujours à la recherche de consensus et se méfie beaucoup des milieux militants. »*

Ses convictions sont profondes, mais il sait les habiller d'une certaine rondeur et il sait trouver les angles d'attaque les plus consensuels : *« Il préférera parler de “promotion de la diversité”, plutôt que de “lutte contre les discriminations”, c'est moins clivant », résume son ex-collaborateur, inquiet de voir son ancien directeur « rejeté par tous les camps à force de vouloir mettre tout le monde d'accord ».*

## **Une approche intersectionnelle des inégalités**

Très influencé par son séjour aux États-Unis dans les années 1990, Pap Ndiaye est revenu en France équipé de tout l'attirail intellectuel de l'universitaire multiculturaliste à l'anglo-saxonne. En 2006, il participe à la rédaction de l'ouvrage collectif dirigé par Éric Fassin *De la question sociale à la question raciale ?*, texte fondateur qui marque le début de l'importation des catégories raciales dans la recherche française.

Dans le très documenté chapitre qu'il consacre à la progressive racialisation de l'identité française, il explique comment le développement de l'empire colonial a instauré une rupture avec *« l'idéologie républicaine [...] théoriquement indifférente aux couleurs de peau et aux autres caractéristiques physiques »*. Il plaide pour une approche intersectionnelle des inégalités et déplore l'absence de statistiques ethniques pour y parvenir. *« Gageons que des travaux futurs sur l'idéologie de la blancheur française comme constitutive de l'identité nationale, en relation avec des facteurs de genre, de classe et d'appartenance régionale, remettront en cause les idées reçues sur le fameux universalisme républicain », écrit-il alors. « Pap Ndiaye estime que ceux qui expérimentent les mêmes discriminations vont avoir tendance à se regrouper en communautés, analyse Damien Saverot, chercheur à l'ENS, spécialiste des mobilisations politiques en lien avec l'immigration postcoloniale. Pour lui, reconnaître ces communautés ne remet pas en cause le pacte républicain. »*

Sur les questions républicaines justement, le nouveau ministre de l'Éducation devra gérer l'héritage de Jean-Michel Blanquer, qui avait fait de la laïcité un pilier de son action politique, en installant, notamment, un conseil des sages. Prudent, Pap Ndiaye s'est toujours abstenu de se prononcer publiquement sur les questions de laïcité. On le dit cependant proche du sociologue François Héran, grand pourfendeur de la *« ligne laïque ultrarépublicaine »* et partisan d'une laïcité plutôt accommodante avec les religions.

Cette laïcité (promue un temps par le duo Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène à la tête de l'Observatoire de la laïcité, dissoute en 2021) a été liquidée par Marlène Schiappa pendant le premier quinquennat. Il est probable, étant donné la nature de ses travaux universitaires, que le nouveau ministre de l'Éducation nationale soit plus en phase avec la ligne multiculturaliste. Pour autant, rien ne laisse croire qu'il aurait reçu pour mission de solder l'héritage Schiappa-Blanquer sur les questions de laïcité... *« Pour nous, c'est quand même un coup dur. Mélenchon aurait gagné que ça ne ferait pas une grande différence », confie un des membres du conseil des sages de la laïcité de l'Éducation nationale, encore sonné par cette nomination, mais plutôt confiant sur l'idée d'un statu quo institutionnel.*

## **Trop blanc pour certains, en somme...**

Certaines figures de la gauche républicaine se montrent en revanche beaucoup plus inquiètes : *« Pap Ndiaye n'est peut-être pas un indigéniste revendiqué, mais il pense comme les indigénistes, il l'a prouvé lorsqu'il s'est opposé au retrait du mot race de la Constitution, s'emporte Fatiha Agag-Boudjahlat, militante laïque et candidate à la députation en Haute-Garonne. Pour ces gens, la laïcité est une entreprise de réduction de la*

*diversité, car elle passe par une réduction de la visibilité* », analyse-t-elle. Trop multiculturaliste pour les uns... et trop modéré pour les autres.

L'ex-directeur du musée d'Histoire de l'immigration et conseiller scientifique du Cran (Conseil représentatif des associations noires) a été jugé beaucoup trop mesuré par les militants de la mouvance indigéniste, qui lui reprochent de ne pas suffisamment remettre en cause l'ordre républicain, de s'inscrire dans un cadre trop institutionnel, d'être trop consensuel, trop mou... Trop blanc en somme. « *Ndiaye parle beaucoup de l'esclavage et du colonialisme, c'est vrai. Se risque-t-il cependant à contester vraiment la mythologie républicaine ? [...] malgré quelques passages ambigus, il n'établit jamais de lien structurel entre la période actuelle et l'esclavage/colonisation. Plus : il ne cache pas sa défiance vis-à-vis d'une telle approche* », regrettait le militant Sadri Khiari, cofondateur des Indigènes de la République, dans un texte au vitriol publié en janvier 2010 (élégamment intitulé : « Pap Ndiaye tire à blanc »).

L'auteur de cette injonction à la radicalité s'offusque de ce que Pap Ndiaye considère le lien entre colonialisme et racisme contemporain comme « *un raccourci regrettable* » produit par un milieu militant cédant aux évidences trompeuses. Le militant accable l'universitaire : Pap Ndiaye n'oserait pas « *nommer la race* », il se contorsionnerait pour employer « *des mots qui n'incommodent pas trop les Blancs. [...] Ce que Michael Jackson a tenté de faire avec son corps, Ndiaye essaie de le faire avec la notion de race* », s'empporte l'ancien syndicaliste.

Mais il y a plus grave pour ce compagnon de route de Houria Bouteldjah : Pap Ndiaye ne se révèle ni antisémite ni même antisioniste. « *Le Cran, l'association dont Ndiaye est un membre influent, ne cache plus ses relations avec le Crif, une corporation sioniste particulièrement impliquée dans la campagne islamophobe et le soutien aux politiques racistes menées par l'État français. Une telle stratégie est suicidaire pour la cause noire [et] risque de conduire [à] l'illusion d'une déracialisation qui s'interdirait de contester également l'ordre blanc républicain.* » Certains reproches valent décidément tous les compliments...

Ce que Pap Ndiaye a réellement dit sur :

#### **Les violences policières**

« *L'attitude de déni en ce qui concerne les violences policières en France est tout à fait classique, et depuis longtemps. Il y aurait des violences policières aux États-Unis, mais, en France, il n'y en a pas, puisqu'on vous dit qu'il n'y en a pas. Et d'ailleurs nous sommes en République. [...] On ne peut plus simplement renvoyer cette question à un autre pays, comme si nous nous étions miraculeusement protégés d'une réalité qui est pourtant évidente, qui est celle d'une partie de la jeunesse française : les contrôles au faciès, les difficultés avec la police, parfois les violences.* » (France Inter, 2020)

#### **La suppression du mot race dans la Constitution**

« *On fait un beau geste, on est contents du point de vue philosophique, mais, du point de vue de l'action, on opère un recul [...] bien que la race soit évidemment complètement invalidée d'un point de vue scientifique, elle existe encore comme une représentation imaginaire avec des effets sociaux. Dans les sciences sociales, beaucoup de chercheurs utilisent le terme de race. Non pas parce qu'ils croiraient en l'existence des races, mais parce qu'ils reconnaissent pragmatiquement que la race comme catégorie imaginaire influe dans l'organisation des sociétés passées et présentes.* » (Le Monde, 2018)

#### **Le racisme antiblanc**

« *Parler d'un racisme antiblanc est une formule lourde de sous-entendus, qui, au nom d'un langage de vérité, reprend des thématiques qui ont cours depuis longtemps dans l'extrême droite.* » (La Condition noire, 2008)

#### **Le racisme d'État**

« *Le "racisme d'État" suppose que les institutions de l'État soient au service d'une politique raciste, ce qui n'est évidemment pas le cas en France. [...] En revanche, il existe bien un racisme structurel en France, par lequel des institutions comme la police peuvent avoir des pratiques racistes. Il y a du racisme dans l'État, il n'y a pas de racisme d'État.* » (Le Monde, 2017)

#### **Les micro-agressions**

« *Si petites que les auteurs ne les perçoivent jamais, mais qui blessent [...] C'est comme le supplice de la goutte d'eau. Une fois, cela n'a rien de grave, mais un million de fois, c'est insupportable.* » (Le Monde, 2020)

### **Les statistiques ethniques**

« Il convient enfin d'incriminer l'absence d'évaluations statistiques des populations concernées : en bref, on ne connaît pas le nombre de Noirs vivant en France, et encore moins leur ventilation par catégories socioprofessionnelles, par exemple, à moins de procéder par des biais statistiques fondés sur le lieu de naissance. » (De la question sociale à la question raciale ?, 2006)

### **« L'islamo-gauchisme »**

« Cette notion n'a plus aucune signification. Elle sert simplement à disqualifier sans engager le débat et sans regarder de plus près ce qui se passe. Le monde universitaire n'a rien d'islamo-gauchiste, bien entendu. Il y a des débats, il y a des recherches vivantes, parfois critiquables, évidemment, mais qui ne relèvent en rien de ce qualificatif infamant. » (France Inter, 2021)

### **Le déboulonnage des statues**

« Débattre du déboulonnage des statues, c'est passionnant ! Pas pour confronter des positions binaires – déboulonner ou pas –, mais pour comprendre pourquoi la question se pose et imaginer des propositions créatives : à Bristol, Banksy a proposé de transformer la statue d'un marchand d'esclaves, sans la détruire, mais en la subvertissant radicalement... » (Le Monde, 2021)

### **Le blackface**

« Le fait de se maquiller, de se grimer et de porter des costumes, fait partie intégrale du spectacle, que ce soit l'opéra ou le théâtre. En revanche, se déguiser en Noir ou se déguiser en personnes asiatiques, ça, c'est quelque chose de très offensant. Beaucoup d'opéras de par le monde ont déjà prohibé le blackface. Au fond, ça donne des possibilités créatives beaucoup plus intéressantes pour les metteurs en scène d'opéra que de simplement appliquer un pauvre grimage de couleur sur un visage. » (France Inter, le 19 février 2021)

### **L'universalisme**

« Je ne souscris pas [à l'idée d'un génie français] parce qu'il sous-entend qu'il y aurait une exception française qui nous protégerait d'un certain nombre de maux que l'on observe dans le reste du monde. Derrière cette idée, il y a celle du fameux universalisme de la citoyenneté française, qui a souvent pris l'allure d'un universalisme d'homme, blanc et hétérosexuel... D'un "universalisme chauvin", comme disait Abdelmalek Sayad. Il n'est pas aujourd'hui question d'un enfermement communautaire, ou d'un éclatement de la sphère publique en autant de groupes qui se tourneraient le dos, mais plutôt d'une demande d'un véritable universalisme, d'un universalisme qui englobe tous les sexes, toutes les manières d'être, toutes les couleurs de peau sans faire de différence. » (France Culture, avril 2018)

### **L'« appel contre les ratonnades anti-Blancs » du 25 mars 2005**

« La démarche est significative en ce sens qu'elle témoigne probablement d'une contre-offensive des "néorépublicains", hostiles à l'expression et à l'organisation des minorités visibles. [...] "Vous nous laissez avec vos histoires de racisme, et vous ne prêtez pas attention au racisme antiblanc et antifrançais, quand vous ne l'excusez pas tout bonnement. Les Blancs sont tout autant victimes de racisme que les Noirs. Ces derniers n'ont pas à se plaindre, ils feraient mieux de rester à leur place", disent-ils en substance. » (La Condition noire, 2008)

24 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/draghi-et-macron-veulent-decharger-la-dette-francaise-et-italienne-sur-l-ue-24-05-2022-2476783\\_1897.php](https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/draghi-et-macron-veulent-decharger-la-dette-francaise-et-italienne-sur-l-ue-24-05-2022-2476783_1897.php)

## « Draghi et Macron veulent décharger la dette française et italienne sur l'UE »

ENTRETIEN. La situation économique se tend dans le monde et en Europe. Markus Ferber, l'eurodéputé allemand de la CSU, tire la sonnette d'alarme.



Mario Draghi et Emmanuel Macron. © JOHN THYS / AFP

*Propos recueillis par Emmanuel Berretta*

Publié le 24/05/2022 à 08h00

**L**a Commission a proposé de **prolonger la suspension du pacte de stabilité jusqu'à la fin 2023** (la règle des 3 % de déficit). **Un soulagement pour la France et l'Italie, mais, chez les Frugaux, la question d'un retour à la normale se pose avec insistance.** Les prévisions de croissance pour 2022 de la Commission, publiées lundi, sont fortement revues à la baisse, de 4 % (avant l'invasion de l'Ukraine) à 2,4 %... La situation italienne inquiète ; la récession guette.

Le commissaire Paolo Gentiloni enjoint Mario Draghi de mettre en œuvre les réformes promises à l'occasion du plan de relance européen. Au Parlement européen, le député allemand CSU Markus Ferber, l'homme fort de la Commission Econ depuis vingt ans, déplore la décision de la Commission de prolonger la suspension des traités budgétaires... **Un entretien à rebrousse-poil du « quoi qu'il en coûte ».**

**Le Point : L'UE a suspendu ses normes budgétaires depuis deux ans déjà pour faire face à la crise exceptionnelle de la pandémie. Les taux d'intérêt remontent. Le temps de l'argent facile touche à sa fin. Que peut-il se passer maintenant ?**



**Markus Ferber** : La combinaison de niveaux d'endettement post-pandémique record et de taux en hausse est comme une poudrière attendant une étincelle. Compte tenu de la croissance économique robuste à laquelle nous assistons, la suspension des règles budgétaires pour une autre année est une grave erreur qui pourrait nous coûter cher plus tard. Ce que la Commission doit faire maintenant, c'est proposer un plan à moyen terme crédible sur la manière de revenir à des politiques budgétaires prudentes.

**Emmanuel Macron et Mario Draghi ont souligné la nécessité de concevoir un plan d'investissement pour l'Europe afin de financer la transition numérique et écologique, sans même évoquer la défense européenne. Pourquoi êtes-vous opposé à un second plan de relance ?**

Tout d'abord, je suis opposé à l'émission de plus de dette européenne – en particulier si nous n'avons pas de plan crédible pour la rembourser. **Pendant des décennies, nous avons suivi une règle de fer : que l'Union européenne ne s'endette pas.** Maintenant, c'est déjà la deuxième fois en seulement quelques années que nous parlons de dettes de plusieurs milliards. **Il s'agit d'une évolution inquiétante.** Émettre plus de dettes sans avoir de plan de financement signifie que nous pourrions devoir réduire le prochain budget de l'UE pour garder de l'argent afin de payer les intérêts. Je ne suis pas sûr que cela servira finalement les intérêts européens.

Deuxièmement, nous disposons de plus de 200 milliards de prêts issus du premier plan de relance et qui ne sont pas encore utilisés. Avant de parler d'émettre de nouvelles dettes, il faudrait plutôt réfléchir à la manière de redéployer les fonds restants. La Commission a fait des propositions à cet égard que nous devrions examiner attentivement.

Pendant des années, la France a négligé les réformes structurelles qui renforcent la capacité productive globale de l'économie.

**Mario Draghi a souligné à Strasbourg que sans endettement commun, les petits États connaîtraient les mêmes perturbations de marché que lors de la crise financière. La parole de l'ancien patron de la BCE ne compte-t-elle pas pour vous ?**

Je ne pense pas que Mario Draghi s'inquiète réellement de l'accès des petits États aux marchés financiers. **Il s'inquiète pour son propre pays.** Les marchés financiers ne se soucient pas de savoir si vous êtes grand ou petit. Ils examinent si vous avez la capacité de rembourser la dette que vous avez contractée. Quand je regarde le ratio dette/PIB dans de nombreux États membres de l'UE, bon nombre des petits pays comme le Luxembourg ou les pays baltes sont les plus sains. **Pourquoi certains des plus grands pays comme la France, l'Italie et l'Espagne ont les soldes d'endettement les plus importants, tant en termes absolus qu'en termes relatifs ? Draghi et Macron veulent décharger la dette française et italienne sur l'UE et ce seront précisément de nombreux petits pays qui devront en payer le prix. En ce sens, l'argument avancé par M. Draghi est très malhonnête.**

**Oui, la France a un niveau d'endettement élevé mais aussi un important déficit commercial et doit faire des réformes structurelles impopulaires comme les retraites. Quels conseils donneriez-vous à Emmanuel Macron pour le début de son mandat ?**

Pendant des années, la France a négligé les réformes structurelles qui renforcent la capacité productive globale de l'économie. Macron doit agir rapidement et de manière décisive pour propulser la France sur une nouvelle trajectoire de croissance. Cela peut être douloureux à court terme, mais cela sera payant à long terme. **Au début des années 2000, l'Allemagne a également dû mettre en œuvre des réformes structurelles très dures et a traversé une période très douloureuse.** Cependant, elle a jeté les bases de plus d'une décennie de croissance économique robuste. Combinez cela avec des politiques budgétaires prudentes et vous pourrez rapidement vous sortir de votre dette.

**Un mot de politique allemande : que pensez-vous des débuts d'Olaf Scholz et de la coalition des feux tricolores ? On dit que les Verts sont la véritable colonne vertébrale de ce gouvernement...**

La nouvelle coalition connaît des débuts très chaotiques. Ils ont terriblement mal géré la dernière partie de la pandémie et se sont aliéné bon nombre de nos alliés en raison de la réticence de l'Allemagne à aider l'Ukraine. Le chancelier Scholz a souvent été invisible ; il y avait donc peu ou pas de leadership. Les Verts ont réussi à occuper ce vide avec succès. Néanmoins, ce n'est pas ainsi que cela devrait fonctionner. Le chancelier ne peut pas simplement se cacher derrière ses adjoints.

**Au Congrès de Rotterdam, le 1<sup>er</sup> juin, Manfred Weber sera élu président du parti PPE et cumulera cette fonction avec la présidence du groupe au Parlement européen. Souhaitez-vous qu'il soit le prochain Spitzenkandidat des chrétiens-démocrates en 2024 comme en 2019 ?**

Cela sera décidé le moment venu. N'oublions pas non plus que l'actuelle présidente de la Commission (Ursula von der Leyen, NDLR) est également chrétienne-démocrate et donc une candidate sérieuse pour devenir Spitzenkandidat. Cependant, ce n'est pas le moment de penser à la politique des partis.

24 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/24/la-recomposition-politique-voulue-par-macron-a-aussi-pour-effet-de-valoriser-des-ideologies-qui-n-ont-qu-un-lointain-rapport-avec-le-reel\\_6127399\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/24/la-recomposition-politique-voulue-par-macron-a-aussi-pour-effet-de-valoriser-des-ideologies-qui-n-ont-qu-un-lointain-rapport-avec-le-reel_6127399_3232.html)

« La recomposition politique voulue par Macron a aussi pour effet de valoriser des idéologies qui n'ont qu'un lointain rapport avec le réel »

## **CHRONIQUE**

**Françoise Fressoz**

Editorialiste au « Monde »

La volonté de mettre en valeur un centre rationnel contribue aussi à doper les idéologies radicales, comme le montre la campagne électorale des législatives, explique, dans sa chronique, Françoise Fressoz, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 02h44 Temps de Lecture 3 min.

Au moment où commence la campagne des élections législatives, après le dépôt des candidatures, vendredi 20 mai, l'absence dans le débat électoral de quelques grands enjeux qui vont marquer les prochaines années (dette, déficits, risque de récession, emploi) saute aux yeux. A l'inverse, le thème du pouvoir d'achat est survalorisé depuis des mois, déconnecté de tous les autres sujets, mais vigoureusement porté par Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Pour Emmanuel Macron, sorti doublement vainqueur de l'élection présidentielle de 2017 et de 2022, l'avertissement est de taille : il ne suffit pas d'avoir, très tôt, prédit la mort du Parti socialiste (PS) et des Républicains (LR), puis œuvré à la constitution d'un grand centre européen, libéral et social, pour rationaliser le débat public. Présentée par les macronistes comme un gage d'efficacité, la recomposition politique en cours a aussi pour effet de valoriser des idéologies fortes qui n'ont qu'un lointain rapport avec le réel.

L'intuition de départ d'Emmanuel Macron était que les deux partis de gouvernement qui avaient dominé la vie politique de la V<sup>e</sup> République finiraient par mourir, faute de pouvoir surmonter leurs contradictions internes. « *Aujourd'hui, les grandes questions qui traversent notre époque sont le rapport au travail, profondément bouleversé par les questions environnementales et numériques, les nouvelles inégalités, le rapport au monde et à l'Europe, la protection des libertés individuelles et d'une société ouverte dans un monde de risques*, écrivait le primo-candidat dans son livre *Révolution* (XO Editions, 2016). *Sur chacun de ces sujets, la gauche et la droite sont profondément divisées et, de ce fait, empêchées d'agir.* »

## **L'héritier de la deuxième gauche**

La quasi-disparition du PS et de LR est aujourd'hui actée. Minée par les frondes, la formation qui dominait la gauche a été touchée à mort dès 2017, au point que François Hollande n'a même pas pu prétendre concourir à sa succession. Accroché à l'idée qu'il bénéficiait d'une forte implantation locale et qu'il régnait en maître sur le Sénat, le parti qui dominait la droite a été brutalement dessillé par le score désastreux enregistré par Valérie Pécresse, le 10 avril (4,78 %).

Dès l'origine, le macronisme a valorisé, par contraste, les notions de clarté dans le débat public et d'efficacité dans la conduite des politiques publiques. Conçu comme un antidote au déclinisme, affirmé comme une réponse à la montée de la défiance politique, il repose sur l'idée que, pour espérer obtenir des

résultats, le politique doit partir du réel au lieu de se conformer à une grille idéologique préétablie. De ce point de vue, Emmanuel Macron est bien l'héritier de la deuxième gauche, qui tout au long des mandats mitterrandiens a lutté contre les excès du programme commun.

Or, sur les décombres du PS et de LR, un intense jeu tactique s'est déployé, permettant à Jean-Luc Mélenchon de maximiser son gain de la présidentielle. Arrivé en troisième position, derrière Emmanuel Macron et Marine Le Pen, le leader de La France insoumise est parvenu à éviter la marginalisation en s'intronisant reconstruc-teur de la gauche sur sa propre ligne radicale et anti-européenne.

La Nouvelle Union populaire écologique et sociale, qu'il a fait naître en un temps record – parce que le PS, le Parti communiste français et Europe Ecologie-Les Verts étaient à terre –, a tout de l'alliance opportuniste entre des partis déchirés sur des sujets aussi cruciaux que l'Europe, l'économie de marché, la laïcité ou le nucléaire. Sa crédibilité pour gouverner dans le cadre d'une cohabitation visant, entre autres, à rétablir la retraite à 60 ans est proche de zéro. Sa pérennité est, elle-même, sujette à caution, tant les divergences sont profondes.

## L'appel à la raison

Et, pourtant, une dynamique s'est créée, accréditant l'idée, le temps d'une campagne, que la « vraie » gauche, marginalisée depuis le tournant de la rigueur de 1983, effectuait son grand retour. Il était assez prévisible que le « *en même temps* » dont use et abuse Emmanuel Macron pour tenter de faire disparaître les clivages, produise en retour un fort désir de repolitisation et de radicalisation non seulement à droite, mais aussi à gauche. Ce qui l'était moins, en revanche, c'est que cette repolitisation place autant sur la défensive celui qui prétendait, par la jonction des centres, faire de la politique autrement.

Le recours à la pédagogie, l'appel à la raison sont indissociables de la démarche macroniste Or, il a été beaucoup reproché au président de la République de privilégier, dans la phase électorale, le flou et la tactique : tantôt un coup à droite, avec la retraite à 65 ans, tantôt un autre à gauche, avec la planification écologique, empruntée à Jean-Luc Mélenchon. Son entrée dans la campagne présidentielle a été tardive ; un grand nombre de ses propositions, portant sur l'éducation et la santé, sont restées floues ; la réforme des retraites a été modifiée au gré de l'hostilité qu'elle a suscitée, si bien que l'on ne sait toujours pas si elle sera mise en œuvre ni sous quelle forme.

La campagne des élections législatives est du même acabit. Le débat reste entièrement dominé par la problématique du pouvoir d'achat, qui fera l'objet du premier projet de loi du nouveau quinquennat. Les sujets sensibles sont, eux, soigneusement mis sous le boisseau, par crainte de voir la majorité se rétrécir à l'Assemblée nationale.

Ce n'est, certes, pas la première fois qu'une telle prudence est affichée : en dire le moins possible durant les campagnes électorales semble être devenu la règle pour les gouvernants soumis à un monde de plus en plus volatil et à une opinion publique structurellement défiante. La contrepartie est cependant risquée, car tout ce qui n'a pas été énoncé clairement en amont risque de se transformer ensuite en un redoutable malentendu.

**Françoise Fresso**z(Editorialiste au « Monde »)

24 mai (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/top-gun-maverick-tom-cruise-bleibt-der-groesste-filmstar-ld.1685416>

## Die Höhenflüge des grössten Filmstars der Welt

Selbst Brad Pitt und Leonardo DiCaprio kommen ihm nicht hinterher: Tom Cruise kann alles machen, am Ende funktioniert es. Mit dem neuen «Top Gun» geht sein abgehobener Kinosiegeszug weiter.

Daniel Haas 24.05.2022, 05.30 Uhr



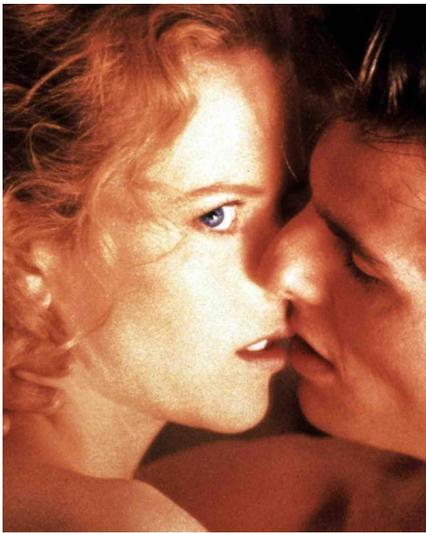
Vergangene Woche stellte Tom Cruise seinen neuen Film «Top Gun: Maverick» am Filmfestival in Cannes vor.

Dave Bedrosian / Imago

Ein paar Fragen zu Tom Cruise vorab, zur Klärung seiner Person, seiner kulturellen Bedeutung, seines Rollenprofils: Wurde die Pilotenbrille von Ray Ban eigens für ihn erfunden? Hat die Kosmetik- und Werbeindustrie irgendwo einen geheimen Schrein für ihn errichtet, zu dem alle CEO der Branche pilgern, um ihm dort für ein perfekt vermarktbares Männlichkeitsbild zu huldigen? Warum sind Frauen eigentlich immer hinter ihm her, und zwar buchstäblich?

Zum Beispiel im «Top Gun»-Film von 1986. Da muss Kelly McGillis als seine Geliebte immer hinter ihm herlaufen und auf ihn einreden: Nach einer heissen, in sehr kühlen Blautönen gefilmten Liebesnacht haben sie Streit, er setzt sich aufs Motorrad, wirft es an, sagt ins Motorknurren hinein: «Ich kann dich nicht hören», und braust davon. Womöglich der härteste Macho-Gesprächsabbruch, den sich eine Frau auf der Leinwand jemals gefallen lassen musste.

Warum ist er, cool und schön wie ein Pin-up-Boy, immer auf der Flucht vor den Frauen? Und donnert gleichzeitig hinein ins Abenteuer, in die Sonnenuntergänge, ins – siehe Stanley Kubricks letzten Film «Eyes Wide Shut» – Herz der Finsternis?



Immer laufen Frauen hinter ihm her, immer ist Cruise auf der Flucht vor ihnen.

United Archives / ImagoEverett Collection / Imago

## Er atmet Ehrgeiz

Am Donnerstag startet «Top Gun: Maverick», und auch dieser Blockbuster aus dem Geiste einer mit noch so viel postheroischer Wokeness nicht abzuwickelnden Männlichkeit wird die Fragen nicht wirklich beantworten. Tom Cruise, geboren 1962 in Syracuse, New York, bleibt ein Rätsel, weil bei ihm das Entscheidende so offensichtlich ist: das Kalkül, mit dem diese Filmkarriere von Erfolg zu Erfolg eilt, um schliesslich in einem Paralleluniversum zu landen, in dem sich Schönheit, Macht, Talent und eine legendär gewordene Selbstdisziplin zum Megastartum zusammenschliessen.

Cruise kennen alle überall. Sein Gesicht, obwohl attraktiv bis zur Unkenntlichkeit, hat ikonische Kräfte wie nur wenige Filmstargesichter seiner Generation. In seinen Filmen ist er mit so ziemlich allen grossen männlichen Kollegen aufgetreten: Paul Newman («The Color of Money»), Brad Pitt und Antonio Banderas («Interview with the Vampire»), Matt Dillon («The Outsiders»), Jack Nicholson («A Few Good Men»), Colin Farrell («Minority Report»). Sie sind teilweise sicher die nuancierteren Darsteller, aber Cruise ist seine eigene Marke, immer ausser Konkurrenz und dabei mit der Ausstrahlung eines Draufgängers, der Ehrgeiz atmet wie andere Menschen Luft.

## Am Anfang ist er nur maskuline Garnierung

Seine Karriere beginnt 1983 mit «The Outsiders» von Francis Ford Coppola. Cruise spielt einen schönen Halbstarren. Der Begriff passt hier wirklich: Cruise ist schlank, fit, aber kein Muskelprotz,

halbstark eben. Er gehört zu einer Gang, angeführt von Matt Dillon. «The Outsiders» ist ein Matt-Dillon-Film, Cruise ist nur maskuline Garnierung für den Look und weitgehend unerheblich für die Story.



Mit «The Outsiders» von Francis Ford Coppola beginnt die Karriere: Tom Cruise (links) neben Rob Lowe, C. Thomas Howell, Ralph Macchio, Matt Dillon, Emilio Estevez und Patrick Swayze.

Warner Bros. / Mary Evans / Imago

Das ändert sich schlagartig 1986, im Initiationsjahr für Cruises Aufstieg zum Weltstar. «The Color of Money» und «Top Gun» erscheinen. Ersterer ist ein Film über einen arroganten, aufstrebenden Billardspieler, dem ein alter Profi Manieren und ein paar Tricks zum Klarkommen im Spätkapitalismus beibringen muss. Paul Newman spielt diesen Veteranen des Glücks- und Billardspiels als abgezockten Grandseigneur. Cruise ist der aufwärtsmobile Angeber, der zwar viel kann, aber auch viel einstecken muss, im Sinne von: Das Leben ist kein Spielchen, Junge, sondern ein hartes, fieses Game, bei dem sich nur die Coolen und Kompetenten durchsetzen werden.



Paul Newman bringt Tom Cruise in «The Color of Money» Manieren und Tricks bei.

Mary Evans / Imago

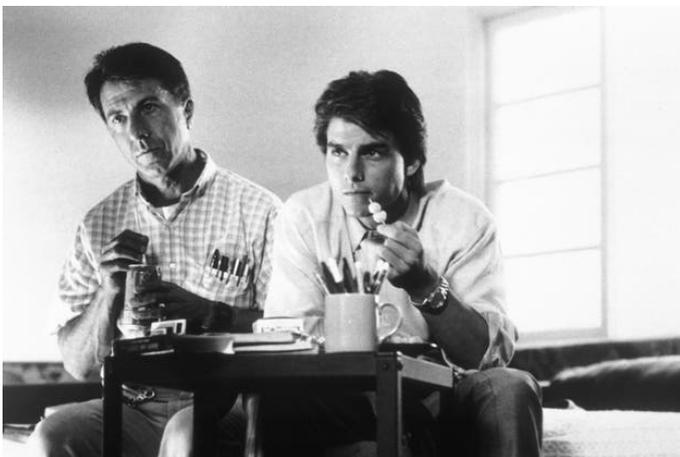
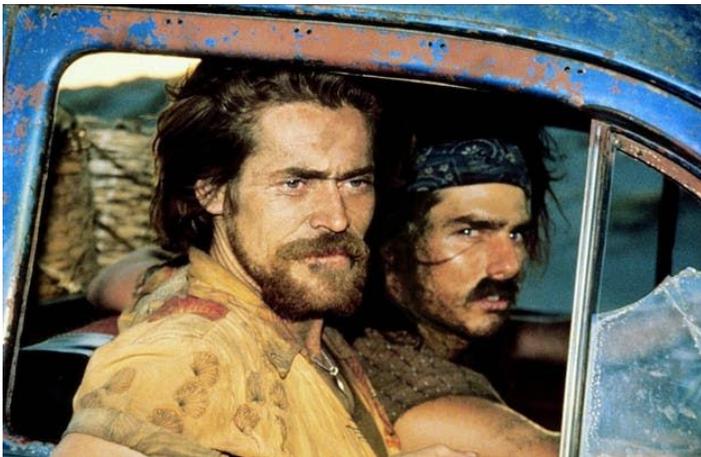
«Top Gun» war der grösste Kassenschlager des Jahres 1986, weltweit. Reagan hatte gerade das Militär reorganisiert zwecks grösserer Effizienz. Man befand sich mitten im Kalten Krieg. Sechs Wochen vor Erscheinen von «Top Gun» war in Berlin eine bei US-Soldaten beliebte Diskothek in die Luft gesprengt worden. Amerika machte Libyen verantwortlich. Wehrhaftigkeit war Landes- und Bürgerpflicht, auch mental. Insofern war «Top Gun» der passende Film vor allem für ein

amerikanisches Publikum, das sich von den «Handtuchköpfen» (Slang der amerikanischen Soldaten für Muslime) nicht einschüchtern lassen wollte.

## Fliegen fürs Ego

Und die amerikanische Liebe zur technologischen Mobilmachung hatte durch die Explosion des Spaceshuttle «Challenger» 73 Sekunden nach dem Start – sieben Astronauten starben – einen grausamen Dämpfer erlitten. Auch in dieser Hinsicht war «Top Gun» ein Ermächtigungs- und Erbauungsfilm. Cruise, immer glatt rasiert, immer perfekt sitzende Kurzhaarfrisur, gab den netten Jungen von nebenan. Gleichzeitig war er der harte Fighter, der Flugzeuge flog, als seien es Verlängerungen seines Egos. Apparate zur technischen Beschleunigung seines Willens zur Macht, wenn man Macht mit popkulturellem Einfluss von globalen Ausmassen übersetzt.

Cruise war zu diesem Zeitpunkt 26 Jahre alt, und es hätte noch lange so weitergehen können mit superteuren, supersimplen Action-Gewinnerfilmen. Aber 1988 kommt bereits der Genrewechsel: Cruise spielt einen smarten Abzocker, dessen Bruder ausgerechnet ein Autist ist, um den sich keiner kümmern will. Kümmert sich eben der windige Schönling (Cruise) um den aufgrund von schwerem Asperger mathematisch hochbegabten Älteren (Dustin Hoffman): «Rainman» (Regie: Barry Levinson) ist über weite Strecken eine die Rührungspotenziale breiter Zielgruppenkontingente bewirtschaftende Schnulze. Es ist aber auch ein kluger Film über einen Mann, den der Kapitalismus korrupt zu machen droht und der dank einem hilfsbedürftigen Menschen moralisch nicht unter die Räder kommt.



Er ist mit so ziemlich jedem grossen männlichen Kollegen aufgetreten. Heute ist Cruise der grösste Filmstar von allen.

Es folgen «Born on the Fourth of July» (1990), «A Few Good Men» (1992) und «Interview with the Vampire» (1994). Was für ein Genre- und Imagewechsel!

«Born on the Fourth of July» zeigt Cruise als vom Vietnamkrieg verkrüppelten Veteranen, der sich vom naiven Patriot zum Antikriegsaktivisten mausert. Er darf in Oliver Stones im Dampfrahmenstil inszenierten Drama unattraktiv sein, herumschreien, die Fassung verlieren. Um am Ende die maximale Wirkung zu erzielen: Ronny, so der Name der Filmfigur, zeigt Amerika, was es auf dem Gewissen hat – eine Generation von jungen, in Vietnam verheizten Männern. Und die Moral eines Landes, das sich als guter Weltpolizist verstand.

## Der schreckliche Vampirfilm

«A Few Good Men» ist ein Militär- und Gerichts-drama, in dem sich Cruise weiter als Verkörperung des moralischen Zentrums innerhalb offizieller, potenziell korrupter Strukturen etabliert. «Interview with the Vampire» schliesslich ist ein Horrorfilm, der wirklich schrecklich ist, weil Brad Pitt in seiner ersten grossen Hauptrolle eine furchtbare Fehlbesetzung ist (er spielt so hölzern wie die Pflöcke, die seinesgleichen ins Jenseits befördern sollen).

Und es ist ein Film, der sich an Themen heranwagt, die er dramaturgisch nicht in den Griff bekommt: homoerotische, unterdrückte Liebe, Kindererziehung (Cruise und Pitt, zwei Vampire, betreuen ein zwölf Jahre altes Vampirgirl, das keinen Bock hat auf die Direktiven ihrer untoten Vaterdandys), Rassismus (das Ganze spielt in den von Sklaven und Rednecks bevölkerten Südstaaten der Belle Époque). Cruise tritt auf als Mischung aus Oscar Wilde und viktorianisch gestyltem Serienkiller. Er ist grausam, zynisch, letztlich tragisch verliebt in seinen besten Freund. Darstellerisch trägt Cruise den Film quasi allein, wenn man von der halbwüchsigen Kirsten Dunst absieht, die sich wacker schlägt als Kindervampir wider Willen.





## Müheles wechselt er die Genres, vom Gerichtsfilm ging's über zum Vampirfilm.

United Archives / ImagoEverett Collection / Imago

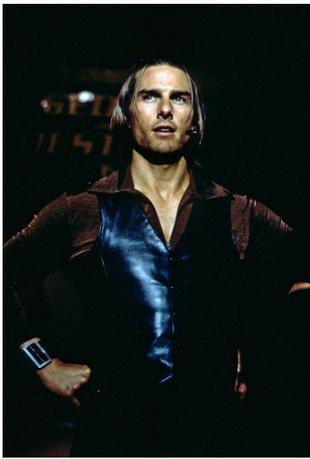
Spätestens jetzt musste allen, den Regisseuren, den Drehbuchautoren und dem weltweiten Publikum, klarwerden, dass dieser Tom Cruise alles machen kann und es am Ende irgendwie funktioniert. Es gibt keine Flops in Cruises Karriere. Es gibt höchstens ein paar Ausrutscher («The Mummy»). Ab den neunziger Jahren geht es einfach immer weiter nach oben, als sei Tom Cruise selber ein Kampfjet, der irgendwann gegen den Himmel höchstselbst antreten muss, weil es auf Erden keine ebenbürtigen Gegner mehr gibt.

## Die Rolle als Frauenhasser

Wer könnte ihm aufmerksamkeitsökonomisch gefährlich werden? Brad Pitt? Ist mittlerweile ein Fall für die ironische Tarantino-Verwertung geworden, der coole Typ mit Augenzwinkern, dem man allerdings schon lange keine ernste Rolle in einer grossen Produktion mehr zutraut.

Leonardo DiCaprio? Schon eher, aber DiCaprio hat diesen leicht nervigen Kunstanspruch und muss immer mit Scorsese drehen, drunter macht er's nicht mehr. Cruise hingegen hat mit allen Grossen des Regiefachs gearbeitet, mit Steven Spielberg («Minority Report»), mit Neil Jordan («Interview mit einem Vampir»), mit Stanley Kubrick («Eyes Wide Shut»). Er liefert aber auch Action-Ware wie die «Jack Reacher»- und «Mission: Impossible»-Filme.

Es ist eine beispiellose Kinovita, die schliesslich von den ironischen, selbstreflexiven Rollen in der Kriegssatire «Tropic Thunder» oder im Pop-Musical «Rock of Ages» geprägt ist. Oder von Cruises Filmfigur im Drama «Magnolia» (Regie: Paul Thomas Anderson). Da spielt er einen Frauenhasser und Macho-Motivationstrainer, der am lieblosen Vater zu zerbrechen droht. Legendär ist die Szene, in der Cruise in der Rolle des charismatischen Männeraufpeitschers («Respect the cock! And tame the c...!») eine Journalistin abkanzelt. Close-up auf sein kühl-schönes, von Verachtung verhärtetes Gesicht. Frage der Interviewerin: «Was machen Sie gerade?» Antwort Cruise, so kalt, dass die Temperatur im Kinosaal um mindestens zehn Grad sinkt: «Stillschweigend beurteile ich Sie.»



## Vielleicht sein bester Film überhaupt: Tom Cruise in «Magnolia» von Paul Thomas Anderson.

Everett Collection / Imago

Der Geschlechtermachtkampf geht weiter, das sagt diese Szene. Und Tom Cruise steht ganz klar auf der Seite der Männer.

Nur in «Eyes Wide Shut», Kubricks letztem Film, wird er unsicher. Als wohlhabender Spiessbürger verbringt er eine Nacht in einem geheimnisvollen Sexklub. Nicole Kidman, die im wirklichen Leben ein paar Jahre lang seine Frau war, spielt die Gattin, die am Ende ungefähr sagt: «Weisst du, alles halb so wild, war ja nur eine Nacht. Wir werden aber noch eine ganze Weile verheiratet sein. Und jetzt sollten wir vögeln.»

## Zurück an den Anfang

Die Frauengeschichten von Tom Cruise, seine Mitgliedschaft bei Scientology, sein zwanghafter Ehrgeiz, noch die irrsten Stunts selber zu machen, sein legendärer Zorn auf Kollegen und Angestellte, wenn es nicht genau so läuft, wie der Chef es will: Das wären vier weitere Artikel.

Mit dem Pilotenactionkracher «Top Gun: Maverick» kehrt er jedenfalls wieder an den Anfang seiner Karriere zurück. Tom Cruise fliegt wieder – und grinst wieder. Eine Frau, dieses Mal ist es Jennifer Connelly, läuft hinter ihm her, um am Ende vielleicht einen Kuss zu ergattern. Bevor er sich wieder aufs Motorrad setzt. Und dann macht Tom Cruise einfach weiter. Es stehen ja alle bereit: die Regisseure, die Kollegen. Und wir, das Publikum.



Keine Jeans-Werbung, sondern Jennifer Connelly und Tom Cruise in «Top Gun: Maverick».

Paramount Pictures / Scott Garfield / AP

24 mai (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/jetzt-darf-pekings-die-strippen-ziehen-deutschland-stolpert-naiv-von-einer-energie-abhaengigkeit-in-die-naechste-ld.1683695>

GASTKOMMENTAR

## Nun darf Peking die Strippen ziehen – Deutschland stolpert naiv von einer Energieabhängigkeit in die nächste

Eine überhastete Energiewende hatte Deutschland nach dem Reaktorunfall von Fukushima in die Fänge von Putins Gas-Geopolitik getrieben. Jetzt macht sich Berlin von chinesischen Windrotoren und Solarplatten abhängig. Klug ist das nicht.

Wolfgang Bok

24.05.2022, 05.30 Uhr



Deutschland ist auch bei der grünen Energie abhängig, nämlich von China. **P. Nowack / Imago**

«Nach dem Rathaus ist man schlauer», belehrt der Volksmund jene, die im Nachhinein alle Übel vorhergesehen haben wollen. Heute gehört es zur Standardweisheit, dass sich Deutschland leichtfertig in die Abhängigkeit von russischem Gas (55 Prozent) und Öl (42 Prozent) begeben und alle Warnungen selbtherrlich in den Wind geschlagen habe. Wohlfeil ist auch der Vorwurf, der deutsche Wohlstand beruhe auf dem Import relativ billiger Energie aus dem Osten. Manche unterstellen insbesondere den Sozialdemokraten gar eine mafiose Kumpanei mit Putins steinreichen Kumpanen.

### Gefügigkeit dank Abhängigkeit

Als stichhaltigster Beleg für diese These wird die enge Verbundenheit des deutschen Ex-Kanzlers mit dem russischen Präsidenten angeführt. Gerhard Schröder habe nicht nur den Weg für die neue Gaspipeline Nord Stream 2 geebnet, sondern den vom Kreml kontrollierten Ölkonzernen auch noch drei der fünf Raffinerien zugeschanzt. Ein Ölboykott, wie ihn die EU in ihrem x-ten Sanktionspaket beschlossen hat, würde nicht nur diese Veredelungsanlagen in ihrer Existenz gefährden, sondern ebenso die energetische Infrastruktur insbesondere in Nord- und Ostdeutschland austrocknen. Die Versorgung des Berliner Flughafens (BER) etwa mit Kerosin wäre akut gefährdet.

Während andere Länder ihre Atompläne revidieren, wird in Deutschland stur daran festgehalten, die letzten drei verbliebenen Atommeiler stillzulegen.

Zwei Aspekte kommen in der Debatte um die selbstverschuldete Energieabhängigkeit allerdings zu kurz. Einmal hat Deutschland – wie auch andere Länder – seit den achtziger Jahren Pipelines aus Sibirien nicht nur aus Eigeninteresse mitfinanziert. Insgeheim war die Strategie «Wandel durch

Handel» mit dem Hintergedanken verknüpft, Moskau auf diese Weise von westlichen Devisen abhängig zu machen.

Das hat selbst im kältesten kalten Krieg funktioniert. Die Sowjetunion kam nicht nur stets ihren Lieferverträgen nach, sondern hat sich selbst auch Mässigung auferlegt, um den Geldfluss aus dem Energieverkauf (2020: 71 Prozent aller Einnahmen) nicht zu gefährden. Naiv waren eben auch die Herrscher im Kreml, die sich mit dem bequemen Verkauf von Rohstoffen begnügt haben, anstatt selbst eine wettbewerbsfähige Industrie aufzubauen. Auch das war westliches Kalkül.

Dass Deutschland selbst unter der CDU-Kanzlerin Merkel so lange an Nord Stream 2 festgehalten hat, entsprang diesem Denken: Russland werde es schon nicht riskieren, den sicheren Devisenstrom über diese weitere Gaspipeline versiegen zu lassen. Diese Abhängigkeit halte selbst einen aggressiven Putin davon ab, rote Linien zu überschreiten, dem man eben gewisse territoriale Interessen wie etwa bei der Annexion der Krim 2014 zubilligen müsse.

Die deutsche Abhängigkeit hat ihre tiefere Ursache zudem in einer naiven Energiewende: Der überhastete Ausstieg sowohl aus der Kernenergie wie auch aus der Kohleverstromung hat Deutschland geradezu in Putins Arme getrieben. Achtzig neue Gaskraftwerke sollten als «Brückentechnologie» die Stromlücken füllen, wenn die vielen Windräder gerade einmal wieder stillstehen oder schlechtes Wetter die Solarplantagen lahmlegt.

Doch während andere Länder früh die Realität zur Kenntnis nahmen und jetzt ihre Atomausstiegspläne revidieren oder gar neue Kernreaktoren bauen, wird in Deutschland stur daran festgehalten, zum Jahresende auch noch die letzten drei verbliebenen Atommeiler stillzulegen.

## Alte und neue Versprechen

Derweil schürt Wirtschafts- und Klimaminister Habeck von den Grünen den Glauben, Ersatz liesse sich umgehend durch vielfach teureres Fracking-Gas (dessen Förderung in Deutschland verboten ist) oder vage «Energiepartnerschaften» etwa mit dem wenig demokratischen Katar beschaffen. Dabei hat Deutschland noch keine Häfen, in denen das Flüssiggas entladen werden könnte. Der «grüne Wasserstoff», der als Ersatztechnologie gepriesen wird, brauchte bei der Herstellung zunächst einmal viel Strom, der durch den Zwang zu Wärmepumpen und zur Elektromobilität ohnehin noch knapper und teurer werden dürfte.

Zerschlagen haben sich auch die Versprechen vom «grünen Jobwunder» durch die Energiewende: Die deutsche Solarindustrie liegt ebenso am Boden wie die Windkraftbranche. Siemens Energy schreibt tiefrote Zahlen. Und mit der Nordex AG droht dem letzten Windradbauer das Aus, weil chinesische (Staats-)Konzerne mit Dumpingpreisen den deutschen Markt auch hier vollständig ausgehebelt haben.

So schlittert Deutschland von einer Abhängigkeit in eine weitere: Ohne massive Importe aus China ist die «grüne» und CO<sub>2</sub>-freie Wirtschaft nicht möglich. Gestärkt wird damit zudem eine Macht, die Putin nicht nur politisch den Rücken freihält, sondern auch noch Moskaus finanzielle Ausfälle

kompensiert. Denn China nutzt (wie Indien) die Gunst der Stunde, um aus Russland günstig Energie einzukaufen. Damit kann es noch wettbewerbsfähiger produzieren. Unglücklicherweise verlieren deutsche Hersteller wegen gestiegener Rohstoffpreise und der Sanktionsblockaden wichtige Marktanteile. So schneidet man sich mit einer aktionistischen Politik gleich doppelt ins eigene Fleisch. In Peking, das seine hegemonialen Ansprüche längst nicht mehr verbirgt, reibt man sich die Hände. Derweil man in Berlin von einer Naivität in die nächste stolpert. Das Rathaus, das die von der deutschen Ampelregierung verkündete «Zeitenwende» zum realistischen Pragmatismus einläutet, muss erst noch gebaut werden.

**Wolfgang Bok**, früherer Chefredaktor der «Heilbronner Stimme», arbeitet als freier Publizist. Der Politologe lehrt zudem an der Hochschule Heilbronn strategische Kommunikation.

24 mai (FAZ)

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/juliane-rebentischs-buch-ueber-hannah-arendt-der-streit-um-pluralitaet-18043827.html?printPageArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/juliane-rebentischs-buch-ueber-hannah-arendt-der-streit-um-pluralitaet-18043827.html?printPageArticle=true#pageIndex_2)

HANNAH ARENDT:

## Rassistisch, aber knapp am Index vorbei

- VON MARTIN HARTMANN
- -AKTUALISIERT AM 23.05.2022-22:44



Hannah Arendt im Jahr 1966 an der University of Chicago Bild: Art Resource, New York / Hannah Arendt Bluecher Literary Trust

Wie konnte es nur zu diesen Inkonsistenzen und Widersprüchen kommen? Juliane Rebentisch erörtert Zwiespältiges in Hannah Arendts politischer Philosophie.

Eine Triggerwarnung sei vorweggeschickt: Die folgenden Sätze stammen von [Hannah Arendt](#), aus ihrem berühmten Buch „Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft“, erstmals 1951 in englischer Ausgabe erschienen: „Der Rassebegriff der Buren entspringt aus dem Entsetzen vor Wesen, die weder Mensch noch Tier zu sein schienen und gespensterhaft, ohne alle faßbare zivilisatorische oder politische Realität, den schwarzen Kontinent bevölkerten und übervölkerten. Aus dem Entsetzen, daß solche Wesen auch Menschen sein könnten, entsprang der Entschluß, auf keinen Fall der gleichen Gattung Mensch anzugehören.“

Was Arendt in dieser Passage zu etablieren suchte, ist nichts weniger als eine Theorie der Entstehung des Begriffs der „Rasse“. Als Hintergrund dieser Theorie dienen Arendt die Erfahrungen der „europäischen Menschheit in Afrika“; die überwiegend weißen Siedler und Kolonisatoren sehen sich mit einheimischen dunkelhäutigen „Wesen“ konfrontiert, deren moralischer Status als gleichwertiger Teil der Gattung Mensch offenbar leidenschaftlich bestritten werden musste. Man erfindet gewissermaßen – als „Notbehelf“ – die Idee unterschiedlicher Rassen, um Abgrenzungen und Ausgrenzungen zu legitimieren und um den Begriff des vollwertigen Menschen für bestimmte Mitglieder der Gattung zu reservieren.

### Mit großer Akribie und Zuneigung

Das ist schockierend, zweifellos. Aber gibt Arendt nur eine Haltung wieder, die sie etwa den in der Passage genannten Buren unterstellt? Zitiert sie also nur die Haltungen anderer? Oder verraten die gewählten Formulierungen auch eigene Ansichten Arendts? Für Juliane Rebentisch, Professorin für Philosophie und Ästhetik an der Hochschule für Gestaltung in Offenbach, ist die Antwort klar: Arendts Thesen sind selbst „deutlich“ rassistisch. In ihrem Buch erwähnt Rebentisch weitere Belege, die zeigen, dass Arendt selbst immer wieder in rassistische Klischees verfällt und gelegentlich sogar Bestandteile ihres politiktheoretischen Begriffsrepertoires heranzieht, um die Existenz unterschiedlicher „Rassen“ zu belegen. So heißt es an späterer Stelle in der Totalitarismus-Studie, die Menschen in Afrika und Australien seien die „einzigen ganz geschichts- und tatenlosen Menschen“, sie hätten keine Welt „erbaut“ – Formulierungen, mit denen Arendt direkt an Begriffe wie den des Herstellens und den des Handelns anschließt, die sie in ihrem philosophischen Hauptwerk, „Vita Activa“, ausführlicher theoretisch fundiert hat.



Juliane Rebentisch: „Der Streit um Pluralität“. Auseinandersetzungen mit Hannah Arendt. :Bild: Suhrkamp Verlag

Das ist das eine. Doch Rebentisch bleibt an diesem Punkt nicht stehen, ihr Buch will das Werk Arendts nicht auf den Theorie-Index stellen. Mit großer Akribie und Zuneigung entwickelt sie vielmehr eine Lesart, die Arendt vor sich selbst, vor ihren eigenen Vorurteilen und Engführungen zu schützen vermag und allerlei Ambivalenzen herausarbeitet. Vor allem Arendts Nachdenken über Pluralität kann dazu dienen, etwa die rassistischen Passagen als unhaltbar zu entlarven. Im Grund nämlich, so Rebentisch, hätte Arendt eine große Abneigung „gegen alle Arten von Gemeinschaften, die auf Ähnlichkeit beruhen, seien diese Zwangs- oder Wahlgemeinschaften“.

## Leicht hat es die Verteidigung hier nicht

Pluralität ist dabei ein eminent politischer Begriff. Sie kommt dort zur Geltung, wo Menschen ihre von Geburt an bestehende Verschiedenheit im Rahmen eines kommunikativen Miteinanders in eine Einzigartigkeit transformieren, die den einen in seinem individuellen Weltzugang für die anderen nicht nur unverwechselbar macht, sondern zugleich ein „Geschehen“ etabliert, das genau dann unvorhersehbares Handeln und Sprechen provoziert, wenn das kommunikative Miteinander offen und frei von verzerrenden privaten Interessen bleibt. In einer solchen kommunikativen Konstellation erweise sich das „Wer“ der Person gerade nicht als fixiert, vielmehr ist die Konstellation offen für das „Sich-Ereignen von etwas, das anders ist als das, als ‚was‘ es sich und anderen gerade erscheint“.

Der politische Charakter dieses Begriffs von Pluralität mag nicht gleich ersichtlich sein. Freiheit aber ist für Arendt nichts anderes als das, was sich performativ ereignet, wenn Menschen miteinander sprechen und handeln und sich auf immer wieder unvorhersehbare Weise aufeinander beziehen. Nur wenn sie in dieser Weise offen für das Geschehen der Pluralität sind, werden sie gegebenenfalls ihre Meinungen und Haltungen ändern und sich von Vorurteilen, bloß privaten Vorlieben oder rein ökonomischen Interessen befreien. Sie sind gleichsam in ihrer Einzigartigkeit gleich und überwinden alle sie sonst trennenden Differenzen, um eine gemeinsame Welt politischer Gestaltung ausfindig zu machen. Wird die politische Sphäre von ökonomischen Interessen geflutet oder ethno-nationalistisch verengt, dann verliert sie die ihr eigene Offenheit und Pluralität und den Charakter des unvorhersehbaren Geschehens, das mit dieser Offenheit und Pluralität wesentlich verzahnt ist.

## Sie war auch immer eine öffentliche Intellektuelle

Es ist ersichtlich, wie Rebentisch diesen Pluralitätsgedanken immer wieder zur Verteidigung Arendts in Stellung bringen kann und so eine Theorie „mit und gegen Hannah Arendt“ entwickelt. Leicht hat es diese

Verteidigung dabei nicht, denn die Kritik an Arendts Politikbegriff ist Legion. Vor allem die scharfe Trennung der politischen Sphäre von der gesellschaftlichen und privaten Sphäre hat Kritik hervorgerufen, nicht zuletzt von feministischer Seite. Wenn Politik sich nur im öffentlichen Raum vollziehen darf, wenn sie ganz und gar abgetrennt von gesellschaftlichen Belangen sein soll, dann akzeptiert sie offenbar all die Ungleichheiten und Diskriminierungen, die sich im Raum des Privaten, aber auch im Raum des Ökonomischen ergeben.

Für Rebutisch ist diese Beschränkung des Raums der Politik inakzeptabel, das zeigen ihre sorgfältigen Rekonstruktionen einzelner politischer Interventionen der öffentlichen Intellektuellen, die Arendt immer auch war. Aber sie bleibt am Ende dabei, dass die von ihr an vielen Stellen geäußerte Kritik Arendts Werk nicht ganz und gar diskreditiert, auch wenn sie sich gelegentlich fast ein wenig ratlos fragt, wie es zu diesen Inkonsistenzen und Widersprüchen kommen konnte.

Eine Erklärung dafür liefert das Buch nicht, was schade ist, denn eine weniger entgegenkommende Lektüre könnte ja einen viel engeren Zusammenhang zwischen den systematisch-philosophischen Grundkategorien Arendts und den kritisierten Positionen zu erkennen versuchen. Das große Verdienst von Rebutischs Buch besteht darin, die Latte der Ehrenrettung Arendts ziemlich hoch gehängt zu haben. Kein Zweifel, sie überspringt diese Höhe, aber die Latte, um im Bild zu bleiben, schwingt doch deutlich nach.

*Juliane Rebutisch: „Der Streit um Pluralität“. Auseinandersetzungen mit Hannah Arendt. Suhrkamp Verlag, Berlin 2022. 287 S., geb., 28,- €.*